



INDIGENOUS PEOPLES OF AFRICA COORDINATING COMMITTEE
COMITÉ DE COORDINATION DES PEUPLES AUTOCHTONES D'AFRIQUE

Atelier des Peuples Autochtones Africains sur la bonne
utilisation des Technologies de l'Information
et de la Communication (TIC) dans
les Activités de Plaidoyer en
Faveur de l'Environnement



WINDHOEK, NAMIBIE

26 au 28 août 2008



partageons les connaissances au profit des communautés rurales
sharing knowledge, improving rural livelihoods

Atelier des Peuples Autochtones
Africains sur la bonne utilisation
des Technologies de l'Information et de la
Communication (TIC) dans les Activités de
Plaidoyer en Faveur de l'Environnement

WINDHOEK, NAMIBIE 26 au 28 août 2008

Copyright 2009. Les droits de reproduction associés à cette publication sont détenus par IPACC.

La reproduction de ce rapport à des fins éducatives est autorisée, à condition qu'IPACC soit clairement remercié, et qu'une copie en soit envoyée à son Secrétariat. Aucune reproduction n'est autorisée à des fins commerciales sans l'autorisation d'IPACC.

Les points de vue exprimés dans ce rapport ne sont pas nécessairement ceux des donateurs et organisations partenaires.

Crédits photos et images : Archive IPACC ; Nigel Crawhall ; Louis Liebenberg ; One Time Films ; Louis Thierry ; Georges Thierry Handja ; Giacomo Rambaldi ; Dillon Gabriel ; Natalie Kyriacou.

This report is also available in English.

Ce rapport est également disponible en anglais .

ISBN : 978-0-9802799-9-3

Date de Publication : septembre 2009

Imprimé au Cap, Afrique du Sud.

Conception et Production : StudentWorx.co.za



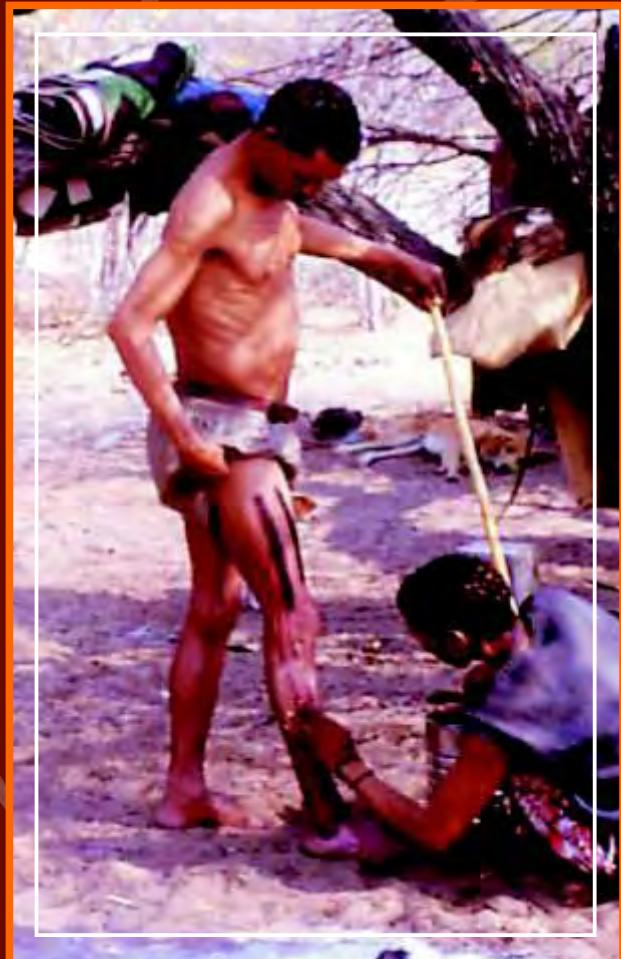
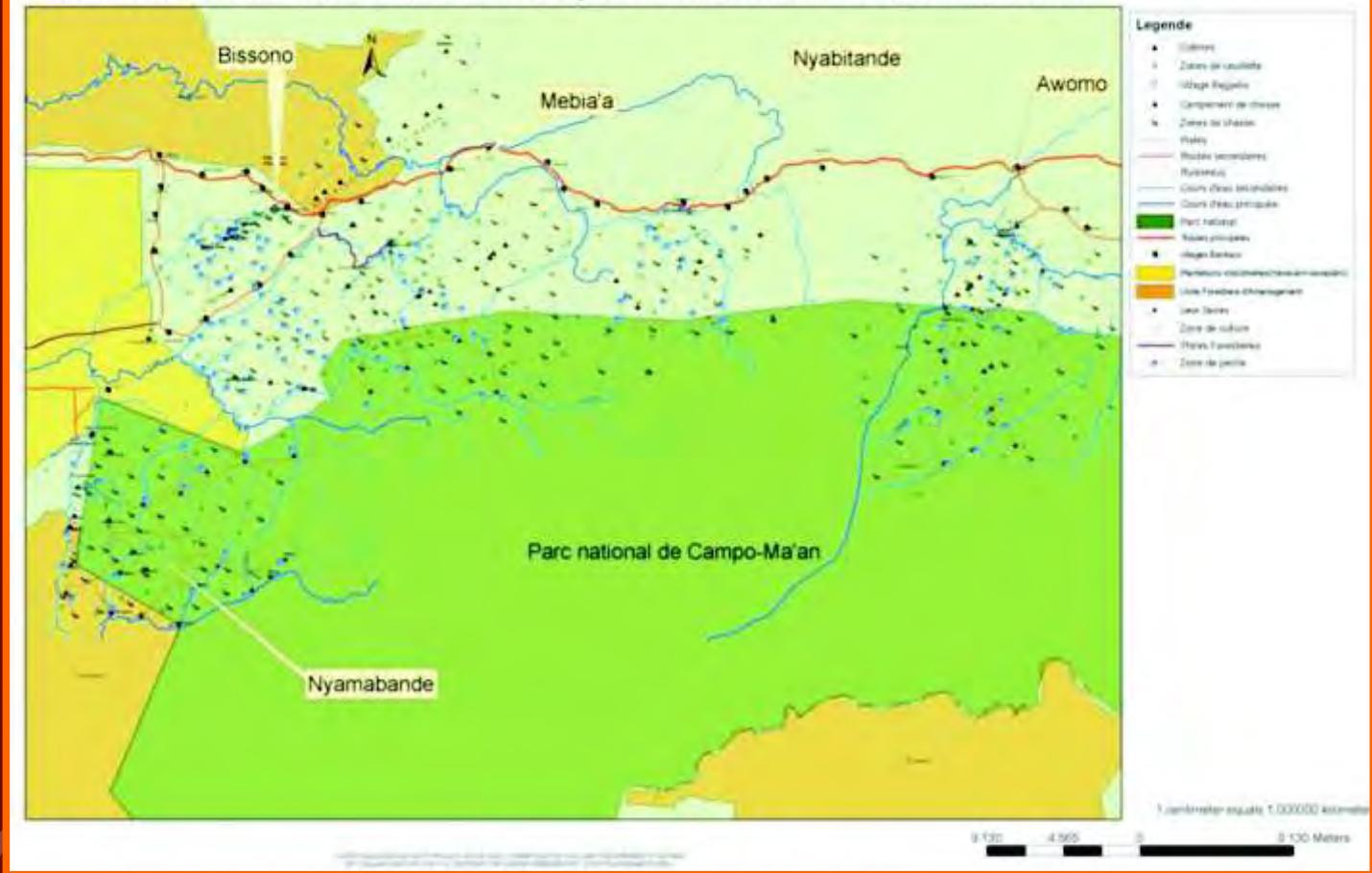
Table des Matières

	Page
1. Introduction : La représentation cartographique et les peuples autochtones en Afrique	1
2. La représentation cartographique participative : La technologie de l'information géospatiale et les opportunités d'activités de plaidoyer par les peuples autochtones en Afrique	14
3. Rapport de synthèse d'IPACC sur les Accords multilatéraux et les activités de plaidoyer basées sur la TIG	21
4. Etude de cas du Kenya : Modélisation participative en trois dimensions	35
5. Etude de cas de la Namibie : Cartographie du paysage naturel et culturel	49
6. Etude de cas du Botswana : Cartographie de la GCRN droit foncier et diversité biologique	54
7. Etude de cas du Cameroun et le Bassin du Congo : Cartographie des droits et des problèmes forestiers	62
8. Le Cybertracker pour la Conservation : Géo-référencement des connaissances autochtones	71
9. Questions, Observations & Recommandations	78
10. Plan d’Action Stratégique	86

Appendices

11. Appendice 1 : Programme de l’Atelier	90
12. Appendice 2 : Liste des Participants	94
13. Appendice 3 : Commentaires d’Arthur Albertson’s sur la cartographie participative	102

CARTES DE GESTION DES RESSOURCES FORESTIÈRES DE CINQ COMMUNAUTES BAGYELI DE L'ARRONDISSEMENT D'AKOMI



Introduction : La représentation cartographique et les peuples autochtones en Afrique

L'objectif de la conférence de Windhoek était de partager des expériences quant à la manière dont la cartographie et autres applications participatives de la technologie de l'information géospatiale (TIG) peuvent contribuer à aider les peuples autochtones et les communautés rurales à protéger la biodiversité et les ressources naturelles dont ils dépendent.

Les participants sont arrivés à la conclusion que les TIG constituaient une plateforme précieuse pour le dialogue avec les fonctionnaires administratifs, les décideurs, le secteur privé et les communautés environnantes qui pourraient ne pas comprendre la relation entre les peuples autochtones et la gestion des ressources naturelles dans des écosystèmes fragiles. L'affirmation des connaissances autochtones sur la nature, les écosystèmes et les territoires constitue un outil permettant aux peuples autochtones de s'assumer, un outil particulièrement pertinent dans un contexte d'instabilité climatique.

La conférence a vu la participation de 60 délégués issus de 15 pays. La majorité des délégués sont membres du réseau IPACC, qui réunit essentiellement des éleveurs nomades des zones rurales, des chasseurs-cueilleurs et des post-chasseurs-cueilleurs. Les autres délégués étaient issus de réseaux associés, des ONG travaillant avec la Fondation Rainforest UK et Norvège, SHALIN ry (Finlande), ERMIS Africa et des membres de Réseau Africain pour la Diversité Biologique.

L'atelier de Windhoek se composait de quatre éléments majeurs :

1. Des études de cas de la représentation cartographique participative depuis trois régions d'Afrique (le Bassin du Congo/les Grands Lacs ; l'Afrique de l'Est ; le Kalahari/l'Afrique australe) ;
2. Des démonstrations pratiques de la TIG (Google Earth, Google Maps, Cybertracker, technologie GPS) ;
3. Une formation Web2 (blogs, listes d'emails, capacité et fonctions de Gmail, Google Earth, Google Maps, fils RSS) ;
4. Des débats sur les connaissances écologiques traditionnelles (CET) et la Gestion communautaire des ressources naturelles (GCRN) en Namibie.

La conférence a été essentiellement financée par le Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA) de Wageningen, aux Pays-Bas. La CTA est un mécanisme issu des accords commerciaux entre l'UE et l'Afrique-Caraïbes-Pacifique passés dans le cadre de la Convention de Lomé et des Accords de Cotonou. La mission de la CTA est de renforcer la mise en réseau, la capacité technique, la communication et les activités de plaidoyer des exploitants des zones rurales et des peuples autochtones dans les pays ACP. La CTA est un partenaire important pour IPACC afin de connecter les peuples autochtones d'Afrique aux nouvelles technologies associées aux ressources naturelles, au changement climatique et aux opportunités d'activités de plaidoyer.

En haut, à gauche : Chevauchement de cinq territoires coutumiers Bagyéli avec le Parc National de Campo-Ma'an, Sud du Cameroun.

A gauche : Cartographie d'informations en République Démocratique du Congo



Recommandations essentielles

La série complète d'observations, de recommandations et des considérations stratégiques est présentée à la fin de ce document. Les recommandations essentielles sont, en bref :

- Les délégués ont recommandé davantage de formation sur les instruments multilatéraux associés aux ressources naturelles, à l'environnement et au changement climatique ;
- IPACC devrait encourager des actions mettant en avant la relation entre la représentation cartographique et les principaux traités internationaux sur l'environnement et les droits (les Conventions CCNUCC, CDB et CLD de « Rio »), il faut enseigner comment utiliser ces cartes de manière efficace dans le contexte des opportunités politiques présentées par les articles 8j / 10C de la CDB ou les Plans d'Action nationaux sur la sécheresse et la désertification sous la CLD ;
- Un apprentissage et un échange interafricain plus important sur les TIG, TEK, la gestion environnementale et les activités de plaidoyer en faveur de l'environnement seraient également précieux ;
- Davantage de formation et de soutien dans l'utilisation de la technologie Cybertracker ;
- IPACC, ses partenaires et ses alliés devraient faire pression sur les grandes ONG impliquées dans la Conservation en vue d'adopter des approches participatives à la représentation cartographique et de créer des normes quant à la consultation et au consentement. Les ONG devraient être découragées de pratiquer une représentation cartographique « extractive », qui utilise les connaissances locales d'une manière pouvant affecter négativement les communautés autochtones et locales ;
- Davantage de supports de formation sur la représentation cartographique participative devrait être développés et partagés avec les organisations autochtones, les communautés et les ONG techniques ;
- Les cartes de modélisation participatives en 3D existantes devraient être de nouveau consultées afin de voir comment il serait possible de les utiliser dans les préparatifs associés au climat, systèmes d'alerte précoce, prévention des catastrophes et activités de plaidoyer ;
- IPACC, ses partenaires et ses membres devraient militer en faveur d'une représentation et d'une intégration plus importante des femmes dans les TIG, le travail associé au climat et activités de plaidoyer.

Objectif de la Conférence

Dans la phase de préparation de la subvention, l'objectif du projet de la conférence de Windhoek avait été fixé comme suit :

« Les peuples autochtones sont dans une position leur permettant de communiquer efficacement avec les Etats et les décideurs sur les changements climatiques et l'utilisation durable des ressources naturelles et de la diversité biologique ».

Dans la pratique, il s'agissait d'un objectif ambitieux. La conférence de Windhoek s'est concentrée sur le partage d'idées quant à la manière dont les peuples autochtones ont utilisé les technologies de l'information géospatiales (TIG) pour divers droits, la gestion des ressources naturelles et les activités de conservation du patrimoine. Au moment où la conférence touchait à sa fin, nous nous sommes aperçus que nous n'en étions qu'au début des discussions et n'avions eu qu'un avant-goût des opportunités de formation qui s'offraient à nous.

Alors que la conférence de Windhoek ouvrait un thème de travail majeur, l'objectif du projet a été poursuivi au cours de plusieurs réunions différentes qui se sont ensuivies, et citées ci-dessous : Formation Web 2 à Windhoek ; sessions technologiques à Windhoek ; conférence IPACC à Marrakech, au Maroc, sur l'Adaptation et l'Atténuation (en coopération avec Conservation Internationale et Tamaynut, novembre 2009) ; une formation

Web2 supplémentaire à Marrakech ; la participation d'IPACC à la 14^e Conférence des Parties (COP) sur la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à Poznan, Pologne, en décembre 2008 ; participation ? l'atelier de la Fondation Rainforest – Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) sur la cartographie participative du Bassin du Congo organisé ? Brazzaville en février 2009 ; et une formation avancée ? l'Atténuation/la Réduction des Emissions générées par la Déforestation et la Dégradation (REDD) organisée au Cap, Afrique du Sud, également en février 2009.



A gauche: Les générations de San du Kalahari qui chassaient à pieds disposent d'un patrimoine vaste et riche de connaissance.

Connaissances, politique et cartes

Lors de la Réunion de planification de l'action stratégique d'IPACC à Bujumbura, au Burundi, en avril 2007, des activistes autochtones sont arrivés à la conclusion qu'ils étaient les détenteurs d'informations précieuses et pertinentes sur les ressources naturelles, les écosystèmes et le climat.

La cartographie et autres formes de TIG constituent des outils fondamentaux pour transformer des connaissances immatérielles et orales complexes en cartes et données pouvant être lues par les détenteurs du pouvoir et dont les décisions détermineront si l'Afrique survivra ou non à la crise climatique qui se présente. Plus les membres d'IPACC s'impliquent dans les discussions relatives au climat à l'ONU, plus ils s'inquiètent de la faiblesse des connaissances écologiques traditionnelles de base qui filtrent dans les politiques et la prise de décisions.

La conférence a démystifié certaines des technologies, a démontré différentes méthodologies et approches, a cherché à atteindre un consensus sur les bonnes pratiques, et a développé une feuille de route sur la manière de diffuser plus largement ces dernières sur le continent africain.

L'atelier a pour l'essentiel consisté en études de cas issues des trois principales sous-régions, suivies d'un travail technique (formation et démonstration), pour finir par des réflexions, des analyses et un débat, bénéficiant en particulier de l'apport des ONG du pays organisateur, la Namibie, organisations qui ont suscité l'intérêt du gouvernement du point de vue des connaissances écologiques traditionnelles et de l'implication de la communauté dans la gestion des ressources naturelles.

La question climatique

L'Afrique se trouve confrontée à une multitude de défis majeurs associés aux mauvaises pratiques de gestion des ressources naturelles, combinées à une instabilité climatique. La plupart des problèmes rencontrés par les peuples autochtones sont liés à la politique et à la gouvernance. Ces problèmes incluent les politiques incohérentes mises en place par les décideurs des régions urbaines, qui comprennent mal les écosystèmes ruraux, l'exploitation non viable des ressources naturelles, en particulier des forêts, de l'eau, de la biodiversité animale et florale par les groupes ethniques dominants ou les sociétés privées et, plus généralement, un échec de la part de l'Etat à reconnaître et à agir sur les droits et la conservation des ressources naturelles.

La déforestation rapide en Afrique de l'Est et en Afrique centrale menace l'accès à l'eau et à d'autres ressources naturelles par les communautés rurales, introduisant de nouvelles maladies, des abus des droits humains et des relations sociales négatives entre les communautés rurales. De manière simultanée, la déforestation est responsable d'un changement climatique du fait des émission de Gaz à Effet de Serre (GES) qui accélèrent le réchauffement de la planète et font s'alourdir la menace d'un grave risque d'extinction massive des espèces.

Les communautés d'Afrique du Nord et de l'Ouest sont affectées par une mauvaise gestion de l'eau, la prospection minière et pétrolière et la surexploitation des ressources naturelles. L'Afrique australe a mieux réussi dans sa gestion des ressources naturelles et ses pratiques de conservation, mais les populations autochtones font fréquemment l'objet d'évictions de leurs terres à des fins agricoles, d'exploitation minière, ou même de conservation.

Le pastoralisme, qui a survécu pendant des milliers d'années dans les régions plus sèches du fait de sa capacité d'adaptation inhérente, est désormais poussé à bout par des prises de décisions médiocres, l'absence de dialogue éclairé, et par une gouvernance faible ou néfaste. Les éleveurs nomades doivent lutter contre l'instabilité climatique, mais également contre les efforts du gouvernement qui repoussent les agriculteurs vers des terres à faible rendement, entraînant une érosion plus poussée des sols et aggravant la désertification.

Selon le Plan d'Action de Bujumbura sur l'environnement et les ressources naturelles, formulé par IPACC en 2007, IPACC doit étudier et piloter avec ses membres des moyens innovants de porter les connaissances autochtones/traditionnelles sur la gestion de la diversité biologique et des ressources naturelles à l'attention des décideurs africains.

L'atelier de Windhoek de 2008 a donné une chance de promouvoir la sensibilisation à la manière dont les utilisations innovantes des Technologies de l'Information Géospatiale (TIG) permettent aux peuples autochtones de conjuguer leurs connaissances orales de la gestion des paysages de l'écosystème et des ressources naturelles à une stratégie de plaidoyer conçue pour s'engager plus efficacement auprès des décideurs africains. Les peuples autochtones peuvent utiliser les TIG (ainsi que la cartographie par SIG et



Cybertracker) pour faire valoir leurs droits au titre de parties prenantes précieuses dans la gestion durable des ressources naturelles.

La préoccupation mondiale actuelle quant aux changements climatiques a accéléré la pression mise sur l'Afrique pour gérer durablement ses forêts et sa diversité biologique, qui constituent à la fois des opportunités et des menaces pour les peuples autochtones, actuellement non reconnus et disposant de droits fonciers réduits ou inexistantes. L'expression actuelle de ce défi réside dans la négociation d'un protocole de crédit carbone qui pourrait éventuellement récompenser les Etats africains qui mettent un frein à la déforestation, mais avec le risque de voir les populations autochtones déplacées.

Les conclusions de la conférence et des réunions de suivi étaient que les peuples autochtones devaient mettre en commun leurs connaissances traditionnelles sur l'adaptation naturelle et humaine, et s'impliquer dans les forums politiques actuels portant sur l'adaptation et l'atténuation. L'atténuation est une question qui présente à la fois des risques et des opportunités. Les risques associés à l'adaptation favorisent des pratiques agricoles non durables, mais créent également de nouvelles opportunités pour l'affirmation des pratiques et des connaissances adaptatives des peuples de chasseurs-cueilleurs.

La cartographie et autres TIG favorisent la recréation d'une image d'écosystèmes illustrant à la fois les systèmes naturels et humains, et rendent les systèmes de connaissances plus transparents pour les communautés et les décideurs. Les programmes politiques tels que les Programmes d'Action Nationaux aux fins de l'Adaptation (NAPA) devraient être étroitement associés aux applications participatives de la technologie de l'information géospatiale.

Ci-dessous : Louis Liebenberg faisant la démonstration du fonctionnement du Cybertracker, et répondant aux questions pour le documentaire réalisé par 'One Time Films'.



[Une partie de cette section est tirée d'un travail commandité par la Division des Politiques Culturelles et du Dialogue Interculturel de l'UNESCO. IPACC remercie sincèrement l'UNESCO pour son appui et l'autorisation de reproduire certains extraits]

L'Afrique se trouve confrontée à un futur difficile en conséquence du réchauffement de la planète et de l'extinction massive de la biodiversité. Cette crise qui se déroule à l'heure actuelle s'illustre par la destruction des écosystèmes et de la diversité biologique par les multinationales qui puisent des ressources sans considération pour les moyens d'existence locaux ou les effets à long terme sur l'écosystème. Enfin, la pauvreté et l'absence de sécurité foncière conduit de nombreux Africains à surexploiter les ressources forestières et à détruire d'autres écosystèmes vulnérables.

Les populations autochtones sont fortement dépendantes des ressources naturelles pour leur survie et la transmission inter-générationnelle de leurs systèmes de culture et de connaissances. Les menaces à la biodiversité et aux écosystèmes constituent une menace directe pour la survie de la diversité culturelle et de la vie humaine sur le continent africain.

En 1992, les gouvernements africains ont travaillé dans le cadre des Nations Unies pour développer et s'engager vis-à-vis de trois conventions exécutoires sur la protection du patrimoine et des ressources naturelles de l'Afrique. Les Conventions de Rio (sur le Climat, la Diversité Biologique et la Désertification) ont été développées pour aider à appuyer les gouvernements africains dans leur protection de la diversité biologique, la réhabilitation des écosystèmes et pour les aider à travailler efficacement avec leurs citoyens en vue de mobiliser les connaissances traditionnelles pour créer un futur durable pour toutes formes de vie. Globalement, cela ne fonctionne pas et la situation s'aggrave rapidement sur la quasi-totalité des fronts.

Quels sont les avantages de l'exercice cartographique ?

Rachel Olson, une activiste autochtone et géographe canadienne, explique lors de l'atelier UNESCO de 2006 sur la cartographie culturelle, que pour les aborigènes canadiens, le SIG était devenu un outil essentiel pour la gestion de leurs terres et leur relation avec l'Etat et le secteur privé.

Les peuples natifs du Canada se sont retrouvés dépossédés de leurs terres par les colons blancs qui avaient utilisé l'alphanétisation et les contrats pour officialiser la saisie et le contrôle des terres. Les peuples natifs pensaient que les Blancs se montreraient honorables ; mais l'alphanétisation et l'honneur n'ont rien en commun.

Le SIG est le nouveau mode d'alphanétisation des peuples autochtones. Les canadiens natifs sont des experts en cartographie et, en contrôlant cette information, ils contrôlent leurs territoires et leurs ressources naturelles.

La conférence de Windhoek sur la TIG à Windhoek, les connaissances écologiques traditionnelles (CET) et les activités de plaidoyer a donné l'occasion de réfléchir au processus d'autonomisation et d'apprentissage à l'utilisation de nouvelles technologies afin de protéger les terres ancestrales, les ressources naturelles et la garantie d'un futur durable pour la vie sur Terre.

L'objectif de cette section est d'introduire les thèmes généraux de l'utilisation de la cartographie à des fins de plaidoyer, en combinaison avec les connaissances, les valeurs et le patrimoine culturel spécifique des populations autochtones. Comme c'est le cas pour tout travail entrepris par IPACC, les réflexions sur la cartographie sont envisagées dans un cadre de renforcement de la démocratie, de la bonne gouvernance et du pluralisme culturel en Afrique.

Avant de poser la question des avantages présentés par l'exercice cartographique, il convient de commencer par se poser la question suivante : pourquoi cartographier ? C'est cette question qui donne leur forme aux types de cartes produites, à la méthodologie qui les sous-tend et, plus important encore, au rôle des détenteurs de connaissances immatérielles du patrimoine.

A Windhoek, les études de cas ont confirmé que les Africains produisaient des cartes pour les mêmes raisons que les autres populations dans le reste du monde : la cartographie découle généralement d'une nécessité de démontrer son autonomie, l'utilisation des ressources, sa présence et son identité. La menace d'être déplacé ou l'effritement des écosystèmes poussent la plupart des peuples indigènes à créer des cartes de leurs territoires.

Le second thème majeur est celui de la mémoire et de la culture. L'exercice cartographique permet de capturer la mémoire, les connaissances, la culture, les valeurs et les pratiques sur une image au format paysage pouvant être partagée avec



d'autres dans la communauté ou avec des personnes extérieures. Les cartes sont une forme d'inventaire culturel qui contribue à expliquer la relation entre les paysages naturels et les systèmes culturels.

La cartographie avec pour seul objet de cartographier ne développe pas nécessairement les capacités des populations autochtones.. La cartographie réalisée de manière extractive, ancrée dans les déformations intellectuelles occidentales, pourrait contribuer à marginaliser plus avant les voix autochtones. L'objectif de la conférence était d'étudier la manière dont la cartographie peut constituer une technologie *appropriée* si elle est appliquée dans le cadre d'une méthodologie *participative*.

Les cartes peuvent être considérées comme des outils permettant de stimuler la culture orale et la transmission orale. Aucune carte ne parviendra jamais à refléter parfaitement la capacité analytique complexe ne serait-ce que d'un seul ancien autochtone. Cependant, l'exercice cartographique peut contribuer à renforcer une communauté dans ses connaissances et son patrimoine culturel, en particulier s'il est utilisé avec pour objectif de stimuler le dialogue et l'apprentissage intergénérationnel et interculturel.

Qu'est-ce que la représentation cartographique culturelle/participative ?

La cartographie est le processus qui consiste à transférer des données spatiales sur papier ou sur un format électronique. Il s'agit d'une image représentative d'un lieu, d'un espace, ou de relations entre plusieurs lieux.

Cartographie culturelle, contre-cartographie, cartographie communautaire, cartographie participative – toute une gamme de pratiques cartographiques a émergé au cours des trente-cinq dernières années pour porter des perspectives autochtones et locales alternatives à l'attention de ceux qui détiennent le pouvoir et qui contrôlent ce qui apparaît généralement sur les cartes officielles. Chaque action s'accompagne de sa propre motivation et de sa propre logique.

Les débuts de la cartographie participative se sont concentrés à démontrer l'utilisation du sol et les schémas d'occupation des terres Inuit canadiennes en préparation aux litiges portant sur les droits associés aux ressources naturelles. La cartographie récente inclut la défense indigène de la diversité biologique, la résolution des conflits armés, la consignation des paysages des langues mourantes, et nombre d'autres applications.

Les peuples autochtones disposent de nombreux moyens d'exprimer les informations spatiales et les relations entre les divers lieux de leurs territoires. Celles-ci seraient normalement transmises oralement. De manière immémoriale, les San du Kalahari voyagent la nuit en utilisant des cartes mentales pour traverser le désert. Leurs cartes incluent les couleurs et les textures du sable, les variétés de plantes et la salinité, les mémoires et les histoires d'arbres particuliers, et un système d'appellation des pans (indentations du désert) associé à la mythologie, ainsi que des informations pratiques sur la qualité et la forme de l'eau ou la diversité biologique. Bien que ces informations soient toutes stockées oralement, leurs principes qui reposent sur l'information géospatiale sont les mêmes que ceux appliqués aux cartes physiques.

D'après Chapin et al (2005), l'origine de la cartographie « culturelle » moderne remonterait à l'Arctique canadien et alaskien à partir de la fin des années 1960. Les géographes et les populations autochtones se sont aperçus que leurs intérêts se recoupaient, et que la cartographie constituait un médium adéquat pour exprimer les connaissances tacites sur les ressources naturelles et leur importance culturelle.

Les premières cartes des Inuits expliquaient la relation des populations au sol, les noms qu'ils attribuaient aux terres, et la présence et le mouvement de la faune sur ces terres et dans la mer adjacente. Il était généralement fait référence à ces cartes par le nom d'Utilisation et Occupation du Sol (UOS). Le Canada n'a pris conscience des régions éloignées du Nord que lorsque le pays s'est mis à rechercher des réserves de pétrole et, plus tard, des opportunités de développement hydro-électrique. La lutte des populations autochtones pour affirmer leur droit aborigène s'est exprimée par le biais de cartes. Chapin et al (2005) cite The Inuit Land Use and Occupancy Project comme l'une des expériences fondatrices des géographes et anthropologues travaillant avec les chasseurs et trappeurs Inuits à la cartographie des trente-trois communautés des Territoires du Nord-Ouest du Canada (2005 : 624).

L'expérience de l'Arctique et autres expériences septentrionales canadiennes ont été adoptées par les populations aborigènes d'Australie, les Mayas en Amérique centrale, les populations autochtones des Philippines et elles ont commencé à avoir un impact dans le monde entier. Kemp et Brody ont amené leurs expériences et leurs connaissances en Afrique australe, dans le cadre d'une coopération sur le long terme avec les organisations San, en vue de contribuer à la cartographie de diverses parties du Kalahari. En 2004, la Fondation pour l'Initiative de la Défense de la culture et le Développement Okavango (TOCaDI), en coopération avec Letloa et les Organisations des Familles Kuru (KFO) a mis en place le premier centre de cartographie SIG géré par des autochtones à Shakawa, au Botswana.

Engagement des Nations Unies dans les TIG/TIC et la culture

De toutes les agences des Nations Unies, l'UNESCO est celle qui a exprimé le plus d'intérêt dans l'utilisation de la cartographie pour représenter le patrimoine et les systèmes de connaissances immatérielles aux décideurs. Cette question est abordée plus loin dans la section portant sur la cartographie, les activités de plaidoyer et les instruments multilatéraux. Il pourrait être utile à ceux qui utilisent ce rapport de voir les ressources actuellement mises à disposition par l'UNESCO, les documents de référence ainsi que les congrès.

Ateliers

L'UNESCO a organisée une série d'ateliers. Ceux-ci sont listés ci-dessous :

Saint Domingue, République Dominicaine : *Forum sur l'expression culturelle locale et la communication*, organisé par l'UNESCO à Saint Domingue du 3 au 6 novembre 2003. Ce forum portait sur des questions telles que la protection par la communication des cultures en voie d'extinction, produisant un contenu local à titre d'expression de la diversité culturelle et promouvant les politiques de communication, en mettant l'accent sur la diversité culturelle, la liberté d'expression et le contenu local.

http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php?URL_ID=14210&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Bangkok, Thaïlande : *Mettre en œuvre la diversité culturelle : Outils innovants*. Formation pour le personnel de terrain dans la région Asie-Pacifique. 15 au 19 décembre 2004, Bangkok, Thaïlande.

Bibliographie annotée : <http://www.unescobkk.org/index.php?id=2633>

Lahore, Pakistan : *La gestion des ressources culturelles au moyen de la cartographie culturelle*. Atelier sur la cartographie culturelle et la gestion des ressources culturelles : formation pour les architectes, les archéologues, les fonctionnaires, les gestionnaires de site et les éventuels candidats au master/docteurat en conservation et gestion du patrimoine. 21 au 22 août 2006.

http://72.14.235.104/search?q=cache:GNIPMqNg2dsJ:www.unescobkk.org/uploads/media/Lahore_Program__Culture_Mapping_01.doc+%22cultural+mapping%22+UNESCO+Bangkok+Lahore&hl=en&gl=za&ct=cInk&cd=2

La Havane, Cuba : *Nouvelles approches de la diversité culturelle : Le rôle des communautés*. Cette réunion consistait en trois ateliers étroitement liés, axés sur la participation communautaire pour le patrimoine culturel immatériel, les trésors humains vivants dans les Caraïbes latines et la cartographie culturelle et populations autochtones. Chaque atelier a également étudié des moyens de renforcer la participation communautaire et de développer une stratégie efficace afin de mettre en œuvre les conventions de 2003 et 2005 associées à l'UNESCO en Amérique latin et dans les Caraïbes dans leur domaine d'activité respectif. Voir Communiqué de la Havane.

http://portal.unesco.org/culture/en/ev.php?URL_ID=29830&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Paris, France : *La cartographie culturelle et ses possibles applications par les peuples autochtones*. Siège de l'UNESCO, 15 au 16 novembre 2006.

L'atelier organisé à Paris était destiné à aider le personnel de l'UNESCO et les stagiaires autochtones francophones à réfléchir de manière critique à l'application de la cartographie culturelle, et en particulier la méthodologie de la cartographie participative à trois dimensions développées par le CTA.



Les principales leçons issues de l'atelier de Paris sont listées ci-dessous :

- La cartographie culturelle et participative a plusieurs origines ; la combinaison des approches participatives et culturelles constitue une bonne formule pour renforcer les capacités des populations autochtones et locales grâce à la cartographie ;
- La cartographie culturelle et la cartographie participative constituent des outils précieux dans la gestion des zones protégées, en particulier les sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial, garantissant la compréhension, la participation et le consentement total des communautés locales et autochtones ;
- La cartographie culturelle et participative est un outil pouvant être appliquée pour permettre un consentement libre, préalable et éclairé sur des projets impliquant les territoires des peuples autochtones et locaux ;
- La création des légendes de cartes constitue un élément crucial pour permettre un dialogue interculturel sain et mettre en valeur les voix autochtones et locales ;
- Il est nécessaire de prêter attention aux questions d'éthique, de sécurité des communautés et de protection des droits de propriété intellectuelle lorsque l'on envisage ou que l'on réalise des exercices cartographiques ;
- La question du genre et des voix des femmes dans les exercices cartographiques doit être suivie et faire l'objet d'attention.

La cartographie culturelle peut-elle être considérée comme une bonne pratique de dialogue interculturel ?

Keith Basso, dans son ouvrage intitulé *Wisdom Sits in Places*, étudie un type de cartographie du paysage culturel qui nous entraîne dans le monde des valeurs et de la moralité des Apaches de l'Ouest. Basso étudie la manière dont les anciens de la communauté associent les contes moraux aux mythes qui entourent chaque nom de lieu sur leur territoire. En récitant certains noms de lieux, les anciens réaffirment les valeurs et traditions de leur société. Ce paysage lui-même est un paradigme moral et une source de sagesse pour les peuples autochtones.

Le principal informateur de Basso, Dudley Patterson, rapporte les conseils donnés par sa grand-mère bien des années auparavant :

« La sagesse est ancrée dans des lieux... Tu ne dois rien en oublier. Tu dois en apprendre les noms. Tu dois te souvenir de ce qu'il s'y est passé il y a longtemps. Tu dois y réfléchir, et y réfléchir encore. Alors ton esprit s'affinera, encore et encore. Et tu verras le danger avant même qu'il ne surgisse. Tu marcheras loin et vivras longtemps. Tu seras sage. Tu seras respecté ». (1996: 127)

Basso donne des détails :

[...] d'après la théorie apache, la « sagesse » ou igoyá'í consiste à développer la capacité mentale qui aide à éviter les événements négatifs, en détectant les situations menaçantes alors que rien ne les indique [...] La connaissance des lieux et leur signification culturelle sont cruciales à cet égard, car elles illustrent aux moyen de nombreux exemples les conditions mentales nécessaires à la sagesse, ainsi que les avantages pratiques qu'elle confère aux personnes qui en disposent. (1996: 128)ctical advantages that wisdom confers on persons who possess it. (1996: 128)

Les cartes constituent un outil idéal pour considérer les diverses perspectives sur le paysage, le territoire et le système culturel des populations locales. Il est cependant nécessaire de prendre en considération quelques problèmes lorsque l'on aborde les bonnes pratiques. Ceux-ci sont listés ci-dessous :

- le dialogue interculturel peut présumer d'une relation structurelle permettant une transformation ;
- un problème non résolu subsiste quels que soient les médiateurs culturels dans les dialogues interculturels ;
- la représentation cartographique pose certains risques.

Il s'agit des défis à la réalisation d'un véritable dialogue interculturel par le biais de l'outil cartographique. L'écart conceptuel existant entre le système autochtone et le système dominant constitue un problème central. Les peuples autochtones connaissent forcément leurs terres, savent qui ils sont et ce en quoi ils croient, mais pour diverses raisons, il leur est difficile de l'exprimer aux acteurs dominants, et il est difficile pour les acteurs dominants d'entendre les voix marginalisées.

La cartographie constitue une passerelle intelligente dans la mesure où les cartes agissent comme un médium que chacune des parties peut comprendre et étudier. Dans les négociations avec les organismes de gestion des parcs nationaux, il peut être plus simple d'entamer un dialogue au moyen d'une carte, plutôt que de compter sur des compétences interculturelles pour naviguer entre les paradigmes de la culture orale et ceux de la gestion à l'occidentale.

Comme Rambaldi a pu l'indiquer, le cœur de l'exercice cartographique réside dans le développement de la légende (2005, 2007). C'est la légende qui donne sa cohérence et sa visibilité au système culturellement spécifique de compréhension des espaces et des relations. Au fur et à mesure du travail réalisé avec les chasseurs-cueilleurs africains, il apparaît de plus en plus qu'ils utilisent des caractéristiques naturelles culturellement codées pour circuler dans leurs paysages, alors que les agriculteurs et les sociétés urbaines tendent à mettre l'accent sur des modifications apportées par l'homme ou des environnements bâtis.

La légende et la carte contribuent à rendre visible le patrimoine invisible et immatériel des peuples autochtones aux personnes du courant dominant, qui ne disposent pas de la même culture. Et pourtant, la question du pouvoir subsiste encore, de même que celle de la capacité à entamer un dialogue interculturel entraînant des perspectives partagées, la compréhension, la tolérance et de nouveaux types de relations.

Dans le secteur du développement, la chasse et la cueillette ne sont généralement pas considérées comme des activités économiques ; les terres des chasseurs ne sont la propriété de personne et ne sont pas *mises en valeur*, une valeur créée par l'usage, ou par une transformation manuelle et la destruction de la diversité biologique. Dans le discours « mondialiste », la lutte contre la pauvreté se base sur des modèles caractérisés par le capital, les salaires et la croissance, la création de richesses par le travail et la gestion des ressources sous formes de capitaux (de Soto, 2000). Cela rend difficile la défense des modèles économiques basés sur d'autres préceptes, nécessitant des espaces-temps nettement plus étendus, avec un accent mis sur l'équilibre de l'écosystème, la viabilité, la mobilité et la responsabilité collective.

*Ci-dessous : Enfants †Khomani dans
le Sud du Kalahari. Circa 1935*



La revitalisation culturelle et la transmission intergénérationnelle des connaissances

« La leçon la plus importante tirée de l'expérience de Nunavik [Québec] est que les peuples autochtones doivent avant tout contrôler leurs propres informations. Au fil des ans, il est également devenu clair que la base de connaissances des peuples autochtones est vitale, dynamique et qu'elle évolue en permanence. Le simple « rassemblement » des connaissances environnementales autochtones et leur simple « consignation » est en réalité contre-productive. Ces systèmes de connaissances ont pendant des siècles fait l'objet d'attaques considérables, et les systèmes sociaux qui les étaient ont été considérablement minés. [...] Il ne s'agit pas de récupérer et d'enregistrer les connaissances autochtones, c'est une question de respect et de revitalisation ». (Brooke & Kemp 1995 :27).

Comme Kemp, Brook et d'autres auteurs l'ont fait remarquer, le problème pour les peuples autochtones est à deux pendants :

1. Ils font eux-mêmes l'objet d'attaques culturelles entraînant l'affaiblissement ou l'effondrement de leur système de transmission intergénérationnelle des connaissances et de la culture :
2. Bien qu'ils détiennent une grande richesse de connaissances, il ne s'agit pas de quelque chose de simple à communiquer aux décideurs, et il est difficile de présenter efficacement des connaissances orales aux mécanismes de négociation, de litige, juridiques ou de gouvernance.

La cartographie, qu'il s'agisse du processus ou du produit, présente l'opportunité d'une revitalisation culturelle et de la transmission intergénérationnelle des connaissances.

Ce thème a pris une place centrale dans les discussions de Windhoek. La question n'est pas seulement de savoir comment les applications de TIG et Web 2 peuvent faire entendre les voix des peuples indigènes aux décideurs et à ceux qui détiennent le pouvoir, mais les nouvelles technologies contribuent également à valider, à revitaliser, à valoriser et à documenter les connaissances des anciens, connaissances qui disparaissent du fait des changements dans les économies et l'accès aux ressources.

La démonstration du Cybertracker par Louis Liebenberg incluait sa propre expérience de l'observation du vaste et riche patrimoine des connaissances des Sans du Kalahari, qui s'est désagrégé au cours des 20 dernières années. Ces hommes et femmes qui étaient un temps des maîtres traqueurs, et qui étaient il y a une décennie de cela des experts exceptionnels de la diversité biologique, éprouvent aujourd'hui de grandes difficultés à réaliser un exercice d'évaluation de pisteur de haut niveau. Ceux qui chassent avec des chiens disposent davantage de connaissances que ceux qui ne chassent pas, mais personne n'en sait autant que les générations précédentes, qui chassaient à pied en utilisant uniquement leurs compétences mentales et leur patrimoine culturel. Un Cybertracker n'est pas seulement un appareil permettant de contrôler la diversité biologique, c'est également un moyen de saisir et de transmettre les compétences extraordinaires et le niveau de subtilité de l'observation d'un seul maître pisteur aux plus jeunes.

***« Le jour où je ne serai plus là, le jour où je serai mort,
je veux que l'on sache dans ma langue que cette terre
était la nôtre ».***

Anna Kassie, ancien †Khomani San, Afrique du Sud¹



¹ Anna Kassie est l'une des onze personnes toujours capables de parler Nju. Elle aide sa communauté à cartographier les noms de lieux rares dans sa langue (Citée dans Duval Smith, 1999).

Références

Articles commandés par l'UNESCO

Dans le cadre de ses Actions en faveur des peuples Autochtones, la Division de la Politique Culturelle et du Dialogue Interculturel de l'UNESCO a commandé des rapports sur la cartographie culturelle. Ceux-ci sont listés ci-dessous:

Crawhall, Nigel (2001) *Written in the Sand: Auditing and Managing Cultural Resources with Displaced Indigenous Peoples: A South African Case Study.* UNESCO & South African San Institute: Cape Town.

Crawhall, Nigel (2002) *Giving New Voice to Endangered Cultures.* Document de travail préparé pour le Forum international sur l'expression culturelle locale et la communication, UNESCO Ce document constitue une bonne introduction sur la question de la cartographie culturelle et présente les questions et concepts fondamentaux.

Pool, Peter (2003) *Cultural Mapping and Indigenous Peoples.* Ce rapport se concentre sur la cartographie culturelle, ses origines et ses objectifs, avec des exemples tirés du monde entier. Il traite également des droits économiques, sociaux et culturels des peuples autochtones et conclut par un résumé de la situation des Pygmées en termes de sécurité culturelle – leurs problèmes et le recours à la cartographie culturelle pour répondre à ces problèmes.

Crawhall, Nigel (2008) *Concept Paper: The role of participatory cultural mapping in promoting intercultural dialogue: 'We are not hyenas'.* Cet article a été commandé par l'UNESCO afin de pouvoir considérer d'un œil plus critique le rôle de la cartographie participative à titre de pratique du dialogue interculturel et intergénérationnelle, de pouvoir affronter la résistance exercée par les groupes dominants et de se mettre à l'écoute des points de vue des groupes non dominants sur les écosystèmes, les paysages et le patrimoine culturel.
<http://www.ipacc.org.za/link/?19>

Autres références

Basso, K. 1996. *Wisdom Sits in Places.* Albuquerque, University of New Mexico Press.

Brody, H. 1981, 1988. *Maps and Dreams: Indians and the British Columbia Frontier.* Vancouver & Toronto, Douglas & McIntyre (eds.)

Brooke, L.; Kemp, W. 1995. 'Towards Information Self-Sufficiency: The Nunavik Inuit gather information on ecology and land use'. In: *Geomatics: Who Needs It? Cultural Survival Quarterly.* 18.4.

Crawhall, N. 2001. *Written in the Sand: Cultural Resources Auditing and Management with Displaced Indigenous People.* Le Cap, The South African San Institute (SASI) & UNESCO.

Davies, J and Nori, M. 2008. 'Managing and mitigating climate change through pastoralism'. In: *Climate Change, Energy Change and Conservation, Policy Matters 16*, octobre 2008.
http://www.iucn.org/about/union/commissions/ceesp/ceesp_publications/pm/index.cfm

Duval Smith, A. 1999. 'Tribe owns its land after 20 000 years'. In: *The Independent*, 22-3-99. London, United Kingdom.

Grenier, L. 1998. *Working with Indigenous Knowledge: A Guide for Researchers.* Ottawa, International Development Research Centre.

The International Council for Science (ICSU). 2002. 'Science, Traditional Knowledge and Sustainable Development'. ICSU Series on *Science for Sustainable Development*. No. 4. Paris, ICSU & UNESCO.

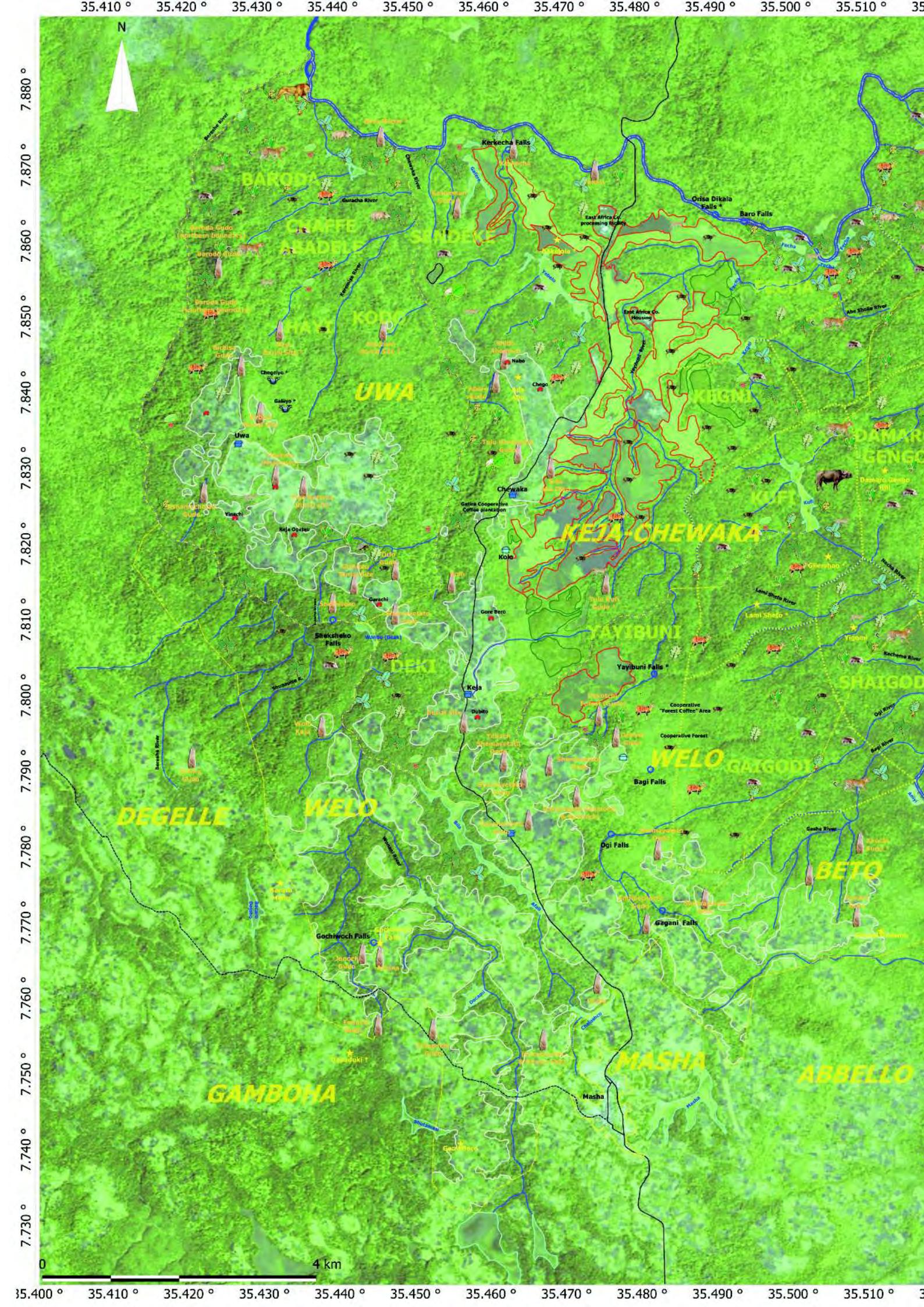
Rambaldi G., Tuivanuavou S., Namata P., Vanualailai P., Rupeni S. And Rupeni E. 2006. Resource Use, Development Planning, and Safeguarding Intangible Cultural Heritage in Fiji. Participatory Learning and Action (PLA) 54:28-35, IIED, London, UK

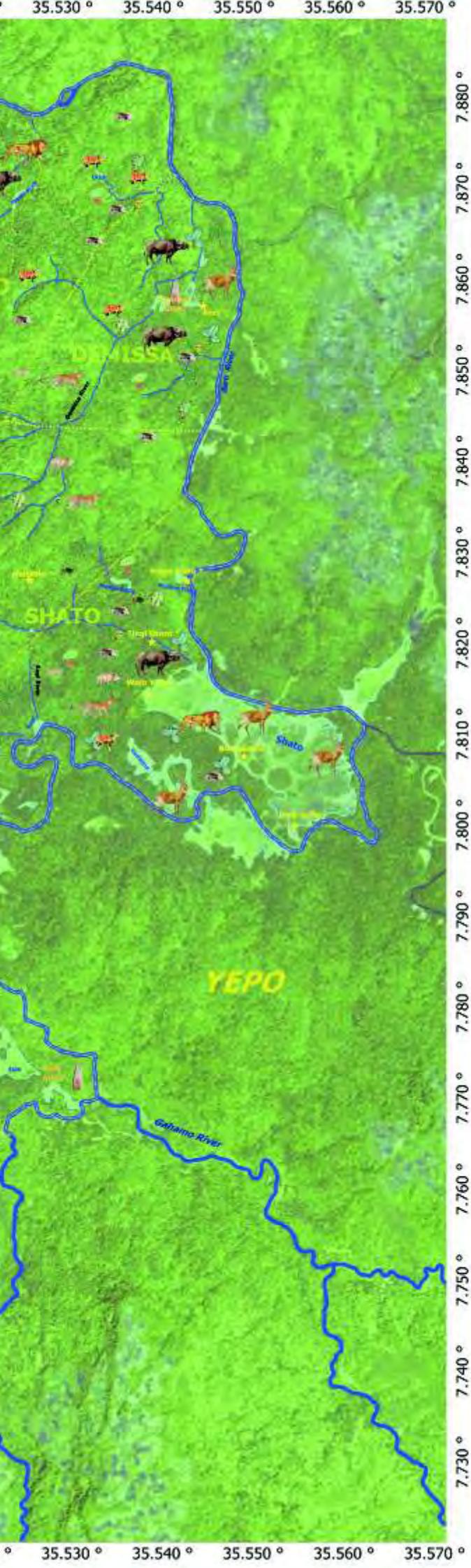
Rambaldi G. (2005) Who Owns the Map Legend? URISA Journal, 17(1): 5-13
<http://www.urisa.org/Journal/Vol17No1/Rambaldi.pdf>

Rambaldi G. and Callosa-Tarr J. (2002). Participatory 3-Dimensional Modelling: Guiding Principles and Applications. ASEAN Regional Center for Biodiversity Conservation (ARCBC), Los Baños, Philippines. ISBN: 971-8986-47-2.
http://www.iapad.org/p3dm_guiding_principles.htm

Verso : Forêt de Sheika, Sud de l'Ethiopie,
Carte écologique et culturelle







MASHA WOREDA: PRELIMINARY COMMUNITY ECOLOGICAL & CULTURAL MAP (PHASE 1, SHEKA ECO-MAPPING PROJECT)

LEGEND

HYDROLOGY

- River: Major
- River: Minor & Streams
- Wetland (Checho)
- Waterfall (Fono)
- Salt Waterhole

INFRASTRUCTURE

- Road: Major
- Road: Minor
- Village: Primary
- Village: Secondary
- Village: Small

ADMINISTRATION

- Kebele Boundary
- Kebele Area

AGRICULTURE

- Tea Plantation: Current
- Tea Plantation: Potential
- Tea Plantation: Factory firewood collection
- Eucalyptus Plantation: Current
- Eucalyptus Plantation: Potential
- (WHITE LINE) Cleared community agricultural areas

COMMUNITY / CULTURAL

- Kobo Forest Area Boundary
- Kobo Forest Area
- Sacred Sites & Gudo Areas
- Historical Site
- Historical Village

PROJECTION:
UTM Zone 36 (N)

Spheroid:
WGS84 Datum 1984

SCALE:
1:78000

IMAGE:
SPOT 10m 11 Feb 2006

FAUNA

- Daharo (Lion)
- Maho (Leopard)
- Alano (Serval)
- Gaho (Buffalo)
- Defassa waterbuck
- Dolle (Menelik's bushbuck)
- Shego (Wild Boar)
- Gudin (Bushpig)
- Challe (Porcupine)
- Tite (Black Duiker)



ANC
Tel: +27 11 962 1849
Email: arthur@anc.co.za

FLORA

- Yeho (*Olea welwitschii*)
- Tuypo (not identified)
- Shao (*Aningeria adolfi-friedericii*)
- Orore (*Ekebergia capensis*)
- Opo (*Schreberia alata*)
- Oglio (*Afrotemomum korarima* (Cardamom))
- Getema (*Schefflera abyssinica*)
- Eto (*Ficus sur*)
- Dio (*Cordia africana*)
- Buno (not identified)



MELCA
Tel: +252 116 368 709
Email: melca@melca.co.tz

NOTE:

1. Sites marked with * indicate approximate locations.
2. Selected minor rivers & streams marked only. Verification of exact alignments may be needed.
3. Potential areas indicate possible new plantations based on evidence of recent land clearing.
4. Community agricultural and Tea plantation boundaries in vicinity of Chewaka village subject to amendment.
5. Fauna & Flora symbols indicate most important distribution areas of selected species as indicated by community. Common species are not shown. Lions are rare seasonal visitors only. Symbols do not indicate entire population distributions.
6. Data is preliminary only and is subject to amendment.

Produced by
ARTHUR ALBERTSON CONSULTING (PTY) LTD

for
MELCA MAHIBER

on behalf of the communities of
UWA, KEJA, WELO & KEBELES,
MASHA WOREDA, SHEKA ZONE

Project funded by
THE GAIA FOUNDATION

La cartographie participative : Technologie de l'information géospatiale et opportunités de plaidoyer par les peuples autochtones d'Afrique

Le Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPACC) développe à l'heure actuelle un plan stratégique visant à renforcer la capacité de plaidoyer des populations indigènes par le biais de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC), et plus particulièrement les technologies de l'information géospatiale (TIG).

Ce rapport a été développé à partir de deux présentations. La première a été faite lors de *l'Atelier des peuples autochtones d'Afrique sur la bonne utilisation des TIC dans les activités de plaidoyer en faveur de l'environnement* organisé par IPACC du 5 au 28 août 2008 à Windhoek, en Namibie, la seconde lors d'un atelier de suivi organisé à Brazzaville, en République du Congo, du 6 au 9 février 2009, et portant sur une initiative régionale de la Fondation Rainforest UK visant à aider les communautés forestières à développer des cartes participatives dans le Bassin du Congo.

Le rapport se compose de deux parties. La première partie traite de la logique de l'activité de plaidoyer - comment comprendre les liens entre les besoins locaux, la politique nationale et les instruments internationaux. La seconde traite de la manière dont la Cartographie Participative et l'application de la TIG par les populations autochtones et les intermédiaires techniques peut produire des outils importants pour les activités de plaidoyer et le dialogue.

Activités de plaidoyer : Relier les points

Wikipédia cite Cohen dans sa définition de « *plaidoyer* » :

Le **plaidoyer** est la poursuite de résultats capables d'avoir une influence sur ou bien les politiques publiques ou les décisions d'allocation des ressources au sein des systèmes et des institutions politiques, économiques et sociales, résultats qui affectent directement la vie des gens. (Cohen, 2001)

Les peuples autochtones luttent pour se faire entendre en Afrique. Le plaidoyer, c'est faire en sorte que les gens *entendent* vos besoins et c'est les *influencer* à prendre des mesures positives en faveur de votre communauté.

Les fonctionnaires, les bailleurs de fonds, les experts techniques et les communautés plus puissantes prennent régulièrement des décisions quant aux territoires et aux ressources naturelles des populations autochtones (c'est-à-dire les territoires qui se trouvent historiquement sous gouvernance et gestion autochtone) sans consultation ou consentement adéquats. Bien que les peuples autochtones soient les détenteurs de connaissances uniques, sophistiquées et importantes sur la diversité biologique, ils sont généralement exclus des processus de prise de décision sur les écosystèmes, les terres et les ressources naturelles dont ils dépendent ainsi que d'autres.

L'objectif de l'utilisation de la TIG participative est de traduire *les connaissances orales et immatérielles sur les écosystèmes*, la diversité biologique et les ressources naturelles en *cartes et en médias visibles*, lisibles par des personnes extérieures (y compris les fonctionnaires de l'Etat), ce qui atteste de l'expertise et des connaissances, des pratiques et des valeurs locales. Les cartes servent de plateformes au dialogue interculturel, à la planification, à la consultation et à la protection des droits des peuples autochtones.

Toute tentative de plaidoyer et de dialogue doit commencer par clarifier les *besoins locaux* et la *volonté d'une communauté*. Les peuples autochtones sont souvent organisés selon des modes qui ne sont pas reconnus par les gouvernements. Il pourrait par exemple exister d'anciennes formes de discrimination qui empêchent aux populations



autochtones de se faire élire ou d'être reconnues en tant que chefs de village ou dans d'autres formes de gouvernement local ouvertes aux populations constituant la majorité.

Les populations autochtones peuvent disposer de systèmes de prise de décision et de consultation non hiérarchiques que la bureaucratie gouvernementale peine à comprendre ou à reconnaître. Il peut même exister des conflits d'intérêt et des différences d'opinion au sein d'une même communauté. L'exercice de cartographie participative, lorsqu'il est réalisé correctement, devrait avoir pour point de départ une méthodologie permettant aux membres de la communauté de s'exprimer et de développer par le dialogue *un consensus* quant à la stratégie qu'ils souhaitent adopter en termes de protection de leurs droits et de leurs intérêts.

Dans la préparation des activités de plaidoyer, la volonté et l'intérêt de la communauté doivent être clarifiés et servir de directives aux activistes qui partent à la recherche de ressources, d'alliances et d'appui, en vue de faire entendre la voix de leurs communautés dans la gouvernance et la prise de décisions.

La première interface des droits se situe d'une part entre les populations autochtones, leurs voisins immédiats et plus dominants et d'autre part, l'Etat qui régit le territoire sur lequel elles se trouvent. Nous pourrions également parler du pouvoir des industries extractives, mais dans la pratique, ces industries ne peuvent opérer qu'avec le consentement de l'Etat.

Dans le plan stratégique sur l'environnement et les ressources naturelles développé par IPACC à Bujumbura en 2007, le Comité Exécutif d'IPACC et les délégués ont défini le cadre suivant :

L'objectif de Développement consiste pour les peuples autochtones d'Afrique à :

« ... démontrer de manière convaincante aux personnes influentes et aux décideurs que les peuples autochtones sont les détenteurs de connaissances autochtones (traditionnelles) sur l'environnement qui sont précieuses pour la planification de la gestion des ressources nationales ».

L'Objectif du Projet découlant du Plan d'Action Stratégique de Bujumbura est défini comme suit :

« ... s'assurer que les dirigeants autochtones de l'Afrique disposent des connaissances adéquates et qu'ils soient convenablement préparés pour intervenir sur les forums multilatéraux et nationaux traitant des politiques et de la mise en œuvre de la gestion environnementale, climatique et des ressources naturelles et foncière, de manière à favoriser la diversité biologique et culturelle ».

La cartographie participative / le SIGP est une stratégie visant à atteindre l'Objectif de développement ; or la compréhension du cadre juridique international et national dans lequel l'Etat opère, par les dirigeants autochtones de l'Afrique, apporte une valeur ajoutée considérable.

A droite : Padeir Haneb (WIMSA, Namibie), discutant d'une carte sur « les modes traditionnels de chasse et de distribution des ressources Hajjom »



Pour résumer les étapes de la bonne application de la TIG aux activités de plaidoyer :

1. Identifiez les *besoins locaux*, travaillez avec les anciens, les chefs traditionnels, les femmes et les jeunes en vue de développer un consensus sur l'action qui soit approprié ;
2. Constituez des *alliances* avec d'autres communautés *autochtones* et locales exposées aux mêmes problèmes ;
3. Informez-vous et participez aux *forums internationaux* sur les droits des peuples autochtones – informez-vous des *engagements* de l'Etat envers les *traités* ;
4. Développez une *stratégie* pour engager le dialogue votre gouvernement national ; identifiez les fonctionnaires prêts à entendre vos besoins et vos idées ;
5. Développez des *alliances* avec d'autres membres de la *société civile*, comme les ONG, les organisations de conservation, les parcs nationaux, les universités, les unités de recherche, le secteur privé, etc. ;
6. Créez un *partenariat* avec un intermédiaire TIC/TIG digne de confiance qui vous aidera à cartographier vos territoires de manière participative ;
7. Engagez-vous auprès des *gouvernements nationaux* pour les inclure dans votre planification, partagez vos objectifs, recherchez des opportunités politiques et obtenez le soutien des Points Focaux Nationaux chargés des comptes-rendus et de la communication sur les traités de l'ONU ;
8. *Informez* la communauté des meilleures options cartographiques – votre réussite est directement liée au mandat que vous a remis la communauté locale et de sa capacité à poursuivre les opportunités intéressantes ou à résister aux menaces ;
9. *Cartographiez* votre territoire en fonction des priorités de la communauté, en protégeant les informations sensibles et en respectant les droits de ceux qui détiennent les connaissances – bien entendu, vous n'utiliserez la cartographie que s'il s'agit d'une stratégie adaptée à votre communauté et à votre situation ;
10. Assurez-vous que les membres de votre communauté sont *formés* à la méthodologie de la cartographie et à ses aspects techniques ; la cartographie devrait rester pertinente, compréhensible et être utilisée au niveau local ;
11. *Partagez* vos cartes avec votre réseau et avec vos partenaires au sein du gouvernement. *Réfléchissez* sur les leçons apprises ; *appliquez* les résultats de l'exercice cartographique pour renforcer les droits et la reconnaissance de la communauté ;
12. Si votre exercice cartographique traite de l'adaptation/atténuation, assurez-vous d'en informer le *Programme de travail de Nairobi* à la CCNUCC ; de même, tenez informées les autres agences de l'ONU de l'exercice cartographique et de ses résultats de sorte que les méthodes et leçons tirées puissent être mises à la disposition d'autres peuples autochtones.
13. Faites partager votre expérience avec le réseau IPACC. *Documentez* ce que vous avez fait sur des supports vidéo, écrits, et en partageant vos cartes en format électronique et sur papier ;
14. *Faites la promotion* de la cartographie et de ses résultats avec les fonctionnaires de haut rang, notamment avec le Président ou les Ministres qui peuvent apporter des changements dans les politiques et appuyer les futurs efforts visant à faire reconnaître et à faire respecter les droits des communautés autochtones et locales dans le contexte du développement national et de la bonne gouvernance.



L'ordre dans lequel vous développez votre capacité de plaidoyer dépendra de la situation sur place et de vos ressources. IPACC met l'accent sur la constitution d'alliances, car comme on dit au Gabon : *il faut plus qu'un doigt pour venir à bout d'un pou*. La constitution d'alliances permet aux communautés qui rencontrent des problèmes similaires de s'unifier et d'informer les décideurs de l'existence d'un problème systémique devant être résolu.

Toutes les activités de plaidoyer ne nécessitent pas la compréhension des lois ou traités internationaux. Les populations autochtones se sont cependant aperçues que la compréhension des mécanismes de l'ONU et de la Charte africaine les aidait à développer leur confiance et leur expertise pour influencer leurs gouvernements nationaux. Les gouvernements formulent de nombreux engagements dans les forums internationaux, et bien souvent, les citoyens n'en ont aucune connaissance. Au bout du compte, les droits et les activités de plaidoyer consistent en des négociations nationales et doivent aboutir au développement de relations positives.

Lisez les études de cas et notez les réactions des participants. Ceci vous aidera à vous informer sur la bonne utilisation de la cartographie et les formes positives de développement de partenariats et d'alliances. Dans la section consacrée aux accords multilatéraux, vous pourrez voir comment les accords internationaux des Nations Unies et de l'Afrique peuvent également vous aider à renforcer votre situation sur place.

Références

Cohen, D., R. de la Vega, G. Watson. 2001. Advocacy for social justice. Bloomfield, CT: Kumarian Press Inc.

A gauche : Formation à la cartographie lors de l'Atelier TIG/CET en Namibie, 2008

Ci-dessous : Des participants assistent à une présentation lors de l'Atelier TIG/CET



Verso :

En haut à gauche : Des participants accrochent des posters qui seront discutés lors de l'Atelier TIG/CET

Au centre, à gauche : Kanyinke Sena discute de la cartographie participative à Nessuit, au Kenya

En bas à gauche : Les participants au travail lors de l'atelier TIG/CET

En haut, à droite : Georges Thierry Handja présente « La cartographie participative avec les communautés autochtones dans le Bassin du Congo – Une étude de cas avec les communautés Bagyeli et Baka dans le Sud du Cameroun »

Au centre, à droite : Les participants se détendent à la fin de l'atelier de Windhoek

En bas, de gauche à droite : Mohamed Handaine (Algérie), Davine Thaw (Afrique du Sud), Mala Marachealee (Afrique du Sud), Kanyinke Sena (Kenya), Hindou Oumarou (Tchad), Mohamed Ewangaye (Niger), Mary Simat (Kenya), Hitous Abdella (Maroc), Sada Albachir (Niger)

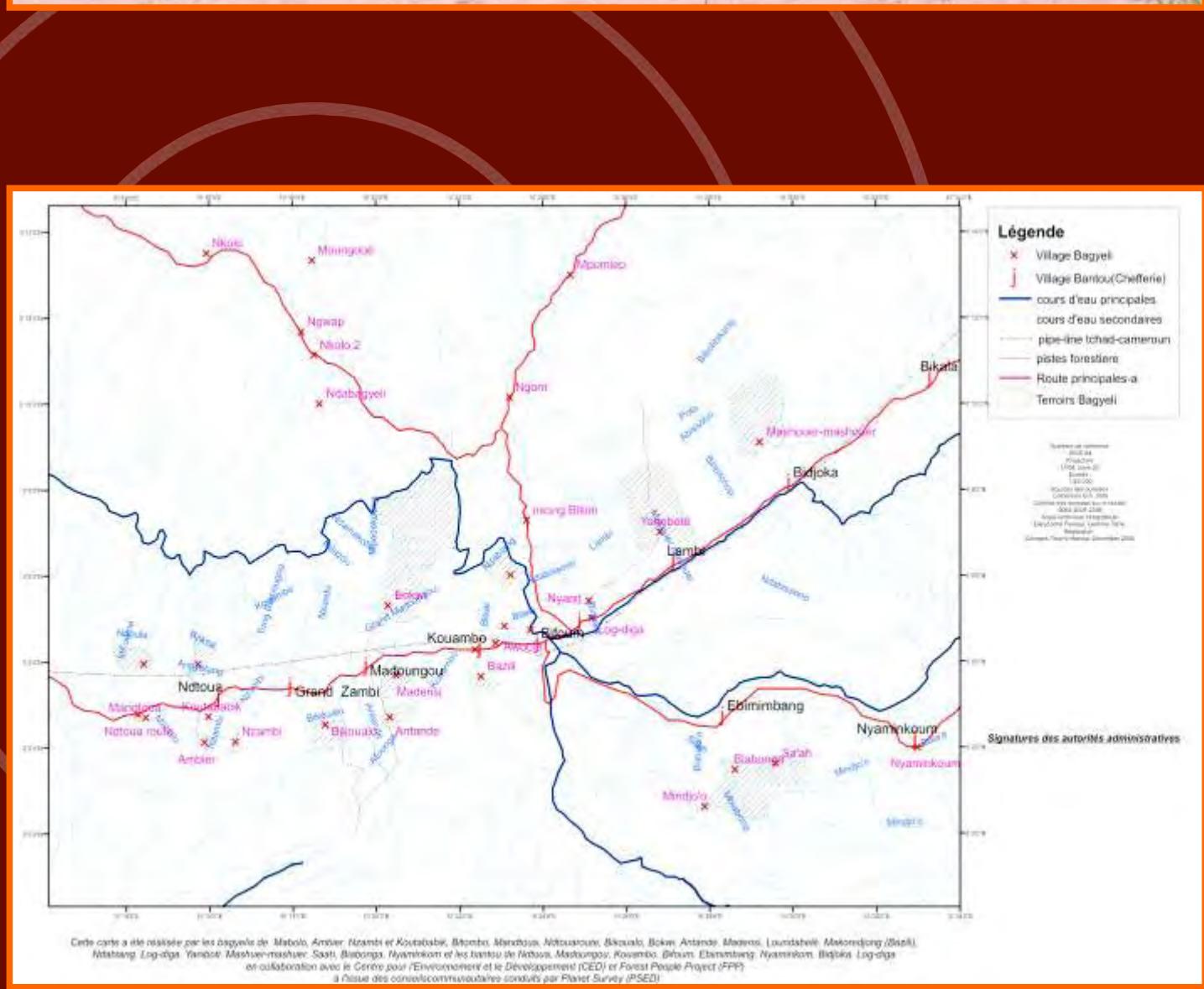
En haut, de gauche à droite : Annetta Bok (Afrique du Sud), Kamira Nait Sid (Algérie)

En bas, à droite : Annetta Bok et Mohamed Ewangaye dirigent un exercice lors de l'atelier.









Rapport de synthèse d'IPACC sur les Accords multilatéraux et les activités de plaidoyer basées sur la TIG

Cette section explique comment la *cartographie participative* peut être utilisée efficacement par les peuples autochtones et les communautés locales *en combinaison* avec les *instruments que constituent les traités internationaux* ou autres accords multilatéraux pour engager des activités de plaidoyer en faveur des droits et d'une reconnaissance au niveau national.

La cartographie a été le point d'orgue de plusieurs ateliers organisés par IPACC, mais il existe d'autres formes de Technologies de l'Information Géospatiale (TIG) qui peuvent également être utilisées pour transformer les connaissances et les pratiques orales de la communauté en données géoréférencées capables d'aider les communautés à concentrer leurs activités de plaidoyer et de fournir une plateforme au dialogue avec les défenseurs de l'environnement et les fonctionnaires du gouvernement.

Les cartes permettent de rendre l'univers oral et les connaissances plus visibles aux détenteurs du pouvoir de décision sur le territoire, mais qui disposent de peu de connaissances pratiques quant à la manière dont le territoire est traditionnellement et actuellement utilisé.

Droits fonciers : La cartographie participative peut rendre visible les zones de conflits ou de tensions entre les droits fonciers reconnus par le gouvernement et l'utilisation traditionnelle du sol par les populations autochtones. Le système de droit foncier moderne en Afrique est essentiellement basé sur les lois coloniales, ce qui signifie qu'il ignore les populations mobiles, les chasseurs-cueilleurs et la plupart des éleveurs grégaires. Etant donné que les lois sont ancrées dans la législation coloniale, celles-ci peuvent être contestées et modifiées par des moyens juridiques et politiques. Les cartes sont des outils utilisés pour illustrer les droits fonciers précoloniaux et les droits aborigènes que les tribunaux ou les décideurs pourraient prendre en considération.

Pour plus d'informations sur les Nations Unies, voir le Plan d'Action sur l'Environnement et les Ressources Naturelles développé par IPACC à Bujumbura (disponible en Anglais, en Français, en Afrikaans et en Swahili).

Anglais : http://ipacc.org.za/uploads/docs/Bujumbura_English_StrategicPlan.pdf
Français : http://ipacc.org.za/uploads/docs/Bujumbura_French_StrategicPlan.pdf



En haut à gauche : Evaluation de pisteur, Réserve Naturelle de Thornybush, décembre 1994

En bas à gauche : Cartes globales indiquant que les terres autochtones des Bagyéli ont besoin de routes dans la région de Bipindi

A gauche : Les détenteurs des connaissances Ogiek développent une matrice reliant les connaissances traditionnelles sur la biodiversité avec l'altitude sur l'escarpement de Mau, Nessuit, Kenya



Les Conventions de Rio des Nations Unies

En 1992, les pays membres des Nations Unies ont signé trois Conventions importantes portant sur l'environnement, le développement durable, les droits humains et les obligations de l'Etat. Les trois Conventions de Rio sont listées ci-dessous :

- La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ;
- La Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (CLD) ;
- La Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB).

Une *Convention* au niveau des Nations Unies constitue un *traité exécutoire*. Cela signifie qu'il s'agit d'une loi internationale et qu'elle apporte des contraintes au comportement de tout Etat particulier. Dans une Convention, l'Etat accepte d'entreprendre certaines actions positives avec ses citoyens (par exemple, de les inclure dans la planification, de protéger leurs droits et intérêts, de les éduquer) et il promet également de ne rien faire de négatif (comme violer les droits des peuples, obliger les populations à quitter un territoire sans consultation, nuire à la culture des peuples, à leurs traditions et à leurs systèmes de connaissances traditionnels).

Les Etats doivent faire état de la progression de la mise en œuvre de leurs obligations imposées par la Convention. Ils peuvent parfois bénéficier de fonds des Nations Unies pour les aider à répondre à leurs obligations. Les peuples autochtones et les communautés locales peuvent contrôler les informations fournies par leurs gouvernements aux Nations Unies et soumettre à ces dernières des rapports indépendants si les Etats ne remplissent pas leurs obligations dans le cadre des traités.

Il n'est pas toujours aisés d'obliger un Etat à respecter une obligation imposée par un traité, mais il s'agit d'une base pour les activités de plaidoyer et il existe des mécanismes de contrôle importants pour les peuples autochtones qui souhaitent avoir recours à la législation internationale afin de faire pression pour défendre leurs droits humains et civils.

Nous décrivons ci-dessous la manière dont la cartographie participative et autres applications des TIG peuvent être utilisées par les communautés dans le cadre des obligations imposées par les Conventions de Rio sur les Etats.

La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)

La CCNUCC traite du fait que la pollution émise par les pays industriels augmente la température de la terre. La pollution présente dans l'atmosphère, en particulier les Gaz à Effet de Serre (GES), repose comme une couverture au-dessus de la planète et piège la chaleur émise par le soleil. Le réchauffement de la planète modifie les conditions climatiques dans le monde entier et menace très sérieusement la planète. On observe plus de pluie ou plus de sécheresse, mais au fil du temps, une grande partie de la planète va s'assécher.

La CCNUCC a pour objectif de faire pression sur les pays occidentaux pour les obliger à réduire leurs émissions de Gaz à Effet de Serre et essayer de protéger l'environnement mondial. La CCNUCC est un forum de négociation visant à étudier les changements climatiques, ses causes et ses impacts, et à rechercher des solutions visant à réduire le réchauffement de la planète et à protéger l'humanité et la diversité logique des impacts négatifs des changements climatiques.

En réalité, près de 18 % des émissions de Gaz à Effet de Serre proviennent de la déforestation. La déforestation s'accélère dans les régions tropicales, rendant toutes les populations plus vulnérables, soit du fait du réchauffement planétaire, soit parce que la déforestation détruit des ressources naturelles importantes et affecte le stockage et la filtration de l'eau.



La CCNUCC propose deux stratégies essentielles : **l'atténuation** et **l'adaptation**, chacune étant importante pour les peuples autochtones.

L'atténuation consiste à stocker le carbone dans les plantes ou dans le sol. La pollution et la déforestation sont des sources de production de dioxyde de carbone (CO_2), qui est le Gaz à Effet de Serre responsable du réchauffement planétaire le plus courant.

En protégeant les forêts, en plantant de nouvelles forêts ou en protégeant les sols de toute dégradation (en protégeant les prairies, la couverture végétale, la terre végétale), nous contribuons à absorber le carbone présent dans l'atmosphère ou, du moins, nous le maintenons emprisonné, ce qui peut contribuer à réduire le réchauffement planétaire. Tous ces efforts constituent ce que l'on appelle l'atténuation.

La CCNUCC, dans le cadre de ses efforts *d'atténuation*, négocie une série d'accords pour investir dans la conservation des forêts à des fins de stockage du carbone. Le principal programme d'Atténuation planifié dans le cadre de la CCNUCC est la Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts tropicales (REDD).

L'idée de la REDD est que les pays qui polluent, ainsi que d'autres investisseurs des pays riches pourront acheter des crédits carbone* en investissant dans la conservation et la protection des forêts tropicales en Afrique, en Asie et en Amérique latine. De nombreuses populations autochtones craignent que le financement proposé par la REDD entraîne davantage de déplacements forcés et l'impossibilité pour les communautés forestières d'accéder à la propriété.

La REDD est dirigée par un groupe composé de plusieurs agences des Nations Unies, connues sous le nom d'ONU-REDD. L'ONU-REDD met beaucoup de temps à développer ses programmes et dans l'attente, la Banque mondiale a piloté l'appui aux pays intéressés par les investissements proposés par la REDD. Il s'agit des Fonds de partenariat pour la réduction des émissions de carbone forestier (FCPF) de la Banque Mondiale. Le FCPF et l'ONU-REDD sont tous deux régis par les normes et les instruments de protection des droits humains de l'ONU. Par conséquent, la REDD ne devrait pas nuire aux communautés autochtones et locales. La REDD devrait, en théorie, renforcer le rôle des communautés dans la gestion et la gouvernance des forêts. Ce qui se passera en réalité dépendra de la manière dont les communautés seront capables de défendre leurs droits et de travailler avec leurs gouvernements pour parvenir à éviter les projets de déforestation, qui pourraient ou non être financés par la REDD.

* [pour plus d'informations sur les crédits carbone, veuillez consulter http://en.wikipedia.org/wiki/Carbon_credit]

REDD/ATTENUATION : La *cartographie participative* est un moyen d'illustrer les lieux dans lesquels les populations autochtones vivent et leurs schémas d'utilisation du sol. L'exercice cartographique permet aux communautés de créer des cartes précises afin de négocier des accords de REDD (ou de mettre fin à des REDD mal conçus).

Les cartes autochtones ont déjà été utilisées en Amérique du Sud pour montrer comment les communautés autochtones parviennent à éviter la déforestation mieux que le Gouvernement n'y parvient à travers ses zones protégées. Les peuples autochtones et les communautés locales d'Afrique peuvent utiliser les cartes pour montrer comment elles gèrent déjà la diversité biologique forestière et garantir leurs droits à la consultation et au consentement libre, préalable et informé dans les projets d'atténuation.

A droite : Gardien de troupeau au Kenya



L'adaptation consiste à ajuster l'utilisation, la gestion et la gouvernance des ressources naturelles pour faire face aux changements des tendances climatiques. De nombreuses populations autochtones d'Afrique ont l'habitude d'avoir trop ou trop peu de pluie d'une année sur l'autre ; elles disposent donc de règles, de croyances et de coutumes leur permettant de s'assurer que les habitants de ces régions ne surexploient pas les ressources, en particulier au cours des mauvaises années.

Quelques exemples d'Adaptation : la manière dont les populations conservent l'eau et les pâtures ; la manière dont elles déplacent leurs animaux d'une zone à l'autre afin de protéger les pâtures ; comment les animaux mâles et femelles sont séparés afin d'assurer la production laitière ; les règles communautaires relatives à la protection des plantes à fleur afin de garantir la production de miel ; la coupe de seulement certaines parties des plantes pour s'assurer que la plante hôte ne meure pas ; comment les populations disposent de règles pour chasser dans différents endroits ; comment les communautés nomades changeront d'altitude ou contrôleront la quantité de bois ou de plantes utilisés en fonction de l'abondance des pluies et des ressources naturelles.

Avec le réchauffement planétaire, l'ONU prévoit que les changements climatiques et notamment le changement des régimes de précipitations surviendront à une telle vitesse et dans une telle propension que les peuples et les systèmes humanitaires ne pourront s'adapter. De nombreuses espèces seront décimées et des millions de personnes seront obligées de migrer dans les villes. Il est également probable dans les décennies à venir, que des millions de personnes meurent de faim, soit dans des conflits ou suite à des famines. Le changement climatique est un problème grave et les populations autochtones ainsi que les communautés locales doivent comprendre comment l'adaptation peut leur permettre de réduire leur vulnérabilité.

Tous les pays les moins avancés (PMA) sont requis de développer des Programmes d'Action Nationaux aux fins de l'Adaptation (NAPA). Ceux-ci sont destinés à aider les communautés rurales et urbaines à renforcer leur capacité d'adaptation (comme les stratégies en cas de sécheresse, la protection contre les inondations, la conservation des sols, les nouvelles formes d'énergie, etc.).

NAPA / ADAPTATION : La *cartographie participative* est un excellent outil pour montrer comment les communautés locales s'adaptent déjà à l'instabilité du climat, les différents territoires et les différentes attitudes qu'elles doivent utiliser pour s'adapter (comme les stratégies d'urgence pour déplacer les troupeaux dans des prairies à plus haute altitude, la protection de la floraison des plantes pour en assurer la pollinisation par les abeilles et la production de miel).

La cartographie est également un médium puissant pour illustrer les risques de sécheresse, d'inondation, d'affaiblissement des revenus, de dommages éoliens et de feux de forêt ou de savane. La cartographie participative peut être utilisée pour améliorer les NAPA et la planification nationale.



A gauche : Il pourrait être nécessaire de déplacer les chèvres vers des terrains de pâturage différents afin de s'adapter aux changements climatiques.

A droite : Le lac Nakuru, Kenya

Le Programme de travail de Nairobi (PTN)

Lors de la 13^e Conférences des Parties de la CCNUCC, les Etats se sont accordés sur le financement d'un programme sur cinq ans destiné à aider les pays en voie de développement ainsi que d'autres pays à :

- améliorer leur compréhension et leurs évaluations des impacts, de leur vulnérabilité et de leur adaptation aux changements climatiques ;
- prendre des décisions éclairées sur les actions et mesures d'adaptation pratiques afin de répondre aux changements climatiques sur une base scientifique, technique et socio-économique robuste, en prenant en compte les changements climatiques actuels et futurs ainsi que leur variabilité.

Le PTN est un bureau central des informations et des bonnes pratiques. Si vous réalisez des exercices de *cartographie participative* portant sur des questions de *vulnérabilité* (comme les inondations, les sécheresses, les glissements de terrain, les incendies, la sécurité alimentaire, des questions *d'adaptation* (étapes envisagées pour faire face à l'augmentation ou à la diminution des précipitations et des températures) ou *d'atténuation* associées au climat (protéger les forêts pour le stockage du carbone), nous vous conseillons de vous inscrire auprès du PTN et de lui fournir vos rapports et informations sur vos efforts.

Le PTN, en coopération avec le Groupe d'experts des pays les moins avancés qui conseille les NAPA, peut vous aider à promouvoir la prise de conscience par votre gouvernement et d'autres Etats africains de l'importance des connaissances, de l'expertise et des droits des peuples autochtones.

Liens sur le PTN

age d'informations sur le PTN, sur le site de la CCNUCC :

http://unfccc.int/adaptation/sbsta_agenda_item_adaptation/items/3633.php

Rapport du PTN sur les impacts et la vulnérabilité :

http://www.wmo.ch/pages/prog/wcp/cca/documents/nwp_en_070523.pdf



La Convention des Nations Unies de Lutte contre la Désertification (CLD)

La CLD s'intéresse à la lutte mondiale contre la dégradation des sols et l'avancée des déserts ainsi que des phénomènes qui en découlent, comme la sédimentation des systèmes aquatiques et la disparition de la terre végétale. Cette Convention a été spécialement développée pour l'Afrique, où la dégradation des sols est la plus importante. La Convention reconnaît qu'il existe des causes à la fois humaines et climatiques à la dégradation du sol.

Comme c'est le cas pour la Convention sur les changements climatiques, les peuples autochtones peuvent être davantage impliqués dans le contrôle et l'analyse de la désertification. Tous les signataires de la CLD doivent développer un Plan d'Action National (**PAN**) pour lutter contre la sécheresse et la désertification. Les connaissances traditionnelles constituent un aspect reconnu de la CLD et les peuples autochtones devraient être régulièrement en contact avec leurs ministères de l'Environnement quant à leur rôle dans la lutte contre la désertification.

L'Article 16 de la CLD exige des Etats qu'ils échangent des informations sur les connaissances locales et traditionnelles, y compris la protection des connaissances et la garantie de bénéfices équitables à définir avec les communautés locales. L'Article 17 exige des Etats qu'ils fassent la promotion de la coopération technique et scientifique en luttant contre la désertification de manière à promouvoir, intégrer, développer et valider les connaissances, les pratiques et les bénéfices équitables traditionnels et locaux.

Liens sur les PAN

Présentation du PAN par la CCNUCC : <http://www.metafro.be/leisa/2000/06161.pdf>.

Projet du PNUD sur les PAN : <http://www.undp.org/drylands/docs/where-we-work/Africa.doc>

Les PAN de la CLD : La *cartographie participative* est un outil permettant de montrer les connaissances traditionnelles de la gestion du sol, de la conservation des plantes, des schémas traditionnels d'utilisation du sol et des menaces aux écosystèmes.

La Fondation pour l'Initiative pour la Protection de la Culture et le Développement Okavango (TOCaDI) au Botswana, a cartographié les plantes alimentaires et médicinales sauvages dans le but d'illustrer les connaissances et les ressources des populations autochtones. Ce type de cartographie peut être intégré aux PAN et contribuer à empêcher les gouvernements de mettre en œuvre des accords sur une utilisation du sol qui soit destructrice des systèmes végétaux précieux, ralentissant ainsi la désertification.



La Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique (CDB)

Les trois conventions de Rio sont toutes importantes, mais la CDB est celle qui offre le plus d'opportunités aux peuples autochtones d'Afrique. La Conférence des Parties de la CDB émerge comme un forum majeur permettant aux populations autochtones de protéger leurs droits et de contribuer à la bonne gestion des ressources naturelles de la planète.

L'Article 8J de la CDB exige des gouvernements qu'ils passent des lois protégeant les modes de vie autochtones et locaux pertinents pour la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles. L'article 8J se concentre sur la reconnaissance par le gouvernement de l'importance des systèmes de connaissance traditionnels et ses responsabilités consistant à en assurer la protection, la promotion, le maintien, et le partage équitable des bénéfices découlant de telles connaissances.

L'Article 10c appuie l'Article 8J, en exigeant des gouvernements qu'ils fassent la promotion de la culture traditionnelle contribuant à protéger la biodiversité.

La CDB est appuyée par deux accords supplémentaires qui ont été adoptés suite à la première Convention de Rio. Il s'agit des **Principes du Malawi pour une Approche fondée sur les Ecosystèmes** de 1998 et des **Principes et directives d'Addis-Abeba pour l'utilisation durable de la biodiversité** de 2004.

Ces deux documents sont importants pour les peuples autochtones d'Afrique. Les Principes du Malawi appellent à une approche à la conservation à l'échelle des écosystèmes avec une participation aussi communautaire que possible à la gestion. Cette approche a obligé l'ONU à se détacher d'une approche consistant à ne penser qu'en termes d'espèces uniques en faveur d'une approche basée sur les paysages/écosystèmes qui se rapproche considérablement de la reconnaissance des territoires autochtones et des systèmes locaux de contrôle, de gouvernance et de connaissances. Les Principes et directives d'Addis-Abeba appuient encore cet aspect, exigeant des Etats qu'ils comprennent que ceux qui utilisent les ressources naturelles de manière durable sont les mieux placés pour en assurer la conservation et la gestion. Ceci a constitué une étape considérable dans le rejet du contrôle centralisé de la conservation et dans la direction du renforcement des communautés.

L'autre outil important de la boîte à outils de la CDB est le Programme de travail sur les aires protégées (PTAP). Le PTAP exige des gouvernements qu'ils participent au développement des capacités des communautés locales et autochtones à participer à la pérennisation de la diversité biologique, que ce soit dans les Parcs Nationaux ou dans des territoires qui ne sont pas officiellement protégés par la législation.



A l'extrême gauche : Précipitations au Sud de la Namibie

A gauche : Près du village de Cherangany, à l'Ouest du Kenya

Liens sur la CDB

Directives d'Addis-Abeba : <http://www.cites.org/eng/res/13/addis-gdl-en.pdf>
Principes du Malawi : <http://www.fao.org/docrep/006/Y4773E/y4773e0e.htm>

PTAP :

PTAP & REDD : <http://www.cbd.int/doc/programmes/cro-cut/pa/pa-redd-2008-12-01-en.pdf>

Programme de soutien du PNUD au PTAP : <http://www.protectedareas.org/>

Points focaux nationaux du PTAP (2009) : <http://www.cbd.int/doc/lists/nfp-cbd-powpa.pdf>

Comme c'est le cas de toute loi ou législation, tous les documents de la Convention sont liés entre eux. La cartographie participative s'intègre étroitement aux Principes du Malawi et aux Principes et directives d'Addis-Abeba. La cartographie et les SIGP sont également d'excellents outils pour la planification de la Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (**GCRN**), le recensement des plantes sauvages, l'identification des risques, la promotion des connaissances traditionnelles et, comme dans le cas du Botswana, indiquer au gouvernement les plantes utilisées, les risques associés à la surexploitation et la manière de parvenir à des systèmes de conservation/d'utilisation durable. La cartographie peut également permettre d'illustrer les connaissances traditionnelles qui s'intègrent à la législation sur les droits de propriété intellectuelle. Enfin, la cartographie participative constitue un outil important dans les négociations avec le gouvernement du Programme de Travail sur les Aires Protégées (**PTAP**).



Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science, les Communications et la Culture (UNESCO)

La majorité des peuples autochtones d'Afrique est confrontée à un problème de reconnaissance officielle par leurs gouvernements nationaux. Il est parfois extrêmement utile pour les populations autochtones de travailler avec leurs gouvernements respectifs sur les questions de culture, de langue, de connaissances et d'éducation, ceci pouvant mener à une reconnaissance officielle avant de devoir aborder des sujets « brûlants » tels que les droits fonciers. Un travail sur la culture peut également contribuer à promouvoir une compréhension mutuelle entre les populations dominantes et autochtones.

L'UNESCO dispose d'un programme officiel visant à aider les populations autochtones dans l'utilisation des TIC, dont les TIG, pour promouvoir la gestion de l'héritage, la protection de l'héritage culturel intangible et des paysages, ainsi que pour intégrer les connaissances traditionnelles à l'enseignement officiel.

Le principal instrument de l'UNESCO se rapportant aux peuples autochtones est la **Déclaration Universelle sur la Diversité Culturelle** de 2001, officiellement lancée à Johannesburg à l'occasion du Sommet Mondial sur le Développement Durable (SMDD) de 2002.

La Déclaration Universelle de l'UNESCO reflète le changement dans la réflexion mondiale sur la planète, la diversité culturelle et ses liens avec la lutte contre la pauvreté et la pérennisation de l'environnement. La présentation de la Déclaration Universelle lors du SSMD a permis de renforcer la prise de conscience du lien qui existe entre diversité culturelle et diversité biologique.

Le Point 14 du Plan d'Action pour la Déclaration Universelle de l'UNESCO sur la Diversité Culturelle demande aux Etas de :

Respecter et protéger les savoirs traditionnels, en particulier ceux des populations autochtones ; de reconnaître l'apport des connaissances traditionnelles en matière de protection de l'environnement et de gestion des ressources naturelles, et de favoriser des synergies entre la science moderne et les savoirs locaux.

La Déclaration Universelle est appuyée par un certain nombre d'instruments à visée normative, dont deux Conventions importantes.

Convention pour la protection du Patrimoine Culturel Immatériel (2003)

L'Article 12 exige des Etats signataires qu'ils créent des inventaires du patrimoine immatériel et les contrôlent. La question de l'inventaire a fait l'objet d'un atelier de l'UNESCO avec des populations autochtones à la Havane, à Cuba en 2006, atelier lors duquel la cartographie a été discutée plus en détail. Bien que certaines populations autochtones puissent être préoccupées par la réalisation d'inventaires de ce qui entre dans le patrimoine immatériel par l'Etat, cela constitue aussi une opportunité pour négocier non seulement une reconnaissance accrue des cultures orales et du patrimoine immatériel, mais aussi pour expliquer la relation étroite qui existe entre le patrimoine culturel et le contexte du territoire et des ressources naturelles dans lequel il survit.

L'Article 14 exige des Etats signataires qu'ils fassent la promotion de la reconnaissance et du respect du patrimoine immatériel dans le domaine public (par la sensibilisation, l'éducation et la formation) et qu'ils prêtent attention à la transmission informelle des connaissances. Les cartes donnent l'opportunité d'exprimer les cultures autochtones dans leur contexte territorial complet (voir comment ceci se rattache aux instruments de la CDB en particulier).

A gauche : Louis Liebenberg fait la démonstration du Cybertracker



Convention sur la Protection et la Promotion de la Diversité des Expressions Culturelles (2005)

Cette Convention UNESCO de 2005 revêt plusieurs aspects. Elle encourage d'un côté la sensibilisation et le respect de la diversité culturelle, de l'autre, c'est une Convention destinée à porter sur les industries culturelles et le droit des Etats à protéger leurs intérêts sur le marché mondial.

Objectifs

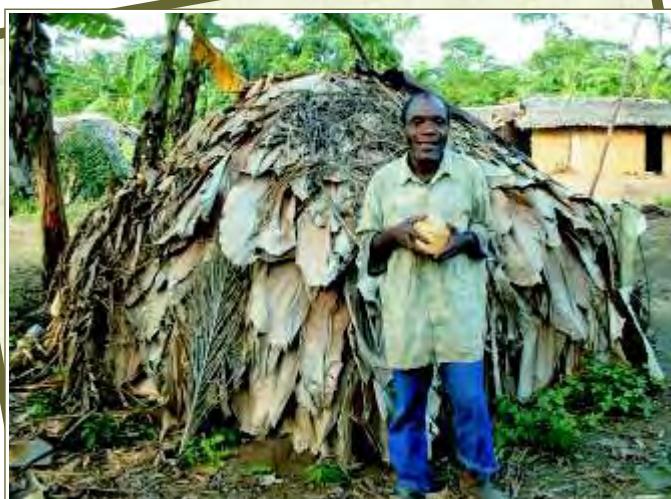
- (c) encourager les dialogues entre les cultures en vue de garantir des échanges culturels plus importants et plus équilibrés dans le monde en faveur du respect interculturel et d'une culture de la paix ;
- (d) favoriser *l'interculturalité* afin de développer l'interaction culturelle, dans l'idée de développer des passerelles entre les peuples ;
- (e) promouvoir le *respect de la diversité des expressions culturelles* et sensibiliser à sa valeur au niveau local, national et international.

Le terme « interculturalité » fait référence à l'interaction équitable de diverses cultures et la possibilité de produire des expressions culturelles communes par le dialogue et le respect mutuel. L'Article 13 fait également le lien entre culture et développement durable. Ceci renforce l'argument des populations locales et autochtones qui est que leur connaissance des écosystèmes et de la diversité biologique permet de pérenniser la diversité et les moyens d'existence tout en pérennisant l'environnement physique. Les cartes permettent d'illustrer le lien qui existe entre les paysages naturels et culturels.

Convention de l'UNESCO concernant la Protection du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel

IPACC a entamé des discussions avec l'office de l'UNESCO chargé des sites du Patrimoine Mondial. Un grand nombre des Sites du Patrimoine Mondial de l'Afrique courent un grand risque, souvent du fait que les communautés locales n'ont pas été adéquatement impliquées à la conception de leur plan de gestion et à la prise en charge de ces sites.

La cartographie participative constitue un excellent outil pour permettre à un site d'être nominé (plan de gestion en cours de développement et indication de l'appui et du consentement des locaux au projet), ou pour sauver les sites en péril. Si un site du Patrimoine Mondial se trouve sur votre territoire traditionnel, nous vous recommandons de vous adresser directement à l'UNESCO et au Ministère pertinent afin de vous assurer que la communauté a pu cartographier le territoire et travailler au plan de gestion, s'impliquer dans la protection des sites et identifier les lieux qui ne peuvent être accédés par les visiteurs ou les touristes.



A gauche : Les Conventions des Nations Unies favorisent la protection des expressions, de la diversité et du patrimoine culturel au Gabon

A droite : Sada Albachir et Mohamed Ewangaye (Niger) apprennent à utiliser Google Earth lors de l'Atelier TIG/CET

La Décennie pour l'Education au service du Développement Durable (2005 – 2014)

L'objectif de la Décennie des Nations Unies pour l'Education au Développement Durable (2005 – 2014) est d'intégrer les principes, les valeurs et les pratiques du développement durable à tous les aspects de l'éducation et de l'apprentissage.

En 2008, IPACC, en partenariat avec l'UNESCO, a entrepris d'appuyer la cartographie participative ou les réflexions sur les projets cartographiques pour étudier le rôle joué par la cartographie dans la transmission des connaissances traditionnelles, ainsi que le rôle qu'elle pourrait jouer dans les écoles en éduquant les jeunes et leurs enseignants sur le développement durable.

Le rapport sur l'EDD (Education pour le Développement Durable) des peuples autochtones du Kenya de 2008 recommande aux parties prenantes de reconnaître les connaissances écologiques traditionnelles (CET, y compris les valeurs, pratiques et connaissances) en tant qu'élément fondamental d'une EDD réussie.

Les activités de plaidoyer peuvent se concentrer à obtenir la reconnaissance par l'Etat de l'expertise par écosystème inhérente et de l'approche culturellement ancrée de la pérennisation de l'utilisation des ressources naturelles (comme par le biais de techniques de gestion et de sanctions basées sur le clan) détenues par les populations locales et indigènes, et qui constituent une ressource inestimable pour l'EDD. Ces connaissances orales peuvent être immédiatement utilisées dans la planification par l'Etat, ainsi que pour négocier des partenariats à la base en vue d'appliquer les connaissances et les ressources locales pour stabiliser les services de l'écosystème.

Les exercices cartographiques entrepris au Kenya ont non seulement démontré l'écart considérable qui existait entre les connaissances des communautés et celles du système d'éducation formel de l'Etat ; ils ont également mis en avant l'écart existant entre les valeurs et la capacité de gouvernance. L'impératif de pérennité apparaît plus clairement au niveau local et dans les cultures locales, ce qui n'est le cas dans la gouvernance émanant de centres urbains éloignés.

L'UNESCO a apporté son appui aux membres d'IPACC au Kenya et au Niger. Le projet du Niger a consisté à former les peuples autochtones aux techniques de cartographie participative, en dépit du conflit et de la crise sécuritaire qui se déroulaient sur le territoire. Cette formation a consisté à :

- Training local activists in former des activistes locaux aux bases de la Modélisation participative en 3D et à la création d'une légende à partir des connaissances locales ;
- diffuser une vidéo de formation sur le développement de cartes 3D participatives et les éléments de la participation ;
- former à la navigation et à la cartographie sur Google Earth (deux sessions) ;
- former au transfert des données Google Earth par email et les intégrer à une base de données d'inventaire sous Microsoft Access ;
- les stagiaires ont également participé à un atelier sur l'utilisation de la technologie GPS, les méthodologies de la cartographie participative et l'utilisation de Cybertracker pour collecter des données de terrain géoréférencées.

Les bureaux de l'UNESCO qui se trouvent dans votre pays ou votre sous-région peuvent assister les organisations locales ou les partenaires d'ONG à mettre en œuvre des projets et une formation au développement des compétences de cartographie participative similaire. Les rapports de cartographie seront disponibles auprès d'IPACC et de l'UNESCO plus tard au cours de l'année 2009.



Liens sur la cartographie UNESCO

Présentation du programme de cartographie de l'UNESCO :

http://portal.unesco.org/culture/en/ev.php-URL_ID=17103&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Ressources de l'UNESCO sur la cartographie :

http://portal.unesco.org/culture/en/ev.php-URL_ID=36827&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Rapport sur la cartographie en Afrique de l'Est :

http://portal.unesco.org/culture/en/files/37746/12197593145The_role_of_participatory_cultural_mapping_in_promoting_intercultural_dialogue.pdf/The%2Brole%2Bof%2Bparticipatory%2Bcultural%2Bmapping%2Bin%2Bpromoting%2Bintercultural%2Bdialogue.pdf

Liens sur l'EDD de l'UNESCO

http://portal.unesco.org/education/en/ev.php-URL_ID=27234&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

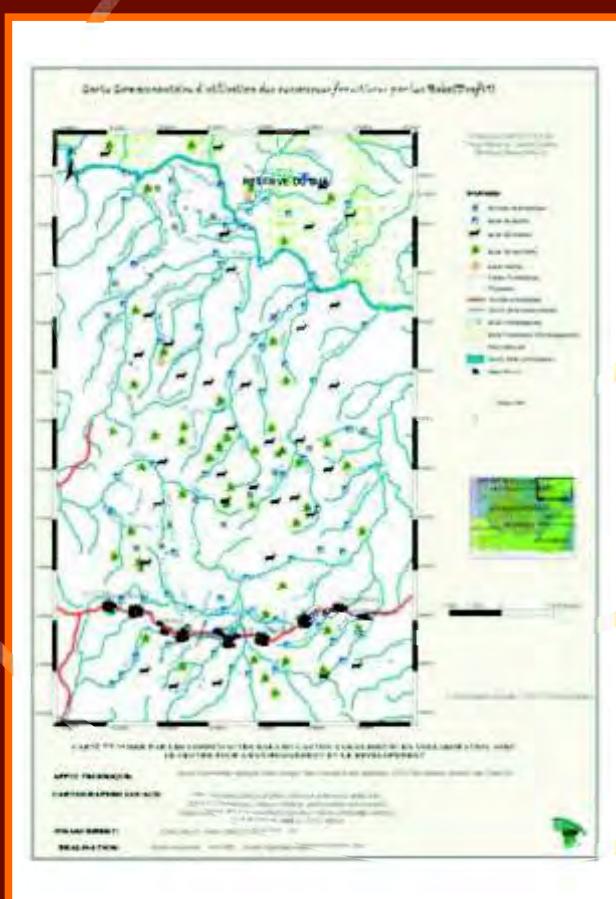
Ci-dessous : Sada Albachir (Niger) et Mary Simat (Kenya) en tenue traditionnelle au cours de l'atelier organisé à Windhoek, Namibie

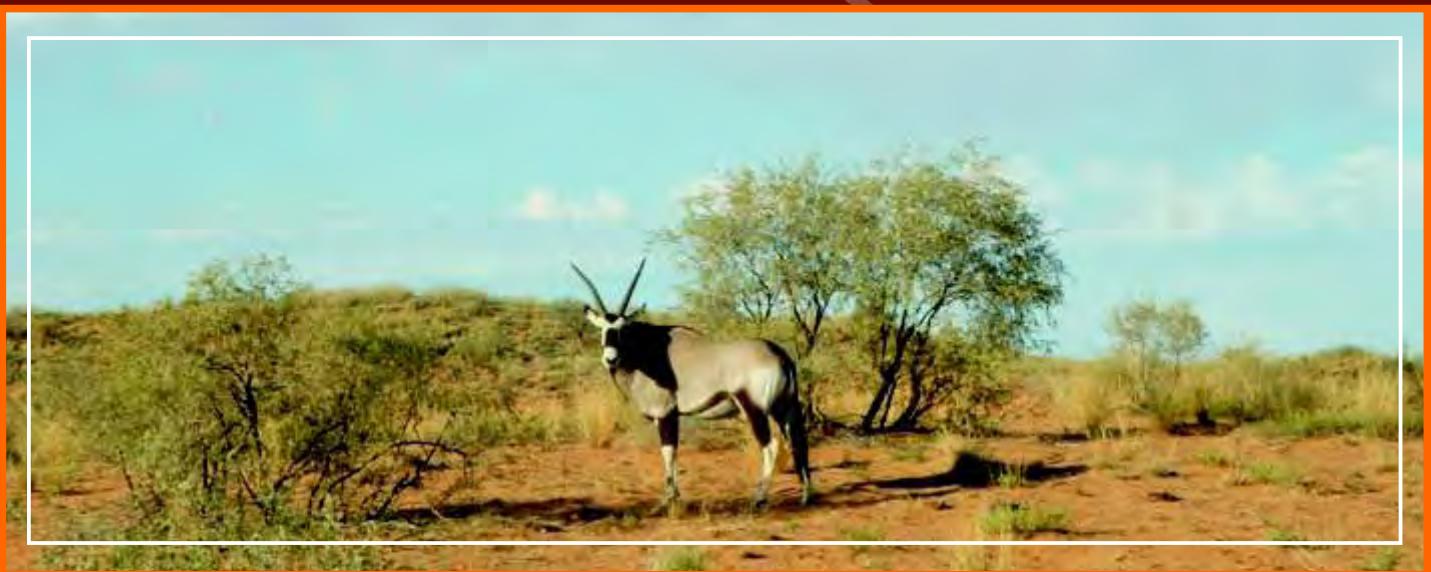
En haut, à droite : L'utilisation de Technologies de l'Information Géospatiales tel que Cybertracker par les communautés traditionnelles

En bas, à droite : L'une des premières cartes produites par le Centre pour l'Environnement et le Développement avec les communautés Baka des environs de Djoum, Cameroun. En utilisant cette carte, les communautés Baka ont pu communiquer avec les organisations de conservation de l'ancien ECOFAC et formuler des résolutions concrètes destinées à améliorer leurs relations.

Tout en bas, à droite : Les terres communautaires chevauchent des aires protégées et des concessions d'exploitation du bois dans la région de Djoum au Cameroun.







Etude de cas du Kenya: Modélisation participative en trois dimensions

Cette étude de cas a été préparée par Julius Muchemi (ERMIS Africa), Nigel Crawhall (IPACC), Giulia Pedone (CTA), Jeniffer Koinante (YPA), Yator Kiptum (SIDP) et Peter Kuria (SHALIN ry). Certaines sections sont tirées du rapport ERMIS Africa – IPACC présenté à l'UNESCO sur un projet spécial pour la Décennie pour l'Education au Service du Développement Durable qui a fait intervenir les réflexions de la communauté dans le processus cartographique. Le financement de la cartographie d'Ogiek provenait essentiellement de la CTA, le projet ayant également bénéficié du soutien d'IPACC. Le financement du projet de modélisation participative en 3D de Yiaku a été assuré avec l'appui de la Church Aid norvégienne et du projet GIS Enhanced Ecological Mapping, financé par le Ministère finlandais des Affaires Etrangères par l'intermédiaire de SHALIN ry. Le financement de la cartographie de Sengwer a été assuré par la Fondation Rainforest (UK). Des fonds supplémentaires ont été apportés par CDE-Switzerland et First People Worldwide (USA).

Présentation

Le projet de cartographie réalisé au Kenya impliquait trois peuples autochtones qui étaient de par le passé, et jusqu'à récemment, des peuples de chasseurs-cueilleurs et ont été récemment absorbés par les populations pastorales ou agricoles dominantes. Ces trois communautés sont les Ogiek de la forêt et de l'escarpement de Mau, les Sengwer des forêts indigènes des Collines de Cherangany (ces deux groupes parlant le Nilotique) et les Yiakus de la forêt de Mukogodo, parlant à l'origine le Cushitique, mais désormais assimilés pour l'essentiel à la culture et à l'économie Masaï de Laikipia.

Les communautés de chasseurs-cueilleurs des forêts font partie des peuples autochtones situés en marge du système politique et économique du Kenya. Sous le règne britannique, les identités de ces trois groupes ont été supprimées et leurs territoires divisés entre d'autres peuples. Tous ont été classés socialement dans les catégories considérées comme inférieures de « Dorobo », un terme issu du mot masaï *Itlorobo* (« le peuple sans bétail ») et de *Athi* en Kikuyu. Les Ogiek sont le peuple le plus menacé, vivant dans le complexe forestier fortement dégradé de Mau. Les Sengwer vivent dans une situation d'insécurité, dans les collines de Cherangany, aux forêts encore intactes mais menacées, à l'Ouest du Kenya, et les Yiaku se trouvent dans l'un des écosystèmes forestiers les mieux préservés du pays, la forêt de Mukogodo.

Sous le règne des colonisateurs britanniques, et notamment suite à la Commission Carter des années 1930, ces communautés ont toutes été « déproclamées », leur identité technique leur a été retirée et leurs terres ont été divisées en différents districts. L'intention explicite était d'éliminer les populations qualifiées de « primitives » de la colonie britannique. Cette attaque sur les chasseurs-cueilleurs s'est poursuivie jusque dans l'ère moderne, seul un des peuples de chasseurs-cueilleurs existant ayant été reconnu par la République du Kenya en tant que groupe ethnique. Il s'agit des Elmolo, qui ont été déplacés de leur territoire traditionnel de chasse et de pêche dans les environs du lac Turkana.

A gauche : Les reptiles, les mammifères et même les excréments des animaux peuvent être représentés par les Technologies de l'Information Géospatiale, comme Cybertracker.



Cartographie

ERMIS Africa a réalisé une série d'exercices cartographiques participatifs avec les peuples autochtones forestiers du Kenya de 2006 à 2008. Les organisations partenaires autochtones comprenaient l'Initiative de développement Ogiek (ODI) et la Fondation Dorobo (YPA). Toutes ces organisations sont membres du Comité de Coordination des Peuples Autochtones d'Afrique (IPACC) et du Forum des chasseurs-cueilleurs d'Afrique de l'Est (HUGAFO).



Ci-dessus : Les anciens Ogiek et la cartographie en 3D de l'escarpement de Mau, Nessuit, Kenya

L'HUGAFO est une alliance d'organisations communautaires de peuples autochtones dans les aires forestières et forestières de montagne en Afrique de l'Est. Les organisations membres de l'HUGAFO se sont associées à IPACC, à ERMIS Africa et à d'autres organisations afin de développer les capacités au sein de la communauté autochtone pour la production, la documentation et le partage des connaissances autochtones avec les décideurs et les entités en charge de la mise en œuvre de ces décisions. ERMIS Africa a facilité la cartographie participative des paysages culturels et naturels avec les peuples autochtones Ogiek, Sengwer et Yiaku du complexe forestier de Mau, des collines de Cherangany et de la forêt de Mukogodo.

L'exercice de cartographie participative réalisé avec ces trois communautés a permis à trois générations d'oeuvrer à documenter et à codifier leur connaissances écologiques traditionnelles (CET) tant explicites que tacites. L'objectif était de produire une manifestation visible des connaissances orales et une plateforme pour le dialogue afin de mobiliser les CET à des fins d'activités de plaidoyer, d'affirmer les droits fonciers sur la base de leur utilisation et de la gestion des ressources par le passé, de renforcer la solidarité intergénérationnelle et d'étudier la manière dont les CET pouvaient être reliées à l'éducation formelle. ERMIS Africa estime que la réflexion sur les CET détenues par les anciens et

les communautés autochtones et leur valorisation peut permettre un dialogue plus important avec l'Etat en vue de prendre les mesures nécessaires pour reconnaître et protéger le patrimoine culturel immatériel dans l'objectif d'intégrer la transmission orale et informelle à l'éducation plus formalisée et scientifique dispensée par l'Etat.

Les exercices de cartographie du paysage culturel et naturel ont révélé que les communautés disposaient de connaissance et de pratiques complexes de l'écologie et de capacités à innover découlant du paysage naturel et de la capacité de l'écosystème et influencées par ce même paysage et cette même capacité. La gouvernance territoriale, la culture matérielle et immatérielle, les économies endogènes et les schémas des modes de vie sont la conséquence d'une interaction et d'un dynamisme générationnels et d'adaptations à l'écosystème. L'activité humaine a été influencée par les besoins de régénération de l'écosystème et de maintien de la diversité biologique, ce qui a permis à son tour de l'existence d'une civilisation de chasseurs-cueilleurs pérenne.



Les connaissances et les pratiques écologiques collectives et les innovations de ces peuples autochtones ont donné à ces communautés les moyens de survivre et de maîtriser la capacité biologique de leurs territoires. Ce système de connaissances écologiques profondément ancré dans les traditions ne peut cependant résister aux forces intrusives des politiques, des technologies, des cultures et des économies modernes qui ne respectent pas la capacité de l'écosystème à se régénérer. L'ignorance volontaire par l'Etat colonial de la manière dont les CET jouaient un rôle fondamental dans la capacité d'adaptation de l'écosystème constitue à l'heure actuelle un conflit latent avec les politiques et les décideurs.



Modélisation participative en 3D des Ogiek

La première expérience africaine de la modélisation participative en trois dimensions a été développée par le peuple Ogiek du complexe forestier de Mau en 2006. Les activistes Ogiek ont participé à la conférence sur la cartographie au service du changement sponsorisée par la CTA et organisée en 2005 à Nairobi, et se sont aperçus que la technique 3D pourrait leur être utile.

Les activistes Ogiek avaient déjà travaillé avec ERMIS Africa à l'utilisation de cartes satellites et de croquis destinés à identifier les limites des territoires ancestraux de Ogiek afin de protéger leurs droits fonciers et leur patrimoine culturel. Le processus de cartographie 3D participatif a été organisé par ERMIS Africa avec l'aide de la CTA. Les anciens de la communauté ont joué un rôle central dans le processus de développement d'une légende permettant de stimuler un échange de connaissances intergénérationnel et de renforcer la langue autochtone.

Au lieu de se concentrer sur les activités de plaidoyer et les droits fonciers, les anciens de la communauté Ogiek ont considéré que le modèle en 3D pourrait constituer une plateforme d'apprentissage intergénérationnel sur le paysage et le patrimoine culturel immatériel. Le modèle final a résulté sur une carte faisant apparaître un écosystème forestier d'antan plus ancien, plus intact, plus sain et plus fonctionnel – illustrant l'environnement physique, biologique et culturel tel qu'il existait dans les années 1920. La documentation du patrimoine culturel matériel et immatériel a permis de valoriser les connaissances locales et de renforcer l'identité culturelle des Ogiek.

L'exercice de modélisation en 3D a duré 11 jours et a constitué en les activités suivantes : donner des indications sur les techniques de facilitation et la pratique de la modélisation participative en 3D ; faciliter le développement d'un modèle 3D à échelle et géoréférencé par les élèves des écoles ; faciliter le développement de la légende de la carte ; la reproduction par les anciens des cartes mentales ; et l'extraction de données par photographie numérique. La numérisation à l'écran, la définition de la réalité du terrain et la production de cartes thématiques ont été réalisées au cours des mois de septembre à décembre 2006.

Des membres des communautés locales, des facilitateurs et un certain nombre de stagiaires kenyans et venus de l'étranger ont assisté à l'exercice cartographique. La communauté locale était représentée par des élèves des écoles (30), des enseignants (6) et environ 120 anciens Ogiek, hommes et femmes délégués par les 21 clans.

Les étudiants ont fabriqué les modèles vierges 3D à échelle en trois jours. Une fois le modèle achevé, les anciens issus de clans sélectionnés y ont travaillé sur trois sessions, chacune durant environ 1,5 jour. Chaque session incluait 5 à 7 clans et chaque clan était représenté par quatre ou cinq anciens. Les participants ont reçu les outils et codes nécessaires pour pouvoir travailler sur le modèle. Ce dernier se composait de deux unités, mesurant chacune 2,4 m x 1,2 m.

L'exercice a mené à la construction d'un modèle solide 3D au 1:10 000e du Complexe forestier oriental de Mau, couvrant une surface totale de 576 km².

Pour les Ogiek, l'objectif de cet exercice était de transférer les connaissances et, si possible, la sagesse et les valeurs des générations aînées aux plus jeunes. La création de cartes en 3D s'est avérée être un processus formidable pour permettre aux individus de tout âge de s'impliquer dans leur paysage et leur patrimoine dans un environnement inspirant et familial.

Ci-dessous : Les Ogiek déplacent leur modèle achevé, qui porte des épingle et des fils codés pour indiquer les noms des lieux. Des étiquettes indiquent tous les noms de lieux autochtones, généralement non enregistrés par les cartographes de l'Etat



La modélisation participative en 3D s'est également avérée être un catalyseur pour stimuler la mémoire et créer des représentations visibles et tangibles d'un écosystème forestier antérieur. Le temps passé sur la légende a permis une plus grande clarification sur la signification des symboles et de la relation entre les caractéristiques naturelles et culturelles. La carte produite représentait à la fois le patrimoine matériel et le patrimoine immatériel des Ogiek, faisant apparaître les sites culturels, les systèmes de connaissances, les relations sociales, la gestion écologique par la communauté et identifiant les sites physiques importants.

L'école primaire locale a participé à l'exercice de cartographie, en dépit de craintes que le Ministère n'approverait pas cette activité. Les élèves ont joué un rôle essentiel en découplant les courbes de niveau de la carte après l'école. Les jeunes ont travaillé avec les anciens à codifier la carte et à lister correctement le patrimoine immatériel. Ce processus s'est globalement caractérisé par une forte coopération, ainsi qu'un apprentissage et la création de liens intergénérationnels. Différents clans ont travaillé sur le modèle des jours différents pour y contribuer grâce à leurs connaissances locales.

La communauté ne disposait d'aucun plan d'action avant de réaliser la modélisation participative en 3D, et un consensus sur l'action a émergé au cours de la production de la carte. « Après l'expérience de l'exercice cartographique et avec l'aide d'ERMIS Africa, nous avons développé un Plan d'Action Communautaire Participatif », a indiqué Francis Kakwetin, représentant des Ogiek. Plusieurs questions pertinentes étaient abordées dans le Plan d'Action Communautaire Participatif, comme le leadership, l'environnement, le développement socioéconomique et l'éducation. Une organisation communautaire a ensuite été créée afin de mettre le plan d'action en pratique.

« Grace à l'expérience de l'exercice cartographique, nous parvenons à convaincre le gouvernement de reconnaître l'importance de notre Système de connaissances traditionnelles de la conservation de la diversité biologique », poursuit Paul Kanyinke Sena, représentant régional d'IPACC pour l'Afrique de l'Est. « A l'heure où je parle, une équipe de travail a été mise en place au Kenya pour protéger la forêt de Mau. Les cartes nous ont permis de faire part de nos connaissances au gouvernement. Le gouvernement a parlé avec les anciens de la communauté et s'est aperçu qu'il était impossible de développer un plan de gestion du complexe de Mau sans les connaissances des Ogiek ».



Modélisation participative en 3D des Sengwer

Les Sengwer (également connus sous le nom de Cherangany ou Dorobo) sont un peuple autochtone et une minorité ethnique qui pratiquait auparavant la chasse et la cueillette sur les versants des collines de Cherangany à l'Ouest du Kenya. Les collines de Cherangany se trouvent dans la province de la Vallée du Rift. Du fait des politiques coloniales, ces populations se trouvent désormais réparties dans quatre districts administratifs : les districts de Trans Nzoia Est, de Pokot Ouest, de Pokot Central et de Marakwet sur les collines de Cherangany et aux alentours. On estime que les Sengwer comptent actuellement environ 30 000 personnes. Leur organisation culturelle se compose essentiellement de sous-tribus, de clans et de totems.

Les collines de Cherangany sont recouvertes d'une série de forêts indigènes. Ces forêts se composent de 12 blocs administratifs. Les sols sont bien drainés et modérément fertiles. Les collines constituent des lieux importants pour la diversité biologique, celles-ci accueillant plusieurs types de forêt et des espèces animalières et avicoles menacées dans la région.

Les collines de Cherangany : Une réserve d'eau à l'importance internationale

La Nzoia prend sa source dans les collines de Cherangany et se jette dans le lac Victoria. La Muruny et l'Empoput sont des cours d'eau qui prennent également leur source dans les collines de Cherangany et se jettent dans le lac Turkana. Le bassin-versant des collines de Cherangany constitue des aires de conservation majeures qui incluent les réserves suivantes : Le parc national de Saiwa, célèbre pour la *sitatunga*, une espèce d'antilope menacée ; la réserve nationale du Sud du lac Turkana ; la réserve de Rimoi ; et les réserves nationales de la vallée de Kerio.

Les programmes d'action sur l'eau disposant de financements internationaux ont tous échoué à reconnaître la présence des Sengwer et leurs libertés fondamentales, ainsi que les droits humains des peuples autochtones vivant sur ce territoire. Les agences de développement international, comme la Banque Mondiale, l'Union Européenne, la Banque de Développement, KfW et autres apportent leur soutien à l'initiative de Développement communautaire et d'atténuation des inondations et de gestion des ressources naturelles dans l'Ouest du Kenya (WKCDDFM / NRM). Le principal projet de gestion de l'eau a été initié sans chercher à obtenir le Consentement libre, préalable et informé (CLPI) des Sengwer. Le Projet d'adduction d'eau et d'assainissement du Kenya (WASSIP) a en particulier généré de nouvelles menaces à la survie des Sengwer qui ne disposent pas de droits fonciers, ne bénéficient d'aucune reconnaissance politique ou de représentation dans la gouvernance.

Ce n'est qu'après une campagne d'activisme d'envergure que la Banque Mondiale a mis en place un Cadre de planification des peuples autochtones pour la WKCDDFM/NRM et le WASSIP. De même, la Banque de Développement KfW a répondu aux critiques d'IPACC et du Programme de développement des peuples autochtones Sengwer (SIDP) en ouvrant la porte aux négociations et à la participation. Les Sengwer ont pu se reposer sur les instruments internationaux pour protéger les droits des peuples autochtones, l'Etat kenyan ne reconnaissant toujours pas officiellement le problème ou les peuples concernés.

Cartographie

Après un exercice de modélisation participative en 3D réussi du complexe forestier de Mau par les Ogiek en 2006, la communauté Sengwer a initié son propre projet de gestion des terres ancestrales, des droits culturels et des ressources naturelles, incluant les collines de Cherangany. Le projet a été financé par Rainforest UK et mis en œuvre par ERMIS Africa.

A gauche : Le paysage kenyan





L'objectif Sengwer

La principale préoccupation des Sengwer était de démontrer leurs connaissances ancestrales et leur utilisation et leurs modes de conservation de l'écosystème. L'exercice cartographique devait permettre aux Sengwer de produire un Plan de gestion des terres ancestrales, des droits culturels et des ressources naturelles. Ce plan devait à son tour permettre aux Sengwer d'entamer des négociations avec les agences impliquées dans les décisions sur le bassin-versant, comme la Banque de développement KfW, le gouvernement du Kenya et d'autres agences de développement. Les Sengwer affirmaient leurs droits à être reconnus, à protéger leurs droits à l'utilisation, au contrôle et à la gestion des ressources naturelles sur leur territoire aborigène.

Objectifs du projet

1. Développement d'une carte communautaire par les Sengwer qui seront affectés par le projet de gestion de l'eau de Kapolet financé par la Banque de développement KfW et visant à alimenter la ville de Kitale en eau ; et autres programmes de développement sur les collines de Cherangany ;
2. Négociation, en utilisant la carte, avec le gouvernement du Kenya ; la Banque de développement KfW ; la Banque mondiale et autres partenaires au développement en vue de parvenir à une solution juste pour les Sengwer ;
3. Renforcement des libertés fondamentales et des droits humains et autochtones de la communauté Sengwer ;
4. Donner aux Sengwer le pouvoir de développer et de mettre en œuvre un plan de gestion intégré de leurs domaines, de leurs ressources naturelles et de leur territoire coutumier.

La construction d'un barrage destiné à alimenter en eau la ville de Kitale, projet entamé par le gouvernement du Kenya à l'aide de fonds de la Banque de développement KfW (Allemagne) sur la Kapolet, dans la forêt de Kapolet/Kiteeper, en plein territoire ancestral Sengwer, a incité la communauté des Anciens à décider de la nécessité de réaliser un exercice de modélisation participative en 3D de leur territoire.

Les critères adoptés pour la sélection de l'aire de projet sont les suivants :

- Disposer d'un document tangible pour les négociations sur la gestion des terres ancestrales, des droits culturels et des ressources naturelles des Sengwer ;
- L'intérêt exprimé par les Partenaires au développement (comme la Banque mondiale, la Banque de développement, l'Union Européenne, etc.) à poursuivre leurs programmes sur les collines de Cherangany ;
- Sa valeur culturelle et spirituelle pour la communauté ;
- La disponibilité d'informations topographiques et terrestres.

Négociation avec la Banque de développement KfW

- Reconnaissance par la Banque de développement KfW, le gouvernement du Kenya, la Société de Services des Eaux du Lac Victoria Nord, que les collines de Cherangany appartiennent aux peuples autochtones Sengwer ;
- Reconnaissance et respect du fait que la Kapolet est un cours d'eau présentant une forte signification spirituelle et culturelle pour les peuples Sengwer ;
- Acceptation par la Banque de développement KfW de financer les projets communautaires ; 20 millions de Kshs ont déjà été mis de côté pour la construction d'un centre médical communautaire, d'une école primaire et pour l'approvisionnement de la communauté en eau.

Sécurité

Le personnel de sécurité du gouvernement de l'armée nationale du Kenya et de l'Administration provinciale a utilisé le modèle pour identifier les itinéraires des voleurs de bétail armés dans les forêts indigènes des collines de Cherangany.

Conclusion sur l'expérience Sengwer

« Il s'agit d'une réussite importante dans la lutte pour les droits au sol ancestraux de notre communauté. Merci à l'organisme de financement, Rainforest UK, pour cette réussite. Soyez bénis ».

M. Kapkudos, ancien Sengwer.

La communauté Sengwer et les stagiaires ont pu tirer partie de l'exercice et ont réalisé le potentiel de la modélisation participative en 3D/de la gestion et de la communication des informations spatiale, comme méthode efficace pour traiter des problèmes environnementaux et sociaux et renforcer le développement ascendant et la prise de décisions collective. La cartographie a aidé la communauté à bénéficier de la reconnaissance qui lui avait été auparavant niée par d'importantes agences de développement. L'exercice cartographique a littéralement permis aux Sengwer de figurer de nouveau sur la carte du Kenya.

*A gauche : L'un des cinq dernières personnes à parler
le Yiaku montre comment préparer des systèmes
de fumigation pour calmer les abeilles sauvages,
forêt de Mukogodo, Kenya*

A droite : Chasse traditionnelle Hadza au Kenya



Modélisation participative en 3D des Yiaku

Les chasseurs-cueilleurs en forêt Yiaku se rencontrent dans la forêt de Mukogodo, dans le centre du Kenya. Ils sont les survivants de la famille Kushitique, un groupe linguistique très ancien ayant occupé le territoire avant l'immigration nilotique et bantu. Au cours des deux dernières décennies, la langue et la culture de chasse yiakunte ont été déplacées et le peuple a été assimilé à la culture grégiaire de langue maa (nilotique).

La forêt sub-humide se trouve au centre des plaines semi-arides de Laikipia, face au Mt Kenya. En dépit de leur langue listée comme mourante, avec seulement 15 personnes parlant et maîtrisant moyennement le Yiakunte, la communauté dispose d'un patrimoine culturel à la fois Yiaku et Masaï. La communauté change progressivement ses pratiques d'utilisation du sol en faveur d'une culture grégiaire, combinée à la culture traditionnelle Yiaku d'élevage d'abeilles.

Paysage

L'une des caractéristiques distinctives de la culture Yiaku est la récolte du miel, qui tient une place centrale dans leur culture, à fois en termes de moyens de subsistance et de statut social. L'élevage des abeilles constitue la base essentielle pour la délimitation des territoires de la famille et du clan. L'ampleur du territoire sera déterminée par la surface requise pour mettre en place un rucher. Cette surface sera à son tour déterminée par la demande en miel par chaque famille, la disponibilité de main-d'œuvre pour récolter le miel des ruches strictement réservées aux membres de la famille, et une allocation d'espace général afin d'éviter les voisinages trop proches risquant d'amplifier les conflits liés aux activités de chasse qui nécessitent un territoire étendu.

Les Yiaku dépendaient des ruches en bois construites par l'homme et les nids d'abeille naturellement présents dans les troncs d'arbre ou les replis rocheux. Les ruches en bois étaient faites à partir d'un arbre appelé *Napaku*, qui était percé à l'aide d'un outil coupant appelé *Nkaaba* (Yiaku) ou *Lturet* (Masaï). La longueur de la ruche en bois est déterminée par la longueur d'une main d'homme approchée par les deux côtés opposés de la ruche, et varie donc d'une personne à l'autre, et la ruche dispose d'un diamètre suffisant pour permettre d'y insérer généralement un pied et demi. Les rapports oraux indiquent qu'il faut une journée complète à une personne pour creuser une seule ruche.

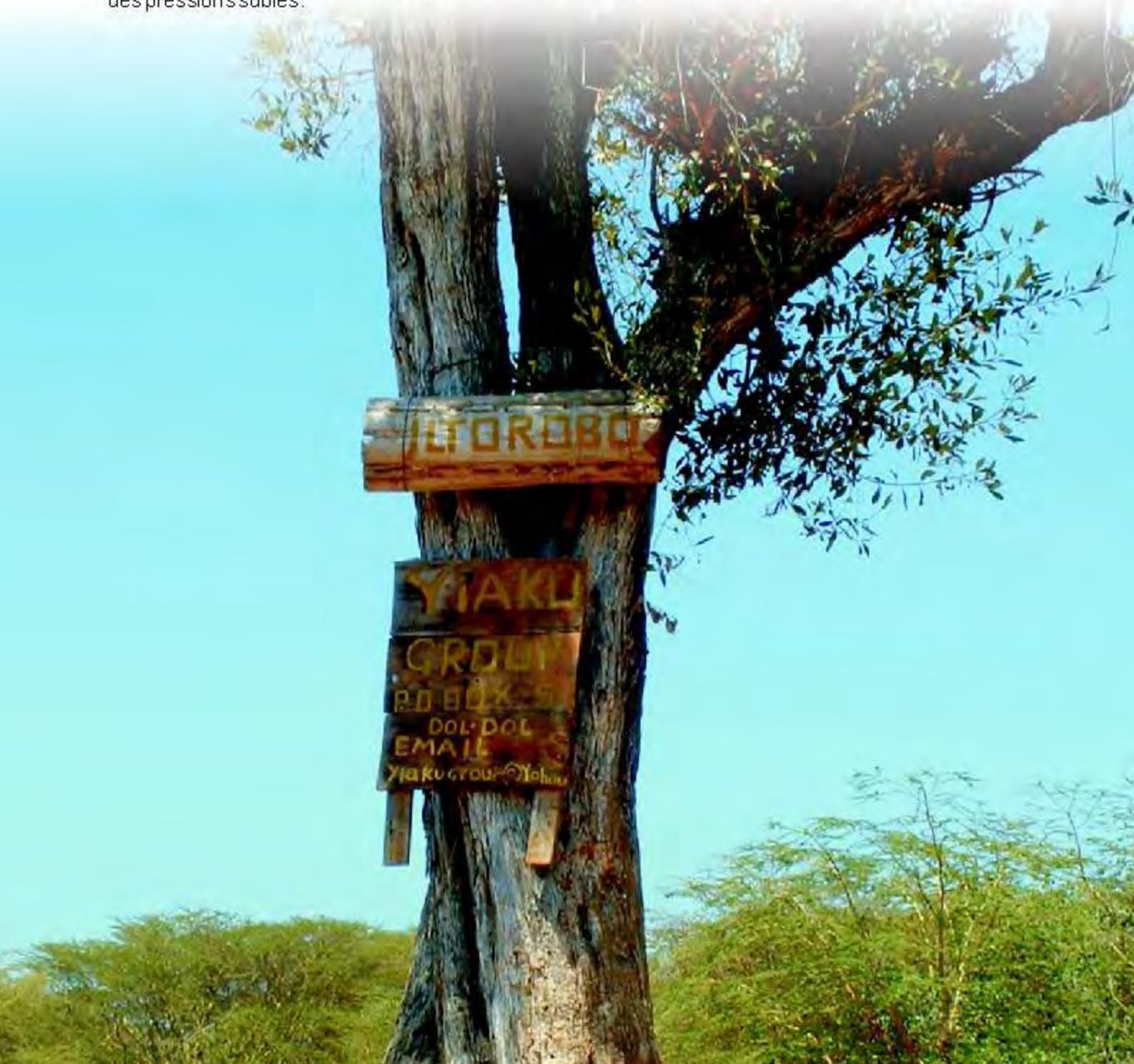
Les saisons de récolte du miel sont déterminées par la saison de floraison des arbres, qui varie d'une espèce d'arbre à l'autre. Les principaux mois de floraison sont mars, août et octobre, ce qui constitue généralement un cycle permanent de production de miel, assurant la sécurité alimentaire dans les familles. En mars, l'espèce d'arbre dominante est le *Lmergweit* (*Croton megalocarpus*), en août il s'agit du *Lmorijo* (*Acokanthera schimperii*) et en octobre, le *Lgilei* (*Techlea simplicifolia*). Les Yiaku respectent des règles strictes visant à limiter l'activité humaine et le pâturage du bétail pour garantir le cycle de floraison annuel nécessaire afin d'assurer la production de miel. Cette technique adaptative illustre comment les connaissances écologiques traditionnelles sont développées en symbiose avec la capacité et les fonctions d'un écosystème dans lequel les précipitations peuvent être irrégulières.

Les grottes sont classées en terme de taille et de positionnement géologique. *Tilpipi* est le terme Yiaku utilisé pour une grotte creusée par un cours d'eau et qui est actuellement occupé par des hyènes mais était de par le passé occupée par l'homme. Dans certains cas, la zone peut comprendre des grottes jumelles, avec une grotte souterraine (*Taapaï*) et une grotte supérieure (*Tiir-loo*). Un *paidong* est une grande grotte permettant d'abriter moins de dix membres, quelques têtes de bétail et des chèvres. L'*Onyimar* est une grotte qui peut héberger une famille de 20 à 30 personnes, rendue possible par la polygamie pratiquée par la communauté Yiaku, un troupeau de chèvres et de moutons, et environ 2 réservoirs à miel (*jitaamai*) destinés à stocker le miel, en particulier en temps de sécheresse. Un *Keeminy tambi* est une grande grotte disposant d'une porte à l'entrée.



L'exercice cartographique a permis de rassembler les communautés Yiaku après de nombreuses années de séparation, de renforcer la coalition entre différents groupes et le partage intergénérationnel des connaissances. La cartographie des Yiaku s'est concentrée sur le patrimoine culturel de la forêt de Mukogodo. Contrairement à la forêt de Mau (fortement dégradée) et de Cherangany (de plus en plus dégradée), la forêt de Mukogodo est géographiquement isolée et n'est pas touchée par les bûcherons. Elle se distingue également par le fait qu'aucun fonctionnaire de l'office national des forêts étroitement, lesquels sont prétendument associés à l'exploitation illégale de la forêt, ne se trouve dans les environs.

L'exercice cartographique a suivi un format similaire à celui utilisé par les Ogiek, permettant à différents clans de cartographier leurs domaines ancestraux, d'indiquer les schémas relatifs au miel et à la diversité biologique, les grottes qui présentent une importance historique et les limites du clan. L'exercice cartographique s'est déroulé en langue Maa de Laikipia, ainsi que dans la langue Yiakunte, quasiment disparue et parlée par moins de dix anciens. La modélisation participative en 3D a permis la saisie de la terminologie menacée de la langue Yiaku, que seules neuf personnes parlent couramment. Avec la présence de ces deux langues, les jeunes ont pu découvrir les connaissances traditionnelles sur l'écologie, l'adaptation aux fluctuations du climat, et l'importance de limiter les activités humaines et du bétail pour garantir l'intégrité de l'écosystème et lui permettre de se remettre des pressions subies.



Un suivi appuyé par l'UNESCO au Kenya

Avec l'appui de l'UNESCO, les représentants des organisations des peuples autochtones impliqués dans l'exercice de cartographie se sont réunis lors de deux ateliers afin de réfléchir aux expériences de cartographie et d'élaborer quelques observations sur la relation qui existe entre la cartographie et la possibilité de protéger leurs connaissances traditionnelles sur l'écologie dans le cadre de leur patrimoine immatériel général. Les détenteurs des connaissances et les activistes ont pu partager leurs expériences de la cartographie et ont pu étudier les défis et les opportunités qui permettraient de stimuler une transmission intergénérationnelle et interculturelle, ainsi qu'une valorisation des connaissances écologiques traditionnelles plus poussées, et les valeurs pratiques et institutions qui s'y rapportent.

Le projet d'Education pour le développement durable au Kenya a consisté en deux ateliers organisés à Nakuru en août 2008 et à Nanyuki en novembre 2008. Le premier atelier a été organisé avec des activistes autochtones et les anciens, pour réfléchir à l'exercice cartographique et recherche un consensus sur le moyen de faire progresser le projet et la coopération intercommunautaire. Les résultats de l'atelier de Kakuru ont été communiqués lors de l'atelier TIG-CET de Windhoek en août. Le second atelier du Kenya, organisé à Nanyuki, a consisté en un dialogue entre les détenteurs des connaissances autochtones et les institutions académiques kenyanes ayant reçu la tâche de protéger et de promouvoir les connaissances écologiques traditionnelles par le biais de l'éducation formelle. Les participants aux deux ateliers ont ainsi étudié les moyens formels et informels de protéger et de transmettre les connaissances, la culture et les valeurs.

Les exercices de cartographie ont permis de mettre en avant, pour les anciens comme pour les plus jeunes, la richesse des systèmes de connaissances, les valeurs, les compétences et l'expertise détenues par les peuples forestiers autochtones quant à leurs territoires, et les liens entre l'activité humaine, la culture humaine et la pérennisation de la biodiversité. Chaque exercice a permis d'affirmer la culture, les connaissances et les traditions de la communauté, et de renforcer substantiellement un sentiment d'identité et d'expériences communes entre les peuples forestiers autochtones du Kenya. Les populations ont senti que la cartographie leur permettait de renforcer leurs capacités, et les jeunes comme les anciens ont eu le sentiment de redécouvrir une langue partagée et un objectif commun.

Les échanges interculturels entre les membres de la communauté se sont dans chaque cas avérés positifs. ERMIS Africa note cependant que ce qui permettait de s'affirmer et était source de richesse au niveau communautaire pouvait rapidement se changer en colère, lorsque des représentants du gouvernement étaient invités à observer et à prendre en considération les résultats de l'exercice cartographique. Les représentants du gouvernement ont dans certains cas fait preuve d'hostilité vis-à-vis des efforts d'auto-définition et d'auto-détermination culturelle, perçus comme des menaces aux politiques et au pouvoir du gouvernement. Si les universitaires ont loué la richesse des discussions et des résultats, une réflexion plus approfondie est cependant nécessaire afin de déterminer dans quelle mesure la cartographie civile et la création d'inventaires culturels autochtones similaires constituent des atouts pour la gouvernance et le travail de planification, d'adaptation et d'atténuation du développement durable du gouvernement, plutôt qu'un défi au pouvoir et à l'autorité.



Les représentants des communautés autochtones Ogiek, Sengwer et Yiaku ont listés les divers bénéfices de la cartographie issus de l'exercice de modélisation participative en 3D et de cartographie de la manière suivante :

La cartographie favorise l'harmonie au sein de la communauté :

Conflits internes : La cartographie permet à certaines communautés de résoudre des conflits sur les limites intracommunautaires. Chez les Ogiek, la destruction du Complexe forestier de Mau et l'allocation illégale de portions de la terre ancestrales à des communautés migrantes ont interféré avec les mémoires des limites du clan. La confusion associée aux limites a donné lieu à des désaccords mineurs quant à l'existence et à la localisation de points de repère, donnant lieu à des conflits sur les limites entre 15 clans. La combinaison de la cartographie par photographie aérienne, de la modélisation participative en 3D et des études GPS a permis aux clans de résoudre 14 de ces conflits portant sur les limites. Les trois communautés ont confirmé que la propriété de la terre était désormais explicite entre les différents clans.

L'apprentissage intergénérationnel :

L'opportunité pour les anciens, les jeunes et les enfants d'interagir dans la cartographie et les discussions étendues sur le paysage culturel et naturel, de discuter du passé, de la gouvernance et les valeurs de la communauté, constituent tous d'excellents apprentissages intergénérationnels et fondés sur l'expérience.

Découvrir des similarités et des liens culturels :

Des sites culturels similaires : Les trois communautés de chasseurs-cueilleurs partagent certaines connaissances écologiques traditionnelles : Des éléments spécifiques du paysage ; des sites spirituels similaires ; l'utilisation des grottes ; les pratiques de chasse ; la localisation des pierres à lécher ; les sites d'élevage d'abeilles ; les lieux de sépulture.

Un patrimoine juridique traditionnel partagé : La terre peut faire le lieu d'échanges entre clans, à titre d'amende dans le cas où un jeune homme mettrait enceinte une jeune fille non circoncise ou tous autres crimes antisociaux comme le meurtre.

Le lien entre la langue et le paysage : Les normes socio-linguistiques Swenger et Ogiek sont différentes. Les Sengwer parlent ouvertement leur langue, quel que soit le lieu où ils se trouvent. Les Ogiek tendent à faire preuve de plus de méfiance en présence d'autres ethnicités. Par la cartographie et le partage de leurs expériences, ils ont découvert un patrimoine commun à la grande richesse au niveau de la terminologie, ainsi que des différences intéressantes.

Dans toutes les cartes, la signification des noms de lieu (toponymes) était perdue, et la modélisation participative en 3D constitue un excellent moyen de retrouver, de documenter et de réfléchir aux lieux de rencontres. L'Ogiek et le Sengwer étant des langues d'une même famille, ils étaient même capables de retrouver l'accès à des lieux de rencontres en étudiant leurs cartes respectives. Les Yiaku y ont ajouté leur expérience de documentation associée à leur langue fortement menacée et ont appris comment fonctionnait le système de connaissances derrière les toponymes, dont certains ont été retransmis dans la nouvelle langue dominante ;

Noms de lieux traditionnels et exotiques et qualifiant la biodiversité : Les cartographes ont pris conscience de l'importance et de la présence des noms aborigènes ainsi que des noms de lieux géographiques exotiques et des noms qualifiant la diversité biologique (Yiaku, Ogiek) ;

Noms de clan et de famille communs aux trois communautés : Bien qu'elles vivent loin les unes des autres, ces communautés ont découvert des liens entre les clans de différentes communautés (Ogiek et Yiaku) ainsi que des ressemblances physiques entre elles (Yiaku et Sengwer) ;

Technologies et compétences communes : Les Ogiek venant de Nakuru et de Narok se sont rendus compte qu'ils avaient les mêmes pratiques de détection des ruches d'abeilles et qu'ils étaient tous très impliqués dans des activités apicoles.

A l'extrême gauche : Nzola, Ouest du Kenya

A gauche : La modélisation participative en trois dimension nécessite une intense communication intergénérationnelle. Les membres de la communauté Ogiek travaillent sur la carte de Mau, Nessuit, Kenya



Conclusion

Le choix de l'utilisation de la modélisation participative en trois dimensions par les anciens Ogieks, Sengwer et Yiaku pour lister leurs CET a présenté de nombreux avantages : la promotion de la langue locale ; la modélisation du territoire ; la participation d'un grand nombre de personnes ; l'apprentissage sur l'adaptation ; être capable de garder le modèle achevé dans la communauté pour référence et utilisation futures. L'intégration d'une dimension verticale, des matériaux simples à manipuler (carton, fils de coton, papier et peinture) pour construire le modèle, le langage visuel ainsi qu'une légende interactive en langue maternelle constituaient des éléments permettant aux anciens de reconstruire leur paysage, leur histoire et leur culture. Les modélisations participatives en 3D ont permis de réveiller et d'affirmer le respect de la nature et l'intégrité de l'écosystème.

Principales observations et recommandations :

- La cartographie est un outil puissant pour sensibiliser la communauté à la CET et créer des plateformes pour le dialogue avec les décideurs et les personnes d'influence ;
- Consolider le partenariat entre les peuples autochtones et les intermédiaires techniques par le développement d'un bureau centralisé des documents associés aux CET et aux SIGP, ainsi que la formation des populations autochtones à la gestion de l'information ;
- Promouvoir le dialogue interafricain sur la valeur des CET pour le développement durable ;
- Améliorer la connaissance par la communauté du rôle des CET dans l'adaptation et l'atténuation des changements climatiques, dans le cadre d'une approche au développement durable ;
- Promouvoir le soutien financier et technique pour aider les communautés locales et autochtones à accéder aux technologies de l'information et de la communication et autres ressources appropriées pour leur fournir des exemples de documents de CET précieux pour la promotion du développement durable, de la sécurité alimentaire, du maintien de la paix et de la conservation de la diversité biologique et culturelle ;
- Développer des alliances entre les organisations de la société civile, les agences de conservation, les institutions académiques, les communautés rurales et les intermédiaires techniques afin de démontrer, de valoriser et de promouvoir la reconnaissance des CET et de la gestion communautaire des ressources naturelles et de l'intégrité de l'écosystème ;
- Stimuler l'engagement des agences des Nations Unies dans la promotion de la cartographie participative et de son lien avec l'EDD et l'application des CET dans les stratégies de développement rural ;
- Encourager l'UNESCO à partager ses instruments et approches à visée normative avec différents ministères du gouvernement national, ainsi qu'avec d'autres agences de l'ONU/mondiales, notamment le FEM, le PNUD, le PNUE, la Banque Mondiale et la CCNUCC.

Ci-dessous : Les Hazda dans la vallée de Yaeda, Tanzanie



Sites web liés :

Rapports sur la cartographie de Nessuit :

<http://idv.sagepub.com/cgi/content/abstract/23/2-3/113>
<http://www.iapad.org/sfaa/ppt.htm>

Site Web de l'HUGAFO : <http://www.hugafo.org/>

Site Web de l'ERMIS : <http://shalinry.org/reports/>

Site Web de SHALIN ry : <http://shalinry.org/reports/>

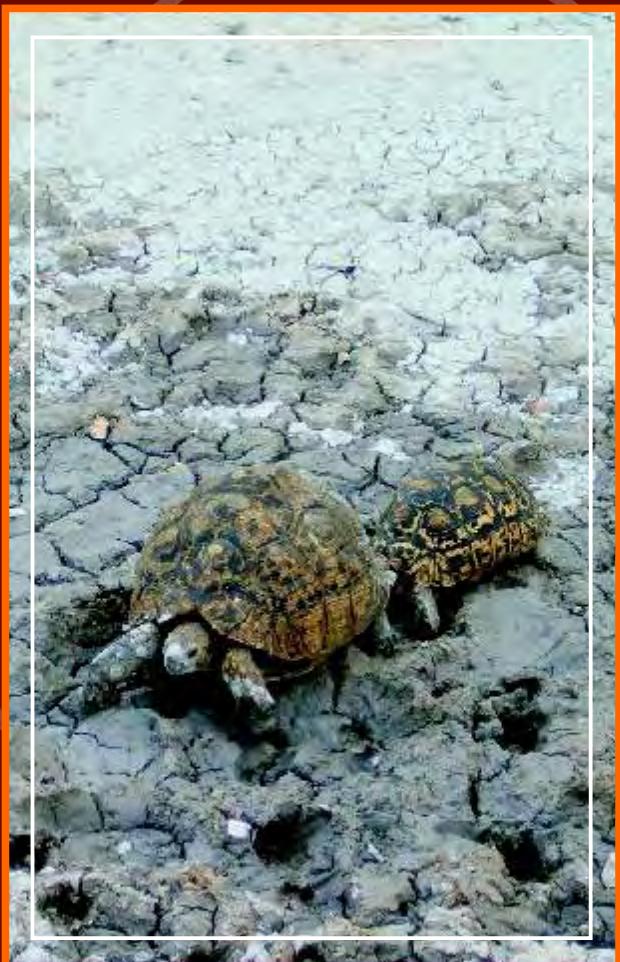
Cartographie Ogiep : <http://www.iapad.org/applications/ich/mauforest.htm>

Cartographie Sengwer : <http://www.iapad.org/applications/ich/sengwer.htm>

Cartographie Yiaku : <http://www.iapad.org/applications/ich/mukogodo.htm>



Ci-dessus : Jeune garçon Hadza grimpant dans un baobab pour récolter du miel, vallée de Yaeda, Tanzanie



Etude de cas de la Namibie : Représentation cartographique du paysage naturel - culturel

Cette étude de cas a été préparée par Nigel Crawhall (Secrétariat d'IPACC) et Ute Dieckman (LEAD, Centre d'Assistance Juridique, Windhoek)

Présentation

La Namibie compte environ 29 000 San, ainsi que 100 000 Koekhoes (associés aux San de par leur origine et leur langue bien que davantage éleveurs que chasseurs-cueilleurs par tradition). Le pays compte au total 1,9 millions d'habitants.

Les San de Namibie sont davantage reconnus par leur gouvernement que ceux du Botswana. Le Jul'hoansi et le Khoekhoegowab sont enseignés à l'école. !Le Kung, le Khwedam and l'!Xoo ne sont pas reconnus par l'Etat, bien que des efforts soient en cours pour y remédier. Les San disposent d'une présence minimum au sein du Parlement national ou au niveau du gouvernement local, mais une fois de plus, leur situation est meilleure que dans les pays voisins.

Sous le régime d'apartheid (l'Afrique du Sud a illégalement occupé la Namibie pendant plusieurs décennies, imposant ses lois de ségrégation raciale), certaines terres ont été allouées aux San dans le Nord-est du pays, bien que la majorité des San n'étaient alors pas reconnus et aient été dépossédés de tout droit foncier. Les Jul'hoansi ont réussi à utiliser la reconnaissance officielle pour établir l'un des premiers espaces de conservation naturelle communautaire du pays, connu sous le nom de Nyae Nyae à Tsumkwe Est. Le nom du site Ju'hoan est N!loq'an'!è, qui signifie « terre rocheuse ouverte ». A l'instar des Ju'hoansi, les communautés Khwe San commencent à établir à leur tour des espaces de conservation communautaire dans la partie occidentale de la Caprivi.

La conversion de la cuvette d'Etosha en Parc National et la confiscation de terres au profit de colons Blancs vivant près du Parc, furent l'une des lois foncières les plus aliénantes pour ce peuple. Cela conduisit à un déplacement forcé massif des peuples San Hailom. Les peuples !Kung et !Xoo des districts de l'Omaheke et de l'Aminuis se retrouvèrent eux aussi sans terres avec pour seul recours de travailler comme ouvriers agricoles.

Comme pour les San des pays voisins, les communautés San font partie des plus pauvres de Namibie, et disposent d'un accès très réduit aux services ou aux ressources nationales. La Namibie est plus progressive dans sa législation et ses politiques sur la gestion des ressources naturelles communautaires (**GRNC**) et le système de conservation permettent non seulement l'accès et la gestion de la propriété foncière locale, il est également relativement flexible, au bénéfice des éleveurs et des chasseurs-cueilleurs, qui peuvent continuer à exercer leurs modes de vie et à utiliser les ressources traditionnelles. Ce système comprend cependant des points faibles : peu est investi dans le développement des capacités des espaces de conservation ; la majorité des ressources de l'Etat sont concentrées dans les parcs nationaux ; et l'Etat a mis trop longtemps à reconnaître l'importance des connaissances écologiques traditionnelles pour la recherche scientifique, le contrôle de la diversité biologique et des changements climatiques et la création de moyens de subsistance.

A gauche : Une riche diversité de vie dans le désert namibien

Cartographie

La participation des populations autochtones à la cartographie a été bien moindre en Namibie qu'au Botswana voisin. Le projet de cartographie le plus considérable qui ait été réalisé et qui fut présenté lors de l'atelier de Windhoek, avait pour sujet les paysages naturel et culturel du parc National d'Etosha. Les aînés Hai||om ainsi que les jeunes ont travaillé avec une équipe de recherche allemande de l'université de Cologne et ont documenté leurs connaissances de la diversité biologique au sein du Parc National où ils habitaient jadis, mais d'où ils furent expulsés dans la deuxième moitié du 20eme siècle. Le projet de cartographie fait partie du projet Xoms |Omis (Le Projet d'Héritage d'Etosha) qui est actuellement géré par le Centre d'Assistance Juridique de Windhoek, en Namibie. Le projet a aussi bénéficié du soutien de Strata360 en coopération avec WIMSA et Open Channels (Royaume Uni). L'exercice de cartographie a fait partie d'un inventaire culturel plus vaste portant sur l'information zoologique, botanique et sur l'héritage pertinents pour la communauté et détenus par les aînés. Le projet de recherche était dirigé par le Dr Ute Dieckmann en collaboration avec les aînés et les pisteurs Hai||om, ainsi qu'avec un nombre de chercheurs Hai||om plus jeunes comprenant Victoria Haraseb et Elfrieda Gaeses.

La cartographie a impliqué des entretiens avec les anciens, des visites de sites dans le parc et une recherche considérable sur plusieurs années avec un groupe de cinq anciens. L'équipe de recherche a utilisé le GPS et a reconfiguré les cartes topographiques et satellites pour créer des cartes du paysage culturel-naturel du parc national générées par SIG. Les cartes se sont concentrées sur l'histoire humaine (histoires personnelles, lieux d'habitation, sépultures et déplacements), les connaissances botaniques (comme les noms des plantes et leur utilisation), les connaissances zoologiques (comme les migrations des animaux, les schémas territoriaux) et l'utilisation des ressources naturelles (comme les méthodes de chasse, la préparation de la viande et des produits de la savane, etc.).

Les objectifs du projet Xoms |Omis sont les suivants :

- Etudier, conserver, protéger et promouvoir le patrimoine culturel et environnemental du parc national d'Etosha et de ses environs ;
- Proposer des programmes de développement de la capacité sur la base de ce patrimoine pour les Hai||om qui ont un véritable intérêt dans l'héritage culturel et environnemental du parc ;
- Développer, appuyer et mettre en œuvre des projets visant à l'amélioration des moyens de subsistance pour toutes les communautés disposant de liens historiques forts avec le parc national d'Etosha, sur la base du patrimoine culturel de la région d'Etosha.

A l'heure actuelle, le Dr. Ute Dieckmann prépare un guide sur le patrimoine culturel des Hai||om d'Etosha, qui sera vendu aux touristes afin de générer des revenus pour le projet. Ce projet de livre est financé par l'ambassade d'Allemagne.

Les carte du patrimoine Hai||om ont été présentées par deux jeunes activistes, Smithley « Padeiro » Haneb et Anna Ais. Tous deux sont actifs dans l'organisation pour la jeunesse d'Outjo Hai||om et WIMSA. Ils ont été actifs dans le programme régional de l'IPACC sur le pistage et les connaissances écologiques traditionnelles. La présentation a été accueillie chaleureusement par les délégués à Windhoek, en partie à cause du niveau de détail des cartes, mais aussi du fait de la passion de ces jeunes activités qui n'avaient pourtant pas participé aux recherches effectuées dans les années 1990.



L'une des leçons de l'exercice cartographique des Hai||om d'Etosha est que des cartes qui sont bien faites avec un petit groupe d'anciens et d'activistes deviennent un trésor vivant pour les générations futures et continue à avoir une valeur de patrimoine culturel et de plaidoyer dans le futur.

En haut, à droite : Le paysage namibien



En bas, à droite : Les connaissances et les ressources botaniques peuvent être cartographiées

Verso : Poster des de chasse et de la distribution des ressources traditionnels Hai||om



HAIJOM TRADITIONAL WAYS OF HUNTING AND DISTRIBUTION OF RESOURCES

For countless generations before the establishment of Etosha Park and the private farms that now extend to its borders, the Haijom lived around the vast white Etosha Pan. From season to season they hunted its abundant wildlife and gathered its wild plants for food and for the materials used for clothing, weapons, shelter and many other things needed for everyday life.

The information illustrated on this map is from the memory and experience of Haijom who today live and work in the park, on adjacent farms or in nearby communities. Although this map does not describe a time when Haijom were living as undisturbed hunters and gatherers, it does help tell a story about the Haijom ways of hunting and collecting wild plants in their traditional territory at the time when great changes were beginning to overtake Haijom life in the park.

The encroaching change that would eventually drive the Haijom from their traditional territory also had a strong impact on the animals as well. The Haijom knowledge of animal movements and behaviour as shown on this map reflect a time before major changes were brought about by fencing, the drilling of water holes and the general confinement of the "natural world" to within the borders of the newly created Etosha Park.

In 1907 Etosha was declared a Game Reserve and the surrounding lands were steadily taken over by farmers and other settlers hungry for land. During this period Haijom continued to live, hunt animals and gather wild plants from the land around the Etosha Pan, but they also had goats and other livestock. Year by year their freedom to live even a greatly changed hunting and gathering way of life was more and more restricted. Finally in 1954, Haijom were no longer allowed to live in Etosha Park except as workers.



Blue Wildebeest (Gnu)

The blue wildebeest prefer open plains and the short grass to grow on. Over the year, they follow the same general east - west movements as the zebras, but do not move as far to the west. They tend to move from Oshikoto in the west to Fishers Pan and some continue north towards Jikhid and Iham. After a gestation period of nine months, a single calf is born between December and February. From October to February which is the month the females give birth, the bulls are moving alone.

The Haijom hunt wildebeest with bow and arrow using poison. They were most often hunted in the cool period from May to July, usually at the pan and at Mekies. When you used dogs, you did not need the poison, but otherwise it would run far away after being shot. The meat was not preferred or very important as as a source of food. The fat was not good since it became hard very quickly.

The location and numbers of animals changed because of changes in the availability of water, grasses, or from the leaves and fruit of bushes and hunted by Haijom follow ancient routes as they did not have maps. Some animals travel to the same place throughout the year. Certain animals anywhere in the Etosha Pan region while others are found in specific places depending on factors such as the type of geographic features or even the type of soil conditions. Some move with great speed or require water on the way.

The seasonal movement and other characteristics described from Haijom knowledge are reflected in settlement and ways of hunting. Changes in the dry water, plants and animals are used for example a different seasonal living sites, hunting and plant collection areas that the Haijom used.

Kub

During movement to the east or west not all of the animals will travel the entire distance. Some will stop in different places along the way where they will continue to feed until the return movement. Especially from March to November groups of zebra, springbok and wildebeest are found along the margins of the Etosha Pan. A few much smaller and more scattered groups of these animals will remain along the Etosha Pan throughout the year.

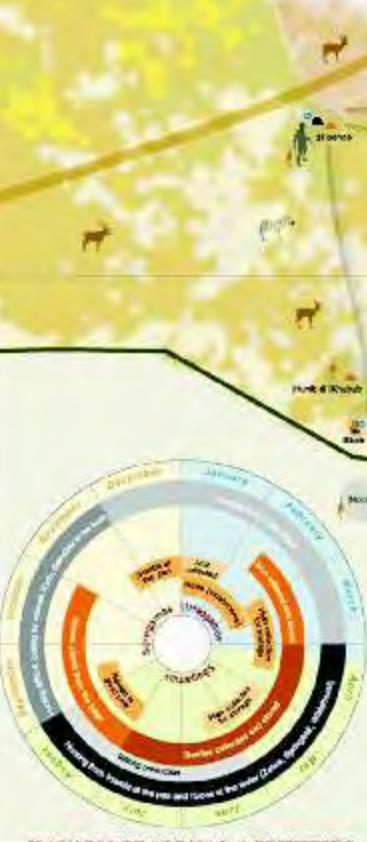


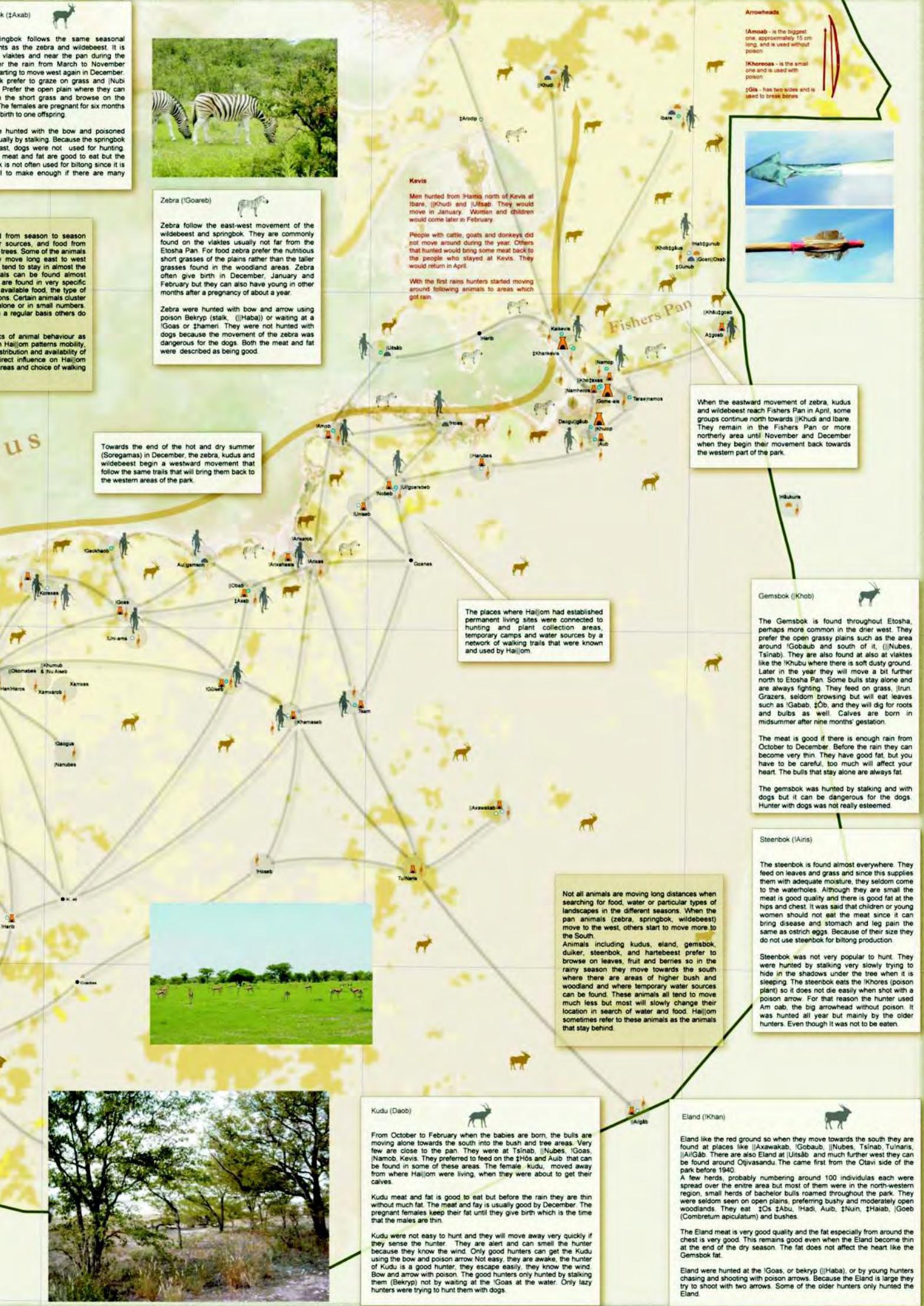
In March and April towards the end of the rainy season (Hagegome) thousands of zebra, kudu and wildebeest begin to move from the western part of Etosha Park around Oshikoto. They move along the margins of Etosha Pan as far as the eastern park boundary near Tukab Pan. All of these animals feed on the short grasses of the pan area and the low flat areas or veldtes although the springbok also will browse on low bushes (Habu). Haijom refer to these animals as the pan animals.

In April men start looking around for animals, but returning the same day. Later they stay at Hame and hunt near the park, preparing traps for storage. Women join when there is enough meat to have carry it back to Tukab. They go to the water hole to drink. People stayed at Tukab catching Kudu, bushbuck, Oryx, roots, Her, Zebra, berries etc after the rains.

In April men were driving out for animals around Oshikoto, Ondjiva and near the pan. Women were staying at Nkobos or Phasind. Thence by May and they would finally move back to Nkobos in September and bring bilions.

People went to Kukosso when Ondjiva goes ripe and stay for 2-3 weeks. Some families went to Tukab to collect zebra whilst it gets ripe.





Etude de cas du Botswana : Cartographie de la GCRN droit foncier et diversité biologique

Cette étude de cas a été rédigée par Nathanael Nuulimba (*Letloa, Botswana*), Nigel Crawhall (*IPACC*) et Arthur Albertson.

Contexte

Le peuple San est le peuple aborigène d'Afrique australe. Les traces de culture matérielle que l'on trouve dans la région témoignent de leur présence depuis au moins 25 000 ans. La présence des hommes dans la région date probablement de 100 000 ans. La population majoritaire de langue Bantou est arrivée dans la région suite à une grande migration allant du Nord vers le Sud au cours des 2 000 dernières années.

Le Botswana compte la population San la plus importante d'Afrique Australe. Le groupe San est composé de près de 60 000 individus, sur un total de 1,7 millions d'habitants. Les San eux-mêmes sont un groupe diversifié, parlant 10 langues différentes, issues de trois branches linguistiques majeures.

Comme pour la plupart des peuples autochtones d'Afrique, la crise pour les San réside dans le problème de l'insécurité foncière. Lors de l'Indépendance acquise en 1966, la plupart des San vivait dans des réserves tribales qui sont devenues des Terres Tribales, recouvrant 71,3% de la superficie du Botswana. Pendant les années 1970, le Gouvernement du Botswana a fait entrer en vigueur la Loi foncière de l'Etat, laquelle décrétait que toutes terres qui ne tombaient pas sous le régime de la propriété privée seraient considérées comme terres appartenant à l'Etat. Les Terres Tribales tombent désormais sous la juridiction de divers comités fonciers et elles peuvent - en fonction de l'accord du Ministère des collectivités locales et du sol - être allouées à des citoyens ou à des non citoyens.

Le Gouvernement a décidé que le surpâturage était dû à un scénario relevant de la « tragédie des biens communs » et a établi un programme de distribution des titres fonciers exclusifs aux propriétaires des plus grands troupeaux de bêtes. Le Programme des Terres Tribales de Pâturage (PTTP) a créé de nouveaux problèmes et forcé les San et d'autres populations à se retirer des terres qui avaient été allouées aux propriétaires de troupeaux. Mais en raison des précipitations irrégulières, ces gardiens de troupeaux n'avaient tendance à utiliser les terres communautaires qu'en ultime recours, entraînant un problème de surpâturage sur les terres communautaires et privées. Ce problème s'applique aussi aux aires de gestion de la vie sauvage où des groupes dominants ont la possibilité de laisser leurs troupeaux en pâture une fois leur territoire officiel épousé. Les San allèguent que ce braconnage par les groupes ethniques dominants se poursuit en toute impunité mais ils sont régulièrement harcelés.

Le peuple San a été victime de quatre formes de discrimination qui se sont recoupées au fil des ans. L'allocation de terres communautaires était contrôlée par les chefs locaux et les San ne sont pas autorisés à devenir chefs de communautés de langue Bantou. Les San ne sont pas représentés au sein des comités fonciers. Les San n'ont pas assez de vaches pour obtenir des droits d'usage fonciers exclusifs. Et pour finir, la tradition de mobilité des San chasseurs-cueilleurs est perçue par le Gouvernement comme étant primitive et honteuse, d'où le fait que leur gestion durable des sols ne soit pas reconnue.

Cette politique de pâturage biaisée a créé une double crise. Les San perdent de facto l'accès aux terres à travers tout le Botswana, et ils sont acculés à une pauvreté et un désespoir encore plus accrus. Ceci est aggravé par le fait que les groupes ethniques dominants font paître leurs troupeaux dans des zones écologiques sensibles, détruisant ainsi la diversité biologique, y compris les plantes sauvages dont dépendent les San et la vie sauvage. Des plantes médicinales rares et des plantes essentielles servant à l'alimentation sont actuellement détruites par la politique foncière du gouvernement, le surpâturage est l'une sur exploitation abusive perpétrée par les groupes ethniques dominants (qui vendent ces plantes sur les marchés urbains).



Sous la politique agricole du Botswana, la nourriture sauvage n'est pas reconnue et ne bénéficie de ce fait d'aucun statut dans le cadre de la bonne gestion des ressources naturelles ou des droits d'usage. Il se peut que cet état de fait commence à changer en raison des échanges entre le Ministère des Forêts et des Ressources de prairie et TOCaDI dans le Ngamiland.

Au 21^e siècle le Gouvernement a lancé une campagne agressive visant à forcer les San à sortir de la Réserve Animalière du Kalahari Central , la plus grande aire de conservation du pays et le foyer historique d'au moins quatre groupes ethniques San. En 2006, la Cour de Grande Instance du Botswana a condamné la politique du gouvernement en faveur des San, mais en pratique, le mal a été fait, comme en témoigne l'augmentation accrue de la pauvreté et des problèmes sociaux associés. La Présidence est ouverte à l'idée des Zones d'Usage Communautaires (CUZ) à l'intérieur de la Réserve Animalière du Kalahari Central comme étant un possible remède qui bénéficierait à toutes les parties prenantes. La cartographie, associée à davantage de clarté quant à un usage durable des ressources naturelles jouera un rôle essentiel à cet égard.

Ci-dessous : La Flore sauvage du Botswana. Les exercices de cartographie participative peuvent être un outil très utile pour plaidoyer en faveur du changement dans la politique d'utilisation du sol et des ressources naturelles.

Au verso : Schéma résultant d'un processus de cartographie participative et cartes représentant les résultats du processus.

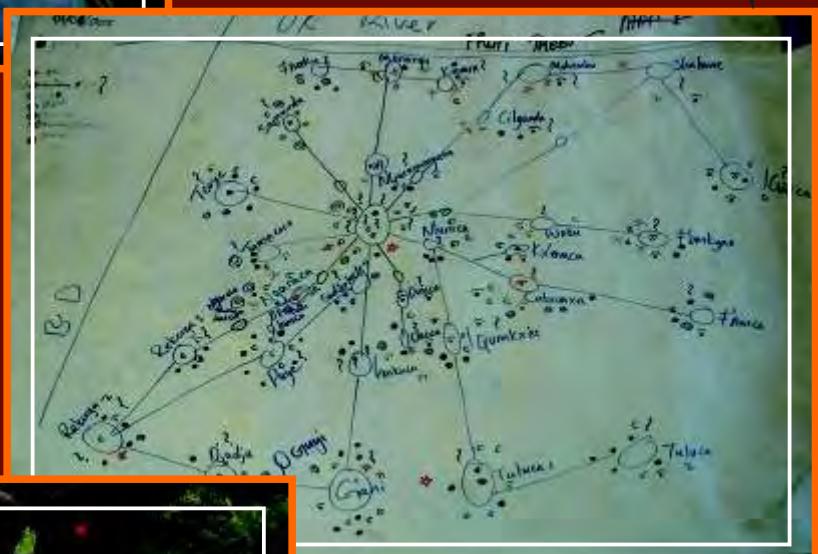




*Représentation cartographique
durant une rencontre
communautaire*



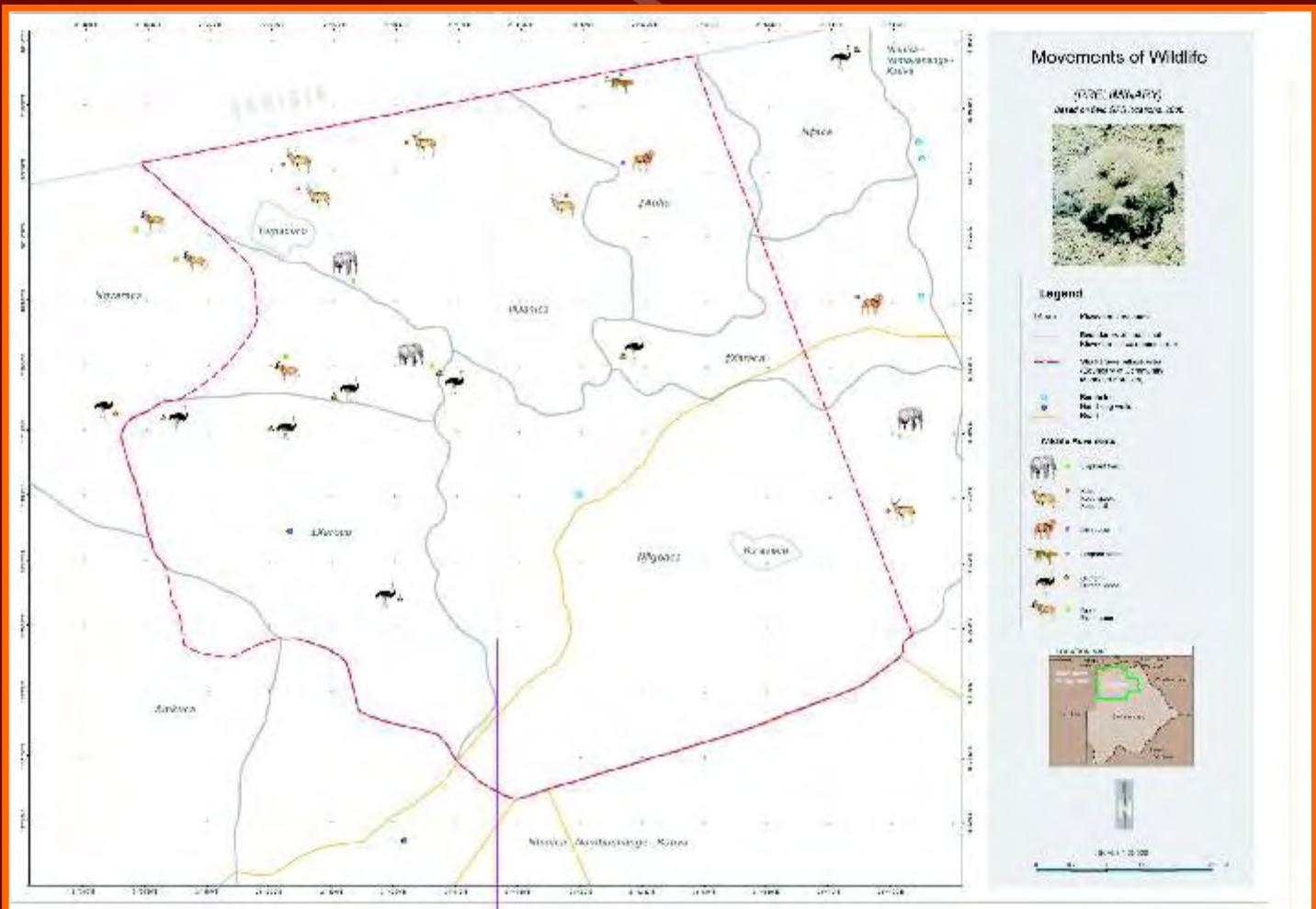
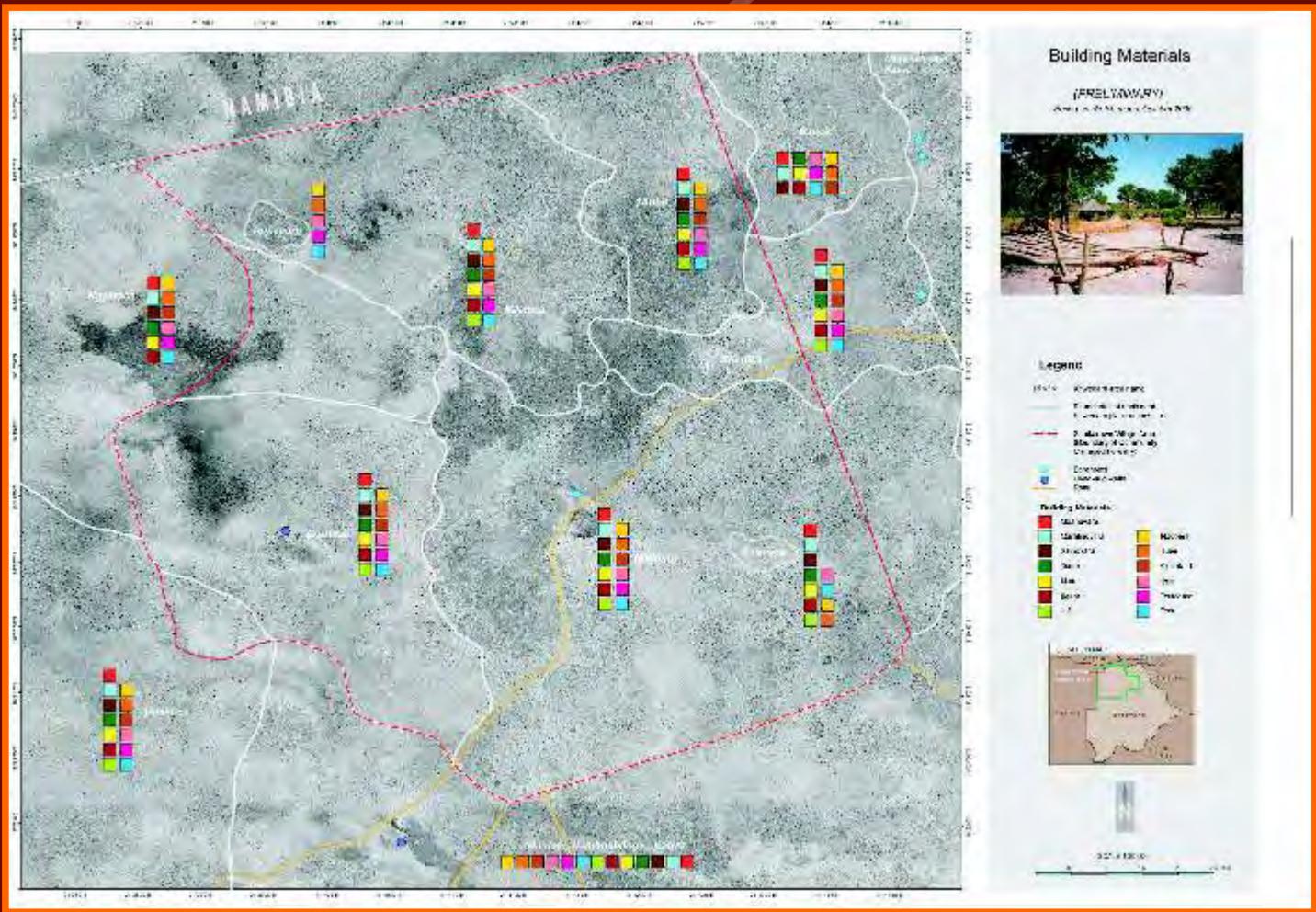
Rencontre communautaire



*Carte dessinée
à la main*



Géo-référencement



Cartographie

L'exercice de cartographie participative au Botswana a été présenté par Nathanael Nuulimba, membre de l'Organisation des familles Kuru du Botswana (<http://www.kuru.co.bw/>). Cette Organisation se compose d'une coalition de huit ONG établies au Botswana et en Afrique du Sud et œuvrant à la reconnaissance des droits environnementaux et humains des peuples San.

L'exercice de cartographie participative au Botswana a découlé du besoin de représenter les modes courants d'exploitation et d'occupation du sol. A ses débuts, l'exercice de cartographie a bénéficié du soutien du Groupe de travail International des Affaires Autochtones (IWGIA) afin de montrer l'occupation et l'utilisation des sols dans la Réserve Animalière du Kalahari Central durant les années 1990. Plus tard, ce travail a été étendu à une étude détaillée des territoires reposant sur la structure familiale, des systèmes gérant les droits et les devoirs au sein des peuples parlant le Khwedam du 13^e bloc de Ngamiland.

Grâce au soutien de TOCaDI et plus tard du Centre pour la Terre, les Existences locales et le Patrimoine, les San du Botswana ont représenté sur des cartes leur utilisation traditionnelle du sol et ont tenté d'intégrer ces cartes à des plans pour faire acte de candidature auprès de comités fonciers. L'utilisation traditionnelle du sol n'est pas reconnue au Botswana ; ils ont par conséquent du concevoir de nouveaux types d'utilisation du sol, tels que le gardiennage de troupeaux et la Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (GCRN). La législation se rapportant à la GCRN est de plus en plus progressiste et les San se sont concentrés sur cette option, bien qu'ils soient constamment victimes de discrimination, du fait qu'ils soient exclus des structures de représentation des collectivités locales et des comités fonciers, à la faveur des communautés dominantes parlant des langues Bantou.

L'exercice de cartographie au Botswana s'est avant tout concentré sur le problème des droits d'utilisation des sols et la GCRN. TOCaDI souligne les points suivants:

- la cartographie participative (P-Mapping en anglais) est un outil assorti à la cartographie communautaire, à la contre-cartographie, au Diagnostic Rural Participatif (DRP), à la modélisation participative en trois dimensions, au SIG Intégrant les Communautés, et au SIG Interactif Mobile ;
- la cartographie aide à établir le consensus en vue d'une intervention au sein de la communauté ;
- les ONG jouent un rôle important en matière d'apport de capacité et de soutien ;
- les San se rencontrent durant des *kgotla* (rencontres communautaires) afin de planifier leur stratégie et leurs objectifs à atteindre avant qu'ils ne commencent l'exercice de cartographie ;
- des cartes dessinées à la main sont souvent utilisées dans la phase initiale. Ainsi, les cartes seront porteuses de sens pour tous les membres de la communauté ;
- le référencement géographique se fait à travers des entretiens et avec un système GPS permettant de confirmer la validité de l'information sur le terrain ;
- Des sessions de compte-rendu et la production de matériaux sont importantes afin d'assurer que la communauté prenne connaissance des résultats et qu'elle « s'approprie » l'exercice cartographique, comme faisant partie intégrante d'une stratégie de développement des capacités ;
- TOCaDI a mené des exercices de cartographie mais a été difficile en raison du climat de contestation politique ambiant, caractérisé par une résistance de l'Etat à l'encontre des droits communautaires, et de perspectives alternatives sur l'utilisation du sol et la conservation de la diversité biologique.



Lorsqu'ils ont commencé à se familiariser avec la cartographie durant les processus de GCRN, les San ont de plus en plus eu recours à des techniques participatives, incluant la cartographie, un outil qui leur permet de réaffirmer leur patrimoine, leur identité culturelle et leur estime d'eux-mêmes. Des ONG San ont initié des projets majeurs portant sur les langues (non reconnues par le Gouvernement), l'éducation, les connaissances traditionnelles, le tourisme, le patrimoine et les histoires de déplacements forcés et de migrations involontaires.

En 2004, la Fondation de l'Initiative pour la Protection de la Culture et du Développement Okavango (TOCaDI) a initié un partenariat avec Strata360 (une agence technique spécialisée dans les systèmes SIG et basée au Canada) en vue de l'ouverture d'un centre de cartographie San à Shakawe, au Botswana. L'un des projets les plus importants du centre cartographique TOCaDI a été de travailler avec des villageois dans le Delta de l'Okavango afin de représenter sur carte les espèces de plantes médicinales et alimentaires menacées. L'exercice de cartographie a eu recours à des exercices de schématisation simplifiée des villages, suivis par des expéditions dans la brousse avec des systèmes GPS afin de vérifier l'information sur le terrain. Les cartes sont devenues si utiles que des fonctionnaires travaillant dans le secteur agricole ont demandé d'y avoir accès. Les informations relatives aux plantes utilisables ne sont sinon pas accessible à l'Etat.

La cartographie du Ngamiland et la coopération transfrontalière dans la bande de Caprivi ont aussi abouti au besoin de reconnaissance des noms de lieux traditionnels. Un exercice de cartographie NG13 représente des grilles très complexes et très enserrées des droits basés sur les structures familiales et les responsabilités liées à différents types de ressources naturelles et aux points d'eau. La représentation cartographique des noms de lieux est d'une importance fondamentale pour la conservation des patrimoines paysagers intangibles qui ont été bâtis par les San durant des centaines, voire des milliers d'années d'utilisation.

Une approche similaire a été adoptée dans le District de Ghanzi. En 2002, un exercice de cartographie dirigé au nom de la Fondation pour la Communauté Kwiskurusa par Arthur Albertson dans le bloc 10 de Ghanzi block, a fait usage de cartes pour obtenir l'accord du comité foncier de Ghanzi pour l'établissement d'une Aire de Gestion de la Vie Sauvage (AGVS). Le plan GH10 intègre une grande diversité d'activités et de zonage incluant l'établissement d'un 'camp de récolte des ressources traditionnelles dans une aire isolée riche en plantes alimentaires.

Suite à ces exercices de cartographie, les communautés San ont développé un prototype de la situation idéale pour une GCRN réussie dans leur région, afin de plaidoyer auprès des autorités locales en faveur de leurs droits en matière d'utilisation des ressources. Cette expérience démontre que lorsque les connaissances sont documentées, les citoyens ont davantage d'instruments à leur portée pour négocier avec leur gouvernement et influencer les politiques.

De manière plus récente, Conservation International a introduit un programme de formation et d'utilisation de la technologie du Cybertracker afin de contribuer à la collecte de données sur les espèces animales dans le Couloir du Kgalagadi Occidental se trouvant entre la Réserve Animalière du Kalahari Central et le Parc Transfrontalier du Kgalagadi. CI considère également la GCRN comme une stratégie importante pour les moyens d'existence communautaires et dans la lutte contre l'utilisation illégale des ressources naturelles.

De gauche à droite: La cartographie participative peut être un outil utile au renforcement des capacités des communautés rurales dans la gestion de leurs ressources naturelles.



Sources et sites Internet

http://www.armstrongs.bw/publications/docs/land_tenure.doc

http://www.ilri.org/html/trainingMat/policy_X5547e/x5547e1r.htm

http://74.125.47.132/search?q=cache:pu_YdrM5P7QJ:www.landcoalition.org/pdf/08_ILC_CBNRM_pastoral_development_botswana.pdf+Botswana+land+tenure+rights+Taylor&hl=en&ct=clnk&cd=1&gl=za

TOCaDI:

<http://www.kuru.co.bw/Tocadi.htm>

Conservation Internationale, le projet du Kgalagadi Occidental :

<http://www.conservation-southernfrica.org/articles.php?id=5>

Ci-dessous: Ressources naturelles au Botswana

A droite, de haut en bas : L'étude de cas par SIGP à Shaikarawe, au Botswana, se concentre sur la nourriture sauvage détruite par le feu.





Etude de cas du Cameroun et du Bassin du Congo: Cartographie des droits et des problèmes forestiers

Présentation par Georges Thierry Handja, Centre pour l'Environnement et le Développement en coopération avec la Fondation Rainforest. Contributions de John Nelson, le Programme pour les Peuples des forêts (PPF), et Nigel Crawhall, IPACC.

Contexte

Les peuples autochtones d'Afrique Centrale ont des identités et langues diverses. Les Européens les ont identifiés comme « Pygmées » de manière péjorative en raison de leur petite taille. En langue Bantou, beaucoup des peuples autochtones sont appelés « Batwa » ou par d'autres variantes du même terme (ceci est applicable aux chasseurs-cueilleurs d'Afrique centrale et australe). Certaines communautés emploient encore le terme de Pygmées mais d'autres trouvent ce terme offensif et préfèrent leurs propres identités. Le nombre total de la population autochtone d'Afrique centrale est inconnu en raison du manque de fiabilité des statistiques. On estime cette population entre 300 000 et 500 000 individus.

Les peuples autochtones d'Afrique centrale parlent des langues issues de deux différentes familles linguistiques (Ubangian et Bantou) ; on compte de nombreuses variantes au sein du groupe linguistique Bantou. Les origines éloignées de peuples autochtones font l'objet de désaccords en matière de sciences génétiques. Dans le contexte contemporain, les peuples agricoles parlant les langues Bantou et les peuples autochtones qui sont majoritairement des chasseurs-cueilleurs se sont inter-mariés et ont eu des échanges culturels durant des siècles et des siècles. L'esclavage et la colonisation ont causé un peu plus de remous dans le Bassin du Congo, forçant ainsi la plupart de ses habitants à se déplacer. Les peuples autochtones ont tendance à insister sur leur relation étroite avec la forêt, leur relation avec la diversité biologique, ainsi que sur les relations complexes et souvent iniques qu'ils entretiennent avec les groupes ethniques dominants qui vivent principalement de l'agriculture. Dans la région des Grands Lacs, les autochtones Batwa sont aussi associés aux traditions de la céramique et de la poterie comme moyens d'existence.

Ci-dessous: Les peuples chasseurs-cueilleurs d'Afrique centrale établissent des camps temporaires de huttes construites à partir de branches pliées et couvertes de larges feuilles.



Tout comme d'autres groupes de chasseurs-cueilleurs autochtones, les peuples autochtones d'Afrique centrale ont essentiellement été ignorés durant la période coloniale et se sont par la suite retrouvés très marginalisés dans la période suivant l'indépendance. Les communautés autochtones se caractérisent par des niveaux d'éducation très bas, un accès limité à l'éducation et à la santé, et la plupart n'ont pas la pièce d'identité requise pour se déplacer ou pour voter. A travers toute l'Afrique centrale, on ne compte que quelques villages où des chefs autochtones sont officiellement reconnus. Même dans les villages où les peuples autochtones sont majoritaires, il est normal d'y trouver un Chef Bantou. Comme au Botswana, cet état de fait exclut les peuples autochtones de toute forme de représentation au gouvernement et de toute forme d'influence aux niveaux local, régional et national.

Durant les dernières années, nous avons assisté à des changements positifs. Au Burundi, la Constitution reconnaît officiellement les Batwa comme étant marginalisés et leur octroie de fait des sièges à l'Assemblée nationale et au Sénat. Cette innovation s'est répandue et il y a désormais des militants Batwa de haut rang travaillant avec le gouvernement sur les problèmes de droit foncier, de réduction de la pauvreté, d'accès à l'éducation et à la santé. Au Rwanda, les choses ont évolué dans la direction opposée, le Gouvernant actuel ayant banni toutes les Organisations Batwa. La République du Congo est sur le point de promulguer la première loi, à travers l'ensemble de l'Afrique, qui protégerait totalement les droits des peuples autochtones.

La société civile autochtone dans la Région des Grands Lacs est mieux organisée que dans le Bassin du Congo. Mais d'autre part, les peuples autochtones du Bassin du Congo sont plus aptes à vivre dans la forêt en se reposant sur leurs connaissances traditionnelles et les ressources naturelles, et ce même sans aucune sécurité foncière. La plupart des forêts du Rwanda et du Burundi ont été détruites et les peuples autochtones ont été expulsés des aires protégées.



A droite: La chasse vivrière nécessite l'usage de lances, de chiens et de pièges faits de fibres végétales.



A droite: Les membres de la communauté partagent les produits de la chasse

Cartographie

Durant plus d'une décennie, le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) a travaillé avec les communautés des forêts du Cameroun et du Bassin du Congo pour l'obtention de leurs droits et en vue de les sortir de la pauvreté. Ces peuples comptent parmi les plus pauvres du monde, et pourtant ils vivent dans une région remplie de richesses, des richesses qui se trouvent dans et sous leurs forêts et qui suscitent les convoitises d'agents externes. Ce processus d'extraction s'est traduit par des conséquences néfastes pour leurs droits humains et leur développement sur le long terme.

Le CED est parvenu à aider les communautés forestières à surmonter leur marginalisation brutale, en les faisant participer à la planification de l'utilisation de leurs sols et forêts, ainsi qu'au développement de programmes et de projets qui les concernent. Un des outils que le CED a développé et mis en œuvre au fil des années, est l'approche participative, avec l'accent mis sur le soutien aux communautés marginalisées, afin de les aider à documenter, à représenter et à communiquer de manière effective leurs connaissances de l'espace local et d'autres sujets qui y sont liés, tout en leur permettant de garder un contrôle important sur tout le processus.

Au Cameroun et dans la sous-région de l'Afrique centrale, les peuples autochtones ne sont généralement pas organisés de manière formelle, ce qui handicape les processus de consultation et de représentation. Nous avons travaillé durant de nombreuses années sur le renforcement de leurs capacités et les aider à adopter des outils et des moyens qui pourraient les aider à initier des discussions avec les étrangers venant exercer une autorité sur leurs territoires naturels.

Ci-dessous: La cartographie participative mène à la formation de nouveaux groupes locaux ou au renforcement de groupes existants dans le parc National de Campo Ma'an et ses environs, ainsi que dans la Réserve Naturelle du Dja dans le Bassin du Congo.



Depuis que nous avons initié ce travail, nous avons adopté trois méthodologies ou approches qui sont toutes fondées sur :

(a) Notre méthodologie

Nous utilisons des méthodologies visant à assurer une participation effective des communautés dans la planification et la prise de décisions. Nos interventions promeuvent une participation interactive dans laquelle « *Les gens participent à une analyse conjointe aboutissant à des plans d'action et de formation de nouveaux groupes ou au renforcement de groupes déjà existants. Cette approche implique le recours à des méthodologies interdisciplinaires qui recherchent des perspectives multiples et qui font usage de processus d'apprentissage systématiques et structurés. Ces groupes prennent le contrôle de tous les processus décisions locales et les gens ont ainsi un intérêt à maintenir les structures ou les pratiques adoptées.*

Les éléments clef de cette méthodologie sont :

- respecter les membres des communautés locales et autochtones, et travailler en partant du principe de la confiance mutuelle ;
- faire des cartes de territoires avec les communautés qui soient basées sur leurs intérêts et leurs engagements ;
- planifier pour une utilisation durable des ressources naturelles ;
- mettre l'accent sur la viabilité des données collectées par les communautés en intégrant le système GPS et d'autres technologies liées ;
- S'assurer que la technologie ne soit pas un obstacle pour les communautés où les niveaux d'éducation sont particulièrement bas.

(b) Etapes dans la mise en œuvre de la méthodologie

1. Contacter et dialoguer avec les communautés au sujet de leurs problèmes quotidiens et les approches à adopter pour les résoudre.

2. Répéter les visites aux communautés et ensuite jauger si la cartographie serait une méthode utile dans ce contexte ;
définir ensuite un plan d'action avec les communautés pour l'exercice de cartographie :
→ chronogramme et types de cartographie ;
→ établir le lien entre les connaissances traditionnelles et les modes d'utilisation des ressources ;
→ ateliers traitant de la logistique.

3. Ateliers de formation sur la cartographie locale :

- les bases de la cartographie ;
- les étapes à suivre en vue de la préparation à la cartographie (symboles, schémas et cartes éphémères sur le sol, cartes sur papier, élaboration de la légende).

NB: La formation à la cartographie et à l'élaboration de symboles deviendra de plus en plus facile au fil de l'année, avec l'utilisation des systèmes GPS reposant sur des icônes.

(b) Etapes suivantes

- Formation à l'utilisation du GPS
- Les premières étapes de la formation durent de 5 à 7 jours

4. Visites sur le terrain en équipes pour recueillir les données, représenter sur carte les zones d'usage des communautés et recueillir l'information sur la situation socio-économique des communautés concernées

- De 3 à 5 jours, en fonction de la taille du territoire.





Ci-dessous: Des communautés autochtones dans le Parc National Campo Ma'an et la réserve du Dja et leurs environs font l'inventaire de leurs ressources coutumières et d'autres activités forestières.

dans la Réserve Naturelle du Dja. Ceci fait partie d'un projet visant à examiner la mise en œuvre des Articles 10(c) et 8(j) de la Convention sur la Diversité Biologique et à poursuivre l'étude de cas entamée en 2001. Cela a abouti à un rapport publié en 2005 sous le titre de : « *Protéger et encourager l'usage traditionnel durable au Cameroun : Usage coutumier des ressources biologiques par les peuples locaux et autochtones dans la partie occidentale de la réserve du Dja au Cameroun. Etude de cas sur les peuples autochtones et les aires protégées* » Programme des Peuples des Forêts.

Deux agences établies au Royaume-Uni, le Programme des Peuples des Forêts et la Fondation Rainforest UK se sont associées au Centre pour l'Environnement et le Développement (**CED** : <http://www.cedcameroun.org/>) afin de soutenir la cartographie participative au Cameroun. Le CED a été créé en 1994 pour apporter des solutions à la crise de surexploitation des ressources naturelles et à la déforestation rapide.

Le PPF a travaillé avec le CED pour aider les communautés Baka vivant dans le Parc National de Boumba Bek et ses environs. Ce Parc recoupe partiellement les territoires autochtones ancestraux, ce qui est source de conflits entre les communautés Baka et les agences de conservation qui gèrent le Parc.

Thierry souligne que :

« *Aujourd'hui, près de 80 % des territoires Baka traditionnels se situent à l'intérieur du Parc et les communautés n'ont plus le droit d'y accéder. Notre travail avec le gouvernement et avec les agences de conservation consiste à obtenir l'autorisation d'accès des peuples Baka à l'aire occupée par le Parc pour y développer ces activités, telles que la chasse et la cueillette, qui forment la base de leur mode de vie traditionnelle et de leur survie.* »

Les Baka du Bassin du Congo ont perdu des terres lors de la création du Parc National de Boumba Bek et de la Réserve Naturelle du Dja au Gabon et du Parc National d'Odzala en République du Congo. Ces territoires sont aussi affectés par le braconnage, prétendument avec la complicité des autorités locales et de l'armée. Certains Baka prennent aussi part à des activités de braconnage, chassant l'éléphant avec des carabines de fortune mises en location par les braconniers, activité mal payée et leur faisant courir le risque d'être blessés ou tués.

La cartographie participative au Cameroun a aidé les Baka à montrer leurs connaissances de l'environnement et de l'usage traditionnel des ressources dans ce secteur. Les cartes ainsi créées ont ensuite été utilisées pour instaurer un dialogue avec les autorités locales et les agences de conservation.

Durant l'exercice de cartographie, des technologies pouvant être exploitées sans nécessiter une éducation formelle ont utilisées dans la mesure du possible : les cartes ont été produites en utilisant un logiciel spécial permettant la saisie de données sur un système GPS portable en cliquant sur des icônes associées à une caractéristique naturelle spécifique, après quoi les données sont transférées sur un ordinateur. De cette manière, le langage basé sur des icônes permit à des gens dotés de grandes connaissances environnementales mais plus à l'aise dans une culture orale que dans un contexte d'alphabétisation formelle, d'utiliser un système GPS. Le travail réalisé dans le Bassin du Congo reposait sur une version modifiée de la technologie GPS Helveta promue en partie par le Dr Jérôme Lewis et le Programme de Peuples des Forêts (PPF). Le travail de PPF en partenariat avec des ONG locales s'est concentré sur la Réserve Naturelle du Dja, le Parc National de Boumba Bek et le Parc National de Campo Ma'an.

Le système GPS/de base de données portable Helveta permet à des pisteurs autochtones d'enregistrer des informations géospatiales de référence lorsqu'ils sont en forêt. Grâce à l'ajout de panneaux solaires et d'une imprimante portable, ils peuvent produire des cartes instantanées des territoires qu'ils sont en train de répertorier sans avoir à télécharger l'information sur un autre ordinateur nécessitant une connexion à l'électricité.

Selon la source Wikipedia, Helveta est un fournisseur de systèmes permettant de suivre des produits à travers des chaînes d'approvisionnement. Leur produit majeur est un système appelé le Système de Contrôle d'Intelligence (SCI) (*Intelligence Control System ICS* en anglais) qui est utilisé dans les chaînes d'approvisionnement du bois. Le pistage est étroitement lié à la certification du bois et des produits du bois, afin de réduire la coupe d'arbres illégale. Le CED et ses partenaires promeuvent la technologie Helveta surtout en ce qui concerne les systèmes de certification tel que Conseil de Bonne Gestion Forestière (http://en.wikipedia.org/wiki/Forest_Stewardship_Council). En novembre 2006, Helveta a remporté le Prix de l'Environnement et en janvier 2007, le SCI a été nominée « technologie du mois » par Technologies pour la Conservation et le Développement.

D'autres expériences de cartographie ont aussi été développées en collaboration avec les Bagyeli et les Bakola, des peuples de chasseurs-cueilleurs du Cameroun. En République du Congo, Jérôme Lewis a conduit un exercice de cartographie extensif avec les communautés Mbenjelle dans la partie nord du pays. La Fondation Rainforest lancera en 2009, en collaboration avec le CED et l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) un projet tripartite pour encourager la cartographie participative en République du Congo, au Gabon et en République Centrale Africaine.

Le Cercle pour la Défense de l'Environnement (CEDEN), le Réseau Ressources Naturelles (RRN) et la Fondation Rainforest Norvège se sont engagés auprès des communautés locales et autochtones à cartographier et à défendre leurs droits au sein des forêts communales de la République du Congo. Le CEDEN, RRN et la Fondation Rainforest Norvège se sont concentrés sur les régions où les peuples locaux et autochtones sont menacés par les sociétés d'extraction du bois et où ils sont en train d'essayer d'élucider le véritable état de confusion régnant sur la question des droits d'extraction du bois (concessions légales). Cela fait plus d'une décennie qu'un état de guerre et d'anarchie règne sur la question de qui détient ces droits d'exploitation, caractérisée par des niveaux de corruption élevés et l'extraction illégale des ressources naturelles.



Ci-dessus: ordinateur PC renforcé à écran tactile, qui permet l'usage facile d'un système GPS



Liens

Lien vers le CED en français :
<http://www.cedcameroun.org/>

Pour des liens sur la cartographie par Rainforest cliquer sur:

DR Congo : http://www.rainforestfoundationuk.org/DRC_community_mapping
Congo Basin : <http://www.new-ag.info/06-1/develop/dev01.html>

Pour des liens sur la cartographie par FPP cliquer sur :

Cartographie au Cameroun :
http://www.forestpeoples.org/documents/africa/cameroun_community_mapping_july07_eng.pdf
Cameroun & critiques des BINGOs : <http://www.wrm.org.uy/countries/Cameroun/still.html>

Pour les liens vers Helvata :

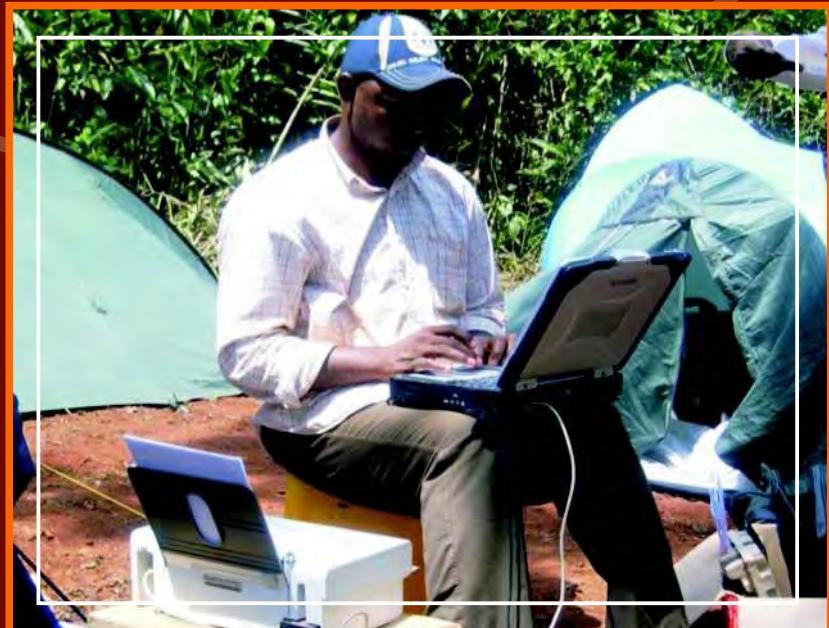
<http://corporate.helveta.com/>
http://www.youtube.com/watch?v=dXh3YMDX_7w



Ci-dessous et image ci-contre : Communautés autochtones faisant usage des technologies de l'information pour participer à un exercice de cartographie dans le Parc National Campo Ma'an et la Réserve Naturelle du Dja et aux alentours.



Ci-contre en bas : Logiciel de cartographie et Google Earth installés sur un ordinateur portable. Avec une imprimante, une carte peut être produite sur le terrain.





Le Cybertracker pour la Conservation: Géo-référencement des connaissances autochtones



CyberTracker

Présentation par Louis Mr Liebenberg

IPACC et le Cybertracker

IPACC a entamé un partenariat avec Cybertracker Conservation dans le cadre de sa stratégie visant à intégrer les technologies de l'information et la TIG aux connaissances traditionnelles. En 2006, IPACC et Cybertracker Conservation ont dirigé un atelier dans le camp Klein Dobe dans l'aire de conservation Nyae Nyae, dans le Tsumkwe Oriental, en Namibie afin de discuter avec les communautés San des raisons pour lesquelles les connaissances traditionnelles autour du pistage se meurent, sur comment les générations peuvent coopérer afin de revitaliser ce savoir-faire si précieux, sur les modes d'existence et les droits associés aux compétences en matière de pistage, et le rôle des technologies de l'information telles que Cybertracker dans le développement des compétences, le contrôle des ressources et la formation.

En 2008, avec le soutien de l'ambassade finnoise d'Afrique du Sud, IPACC a lancé la deuxième phase de son projet sur les connaissances traditionnelles et les activités de plaidoyer TIG. Le Directeur de Cybertracker Conservation s'est rendu dans la partie occidentale de la Caprivi afin d'évaluer les meilleurs pisteurs Khwe du district, de certifier leurs compétences et d'initier un processus visant à établir un cadre de haut niveau pour les pisteurs autochtones capables de former et d'évaluer les pisteurs plus jeunes. L'objectif du programme est d'inciter le gouvernement Namibien à adopter des normes de qualification nationales reconnaissant le pistage comme compétence professionnelle basée sur les connaissances traditionnelles.

Qu'est-ce que CyberTracker Conservation?

CyberTracker Conservation est une société sud-africaine à but non lucratif qui développe des logiciels permettant le géo-référencement de données émanant d'observations faites par les pisteurs sur le terrain. Le produit phare de CyberTracker Conservation est le CyberTracker 3 qui peut être téléchargé gratuitement à partir site Internet du Cybertracker.

Le logiciel Cybertracker, conçu à l'origine pour fonctionner sur les lecteurs palm peut désormais être utilisé sur des téléphones intelligents et des ordinateurs portables de poche dotés d'un système GPS, afin d'enregistrer les observations faites à tous niveaux de complexité. Il permet à l'utilisateur de personnaliser un certain nombre d'interfaces écran aux fins de leurs besoins personnels en matière de recueil de données (comme les mammifères, les insectes, les plantes, et même les sites archéologiques ou les sites de patrimoine).

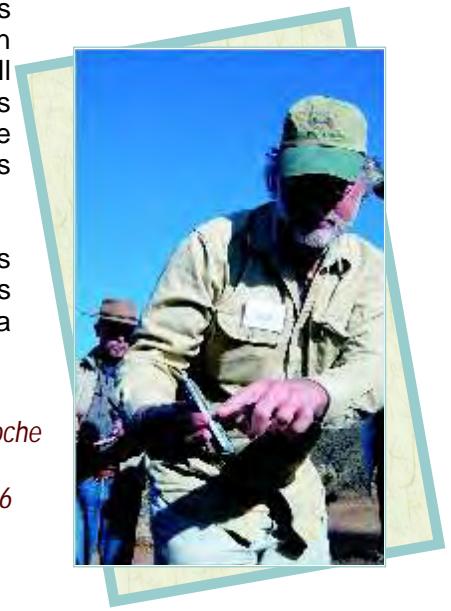
Le design unique du Cybertracker permet à l'utilisateur d'afficher des icônes, du texte ou bien les deux, ce qui rend la saisie des données plus rapide. Cela permet aussi à des utilisateurs analphabètes de faire de la saisie d'informations recueillies sur le terrain.

En haut, extrême gauche: Utilisation du Cybertracker sur le terrain

En bas, extrême gauche : Un aperçu du Cybertracker sur un ordinateur portable de poche

En bas à gauche : Karel Benadie utilisant des TICs dans le Parc National du Karoo, AFRIQUE DU SUD, septembre 1996

Photo de droite : Louis Mr Liebenberg fait une démonstration sur le Cybertracker durant l'atelier à Windhoek



L'histoire du Cybertracker

Le système Cybertracker est un logiciel portable de poche conçu pour saisir des données sur la diversité biologique (les empreintes d'animaux, les plantes et d'autres informations environnementales). Le Cybertracker a été conçu suite au travail de proximité de Louis Liebenberg avec les pisteurs !Xóó au Sud-ouest du Botswana.

M. Liebenberg a remarqué que les pisteurs San avaient une énorme aptitude à l'observation. Il a remarqué qu'ils étaient capables d'étudier des centaines d'empreintes et d'extraire des informations diverses et variées de la brousse et d'en déduire quel type d'animal était passé par là, dans quelle direction il se dirigeait, la durée de leur passage à un endroit donné, son sexe, son âge, son état de santé, sa vitesse et même l'activité spécifique de l'animal (poursuite, fuite, pâturage, etc.). Leurs connaissances des principales empreintes animales ont été croisées avec d'autres informations sur la diversité biologique telles que les déplacements des rongeurs et des insectes, ce qui a permis de créer des données permettant établir une corrélation entre la profondeur des empreintes et la nature du passage des animaux. Les pisteurs en savaient énormément sur le comportement des animaux, leurs habitudes, leurs régimes alimentaires, leur anatomie, leur digestion et leurs excréments.

Dans le monde occidental, ces experts de la diversité biologique sont considérés comme étant sous éduqués. Dans le mode scientifique, ils s'avèrent être en fait les détenteurs d'un savoir vaste, complexe, avec une maîtrise de systèmes se recoupant. Qui plus est, ils ont une aptitude à opérer sur la base des principes scientifiques de base que sont la formation, la formulation d'hypothèses, l'observation, le test des hypothèses et la modification de l'apprentissage. M. Liebenberg s'est rend compte que les San étaient intellectuellement plus compétents que de nombreux titulaires de doctorats universitaires et formés de manière académique. Tandis que les experts occidentaux se reposent essentiellement sur la lecture et une connaissance limitée du terrain, les pisteurs San ont recours à des techniques apprises sur le long terme, assorties d'une révision constante de leurs hypothèses. Enfin, ils vivent en proximité avec le milieu naturel au quotidien.

Le défi pour M. Liebenberg a consisté à créer une base de données permettant le géo-référencement de l'information qu'un pisteur traditionnel observerait en temps normal sur le terrain et de saisir ceci de manière assidue en incorporant toute la complexité de l'information visuelle recueillie (soit la direction de l'animal, son sexe, son âge, son activité et même l'identité individuelle de l'animal). Le résultat en a été le logiciel Cybertracker, conçu pour être adapté à la technologie palm-pilot/GPS que des pisteurs illétrés ou semi illétrés puissent utiliser dans la brousse grâce à un système basé sur un menu d'icônes pour saisir leurs observations. M. Liebenberg a érigé un pont entre le savoir et les données, cette grande scission qui aujourd'hui mine les efforts de conservation en Afrique.



Pourquoi le pistage est si important pour le contrôle de la diversité biologique

Actuellement, en fonction de la méthodologie considérée, le contrôle de la biodiversité biologique est miné par plusieurs sérieuses faiblesses. La photographie aérienne pour le comptage du gibier est peu fiable car elle ne peut rendre compte que des animaux visibles pendant la journée. La couverture forestière dissimule même les larges mammifères, tels que les éléphants et de nombreuses espèces animalières qui sont de toutes façons nocturnes. Les pisteurs n'ont pas besoin de voir l'animal même, ils ou elles ont seulement besoin de lire les signes laissés par l'animal afin de pouvoir procéder à un comptage du gibier.

M. Liebenberg a donné un très bon exemple de ceci en République du Congo. Les pisteurs ont été capables de montrer les vecteurs du virus Ebola se propager dans les populations de gorilles vivant dans les plaines. En utilisant la capacité de géo-référencement du Cybertracker pendant le pistage, ils ont été à même de recréer des cartes montrant où se trouvaient les cadavres de gorilles, la localisation et la concentration de mortalités et des tendances migratoires.

Les scientifiques travaillant pour la conservation peuvent aussi se rendre sur le terrain et compter les animaux, mais ceci est généralement un exercice très coûteux et n'est pas une option pour la plupart des gouvernements africains et des ONG de conservation. Les Parcs officiels africains concèdent que quand ils se reposent sur des pisteurs africains qui ont été éduqués à l'école, ils ont rarement le degré d'expertise escompté et les données qu'ils collectent sont peu fiables. WWF Namibie utilise un système d'observation dans lequel les animaux observés sont notés mais les données sont primitives et généralement mal géo-référencées. Les pisteurs traditionnels ont généralement un taux plus élevé de fiabilité dans l'identification des espèces, et avec le Cybertracker, les informations sont automatiquement géo-référencées et disponibles pour être téléchargées et analysées.

Cybertracker comme base de mémoire

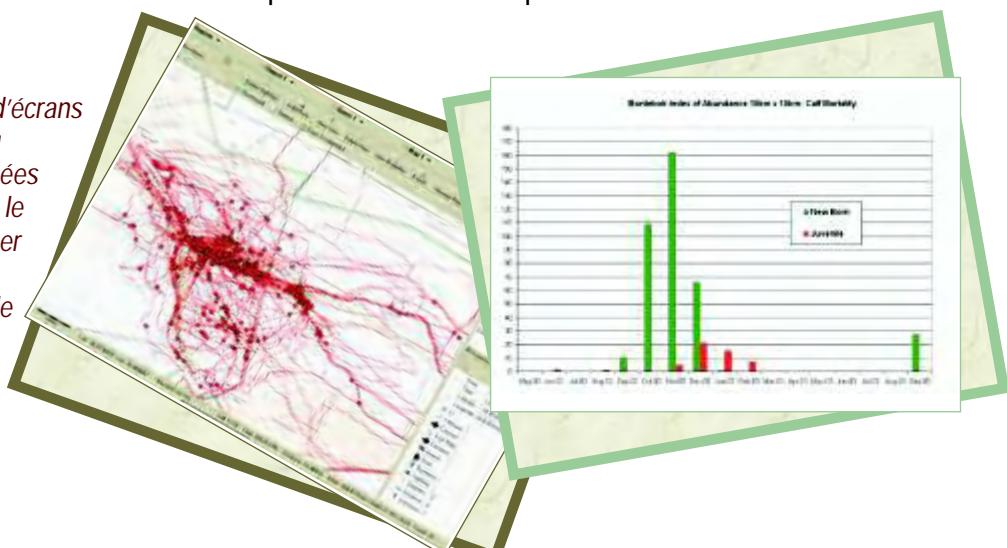
M. Liebenberg a expliqué que le Cybertracker n'était pas seulement un outil pour les scientifiques chargés de la conservation ou les gérants de Parcs. Lorsqu'un Maître pisteur utilise un Cybertracker, il ou elle enregistre toutes ses informations au fur et à mesure. En utilisant le Cybertracker régulièrement et en téléchargeant les données, les compétences et l'étendue du savoir détenus par le Maître pisteur sont documentées et mises à disposition pour les générations futures. D'autres pisteurs peuvent se tester selon les normes définies par les vieux maîtres. Ce système permet aussi une approche plus didactique dans la formation des jeunes pisteurs, tout en s'appuyant sur l'héritage dans la conception des formations, même une fois que le maître pisteur vient à mourir.

Les Origines de la Science

M. Liebenberg argue que l'art du pistage pourrait bien être à l'origine de la Science. Cette hypothèse suppose que le raisonnement scientifique pourrait bien être une aptitude innée à l'esprit humain. Cela implique que les pisteurs africains traditionnels peuvent contribuer à une plus grande compréhension scientifique des écosystèmes à l'échelle mondiale. Le développement d'une interface des systèmes PDA/GPS facile à utiliser a permis aux pisteurs traditionnels d'Afrique australe de démontrer leur aptitude à recueillir des données de haute précision sur la répartition des animaux et leurs comportements.

De gauche à droite : Saisies d'écrans montrant les cartes faites à partir du Cybertracker après que les données aient été transmises dans le logiciel informatique du Cybertracker

Extrême droite : Pistage du taux de mortalité de jeunes animaux sauvages dans le Bontebok



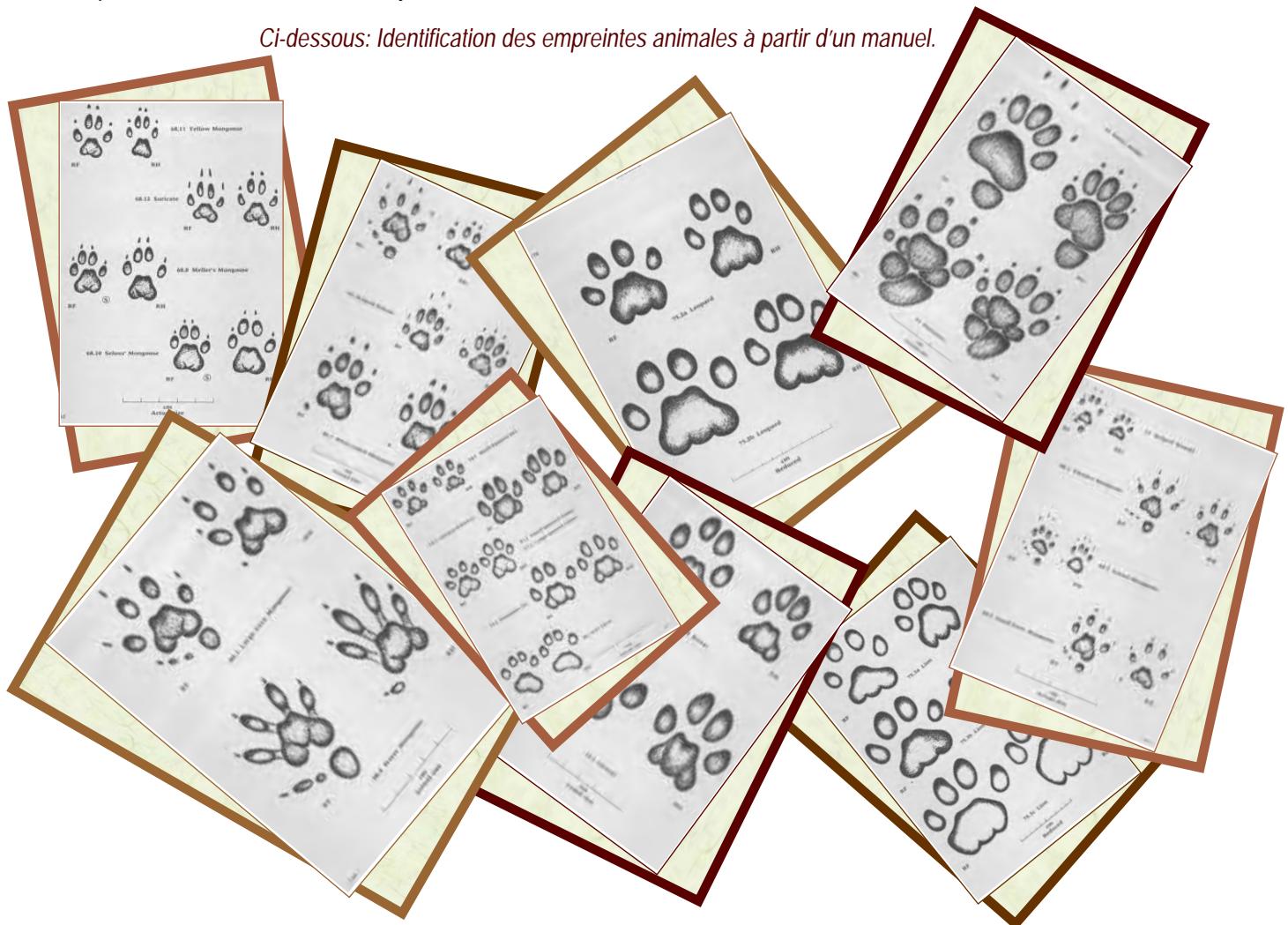
Le Cybertracker et le changement climatique

On anticipe que l'Afrique sera sévèrement affectée par le changement climatique. Déjà à partir des années 1970, des sécheresses ont ravagé la partie occidentale de l'Afrique et la corne de l'Afrique, d'autres régions étant sujettes à des crises sporadiques. Maintenant que le changement climatique s'accélère avec peu de chances que les causes en soient sérieusement enrayerées, l'Afrique doit se préparer à l'impact violent du changement climatique, une perte très étendue de sa diversité biologique et les crises qui en résulteront sur le bien-être des êtres humains.

Le point le plus important sur le Cybertracker dans le contexte du changement climatique, est que la plus grande partie des informations nécessaires sur l'abondance de la diversité biologique et de sa vulnérabilité, sur la capacité de résistance des écosystèmes et sur les tendances du comportement humain, sont disponibles à travers les observations des communautés rurales. Le problème est que les gouvernements africains manquent de capacités et ont tendance à penser que le savoir ne peut être développé que selon le mode de pensée occidental, et que le développement du savoir doit être financé par les gouvernements occidentaux et les ONG. Le Cybertracker remet les Africains en position de pilotes, permettant à des experts locaux de recueillir des informations géo-référencées et de les télécharger sur des logiciels qui convertissent le savoir en données fiables.

A ce jour, peu de gouvernements africains ont compris que la planification de l'adaptation doit être dirigée par les systèmes de savoirs africains qui sont spécifiques à la capacité d'adaptation des écosystèmes et des systèmes existants de gouvernance ainsi qu'à des protocoles durables définissant l'usage, les droits et les responsabilités communautaires. Durant la COP14 de Poznan de la CCNUCC, les Etats africains ont démontré une faible expertise technique en matière de planification de l'adaptation et de l'atténuation. Il sera difficile de surmonter la structure très centralisée, biaisée en faveur des centres urbains du mode de gouvernance africain, et cela est de mauvais augure pour l'Afrique. Mais ceci n'est pas un problème nouveau en Afrique. Des écrits sur les terribles famines en Ethiopie souligne que bien que la nature ne puisse être contrôlée aisément, un système de gouvernance mal conduite, la corruption et la perte de capacité des communautés locales, sont des problèmes qui ont beaucoup exacerbé l'impact de ces famines. Les modes de gouvernances actuels ont plutôt tendance à diminuer les capacités d'adaptation, que ce soient celles des écosystèmes ou celles des communautés rurales.

Ci-dessous: Identification des empreintes animales à partir d'un manuel.



Les applications du Cybertracker dans le contexte du changement climatique sont importantes :

- Le Cybertracker peut être utilisé pour rapidement créer des bases de données de la diversité biologique et pour un suivi des changements géo-référencés. Cela signifie que les communautés et les conservateurs peuvent détecter des tendances et agir pour répondre à cette vulnérabilité et renforcer les capacités d'adaptation, à la fois des espèces de la diversité biologique et des êtres humains ;
- Le Cybertracker peut aider les communautés à développer une prise de conscience accrue sur les changements au sein des écosystèmes et à tirer leurs propres conclusions sur la limitation de l'utilisation des ressources – il s'agit de transformer et d'adapter les droits et les responsabilités communautaires aux changements de distribution des précipitations. A l'instar des décrets classiques imposés par le gouvernement, le Cybertracker peut être utilisé pour renforcer les systèmes traditionnels de gouvernance des ressources, lesquels sont beaucoup plus subtils et flexibles et liés spécifiquement à la disponibilité de ces ressources ;
- La fonction la plus importante du Cybertracker par rapport au changement climatique consiste à développer des modèles sur la disponibilité des ressources. Les techniques de conservation classiques ont tendance à se concentrer non seulement sur des espèces uniques, mais elles établissent aussi rarement un rapport entre les différentes espèces et les données relatives à la disponibilité des ressources sont difficiles à trouver, supposé même qu'elles existent. Le Cybertracker peut être utilisé pour donner une idée précise de l'abondance à tout moment, créant ainsi une image au fur et à mesure ;
- L'atténuation est aussi renforcée par les fonctionnalités du Cybertracker. Le Cybertracker est un outil utile pour le contrôle des niveaux de carbone longitudinaux. Les données géo-référencées sur la biomasse peuvent montrer les tendances en matière de déforestation et être utilisées comme système d'alerte de la dégradation du climat ou des activités forestières illégales ;
- Lutte contre le braconnage: le Cybertracker est de plus en plus utilisé comme outil de lutte contre le braconnage. Les hommes sont la cause la plus importante de la perte de la biodiversité biologique ; les éco-gardes vivant dans les communautés peuvent pister les braconniers, contrôler le déboisement et l'extraction minière illégale et utiliser ces informations afin de pister les coupables jusque chez eux. Le Cybertracker a aussi été utilisé au Cap afin de contribuer à la lutte contre la criminalité violente dans les zones urbaines.

Le CyberTracker en Afrique centrale

L'Initiative pour le Patrimoine Mondial Forestier d'Afrique Centrale est le fruit d'un long processus de consultation entre le Centre du Patrimoine Mondial de l'UNESCO et divers autres partenaires. Cette initiative a pour objectif d'améliorer la gestion des aires protégées du Bassin du Congo pouvant être reconnues comme ayant « une valeur universelle exceptionnelle » et dont l'intégration au sein des paysages écologiques qui les entourent peut être améliorée.

Le Bassin du Congo abrite la deuxième plus grande forêt tropicale après celle du Bassin Amazonien et abrite une des plus grandes diversités biologiques de l'Afrique. La conservation de cette diversité biologique est sérieusement menacée par une mauvaise gouvernance qui se traduit par une croissance accrue de trafics de la viande sauvage et de l'ivoire. La chasse autochtone remonte à des millénaires et le Bassin du Congo est une source d'abondance des ressources très riche. La présence de grandes concessions de l'exploitation du bois conduit à l'ouverture de routes dans les aires isolées et à une corruption accrue de l'armée et de la police, poussant les activités de braconnage et de chasse commerciale dans des proportions dépassant la capacité de régénération de grandes parties de la forêt.

Malgré la reconnaissance croissante de l'importance de ces aires forestières par les gouvernements nationaux, les autorités des Parcs Nationaux sont souvent contraintes par le manque de ressources financières. La signature en 1999 de la Déclaration de Yaoundé par la plupart des pays de la région témoigne de leur volonté d'améliorer cet état de fait et d'agir en faveur d'une gestion plus durable de ces écosystèmes. L'initiative CAWIFI, en collaboration avec d'autres membres du Partenariat pour la Forêt du Bassin du Congo (**CBFP** : <http://www.cbfp.org/>), intègre cette dynamique et contribue de manière significative à la concrétisation de plusieurs décisions stratégiques adoptées par la Déclaration de Yaoundé.



Les sites d'intervention du CAWHFI

Les aires protégées de l'Initiative sont localisées dans trois zones paysagères écologiques distinctes du Bassin du Congo : le complexe Tri-National de la Sangha (TNS), le complexe Tri-National Dja-Odzala-Minkebe (TriDOM), et le paysage de Gamba-Conkouati.

Une distinction doit être faite entre les Parcs Nationaux bénéficiant de la partie du programme CAWHFI co-financée par la Convention Cadre des Nations Unies et les aires adjacentes à ces Parcs Nationaux où la partie du programme CAWHFI financée par le FFEM est mise en œuvre. Ces différents sites sont énumérés ci-après en fonction des paysages écologique dont ils font partie :

- le Paysage Tri-national de la Sangha
- le Parc National de Lobeke (S.-E. Cameroun)
- le Parc National de Dzanga-Sangha (République d'Afrique Centrale)
- le Parc National de Nouabale-Ndoki (Congo)
- les concessions forestières Kabo et Loundougou aux alentours du Parc National de Nouabale Ndoki (Congo)
- les rives de la Sangha près de Pikounda (Congo)
- Salo (République d'Afrique Centrale)
- le Paysage Tri-National du Dja-Odzala-Minkebe (TriDOM)
- le Parc National de Minkébé (Gabon)
- le Parc National d'Odzala-Kokoua (Congo)
- les Parcs Nationaux du Dja, de Boumba Bek et de Nki dans la partie Sud-est du Cameroun
- les concessions forestières autour des Parcs Nationaux de Boumba Bek et de Nki
- le couloir forestier reliant le Parc National de Minkebe et le Parc Naturel d'Ivindo
- la concession forestière de Ngombe et les alentours du Parc National d'Odzala-Kokoua
- le paysage de Gamba-Conkouati
- l'ensemble d'aires protégées de Gamba (Gabon)
- le Parc National de Mayumba (Gabon)
- le Parc National de Conkouati-Douli (Congo)
- la concession forestière de Mandji autour de l'ensemble des aires protégées de Gamba
- les alentours du Parc National de Conkouati-Douli et les concessions pétrolières adjacentes.

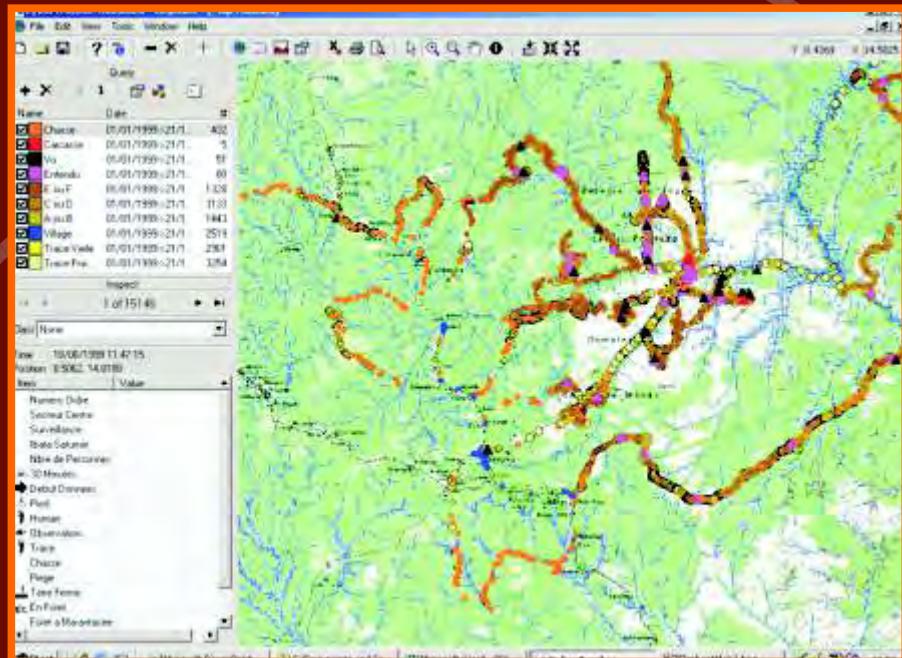
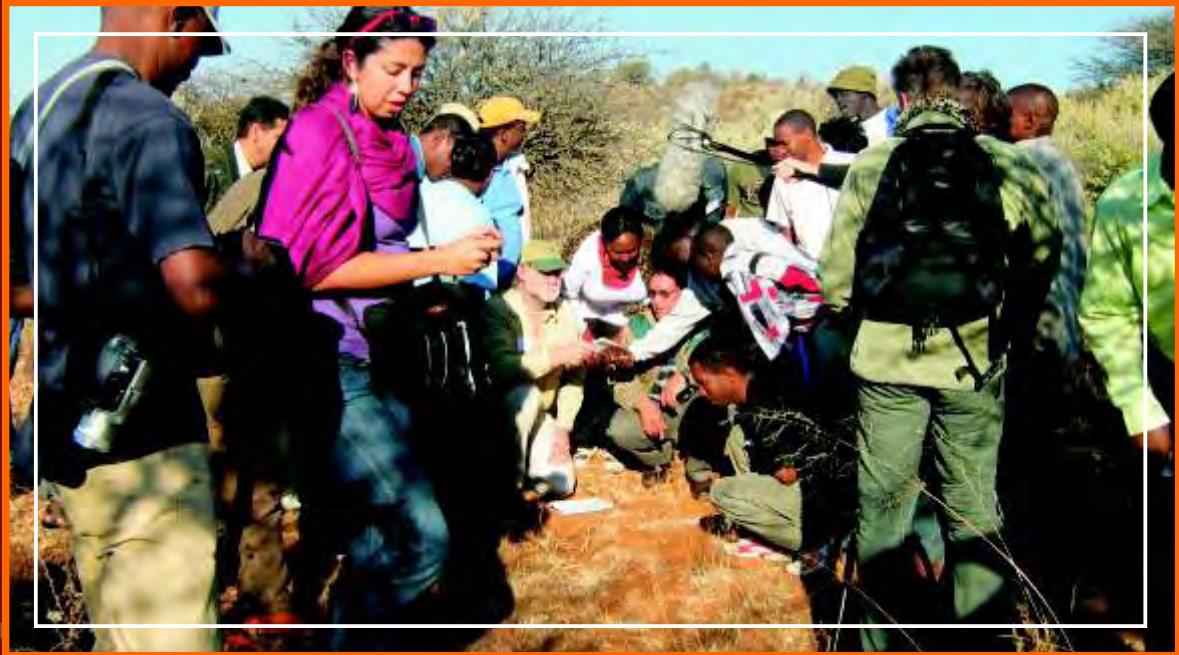
Ci-dessous : équipement de chasse traditionnelle

En haut à droite: One Time Films documente la démonstration du Cybertracker par Louis Mr Liebenberg

Au milieu, à droite : Saisie d'écran du logiciel Cybertracker représentant une carte des éléphants vivant dans les forêts du Parc National Odzala en RDC.

En bas, à droite : Louis Mr Liebenberg identifie les empreintes d'un chacal à dos noir





Questions, Observations & Recommandations

Soixante délégués des peuples autochtones et des experts issus d'ONG faisant office d'intermédiaires techniques venus d'Algérie, du Maroc, du Niger, du Tchad, du Cameroun, du Gabon, de la République Démocratique du Congo, de l'Ethiopie, du Burundi, du Kenya, de la Tanzanie, de la Namibie, du Botswana et de l'Afrique du Sud ont participé à l'atelier qui s'est tenu à Windhoek du 26 au 28 août 2008. Des invités venus de la Hollande, de l'Italie et des stagiaires d'IPACC venus du Canada ont également participé à l'atelier.

L'objectif de l'atelier était d'explorer comment les Technologies de l'Information Géospatiale (TIG) ont été utilisées ou comment elles pourraient être exploitées au service des Connaissances Ecologiques Traditionnelles (CET) dans le contexte des activités de plaidoyer en faveur des droits humains, des droits civiques et des droits de peuples, ainsi que du développement durable. L'objectif premier avait attiré aux activités de plaidoyer liées aux stratégies d'adaptation et de suivi de l'impact du changement climatique mais liées aussi à d'autres problèmes d'ordre politique ou liés au développement, y compris à la Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (GCRN), à la conservation des ressources naturelles ou aux projets visant l'amélioration des moyens de subsistance.

L'atelier de Windhoek a été divisé en quatre composantes majeures :

1. Des études de cas sur la cartographie participative dans trois régions d'Afrique (Bassin du Congo / Région des Grands Lacs ; Afrique de l'Est ; Kalahari / Afrique Australe);
2. Des démonstrations pratiques sur la TIG (Google Earth , Google Maps, Cybertracker, technologie GPS) ;
3. Formation à la communication sur Internet (Blogs, listes email, les champs d'exploitation et les fonctions de Gmail ; Google Earth, Google Maps, fils RSS) ;
4. Panels de discussions sur les connaissances traditionnelles et la Gestion Communautaire des Ressources Naturelles en Namibie.

Acronymes:

TIC =	Technologies de l'Information et de la Communication
TIG =	Technologie de l'information géospatiale
GPS =	Système de positionnement par satellites
SIG =	Système d'Information Géographique
Fils RSS =	« Really Simple Syndication », système d'alerte pour la mise à jour des sites Internet



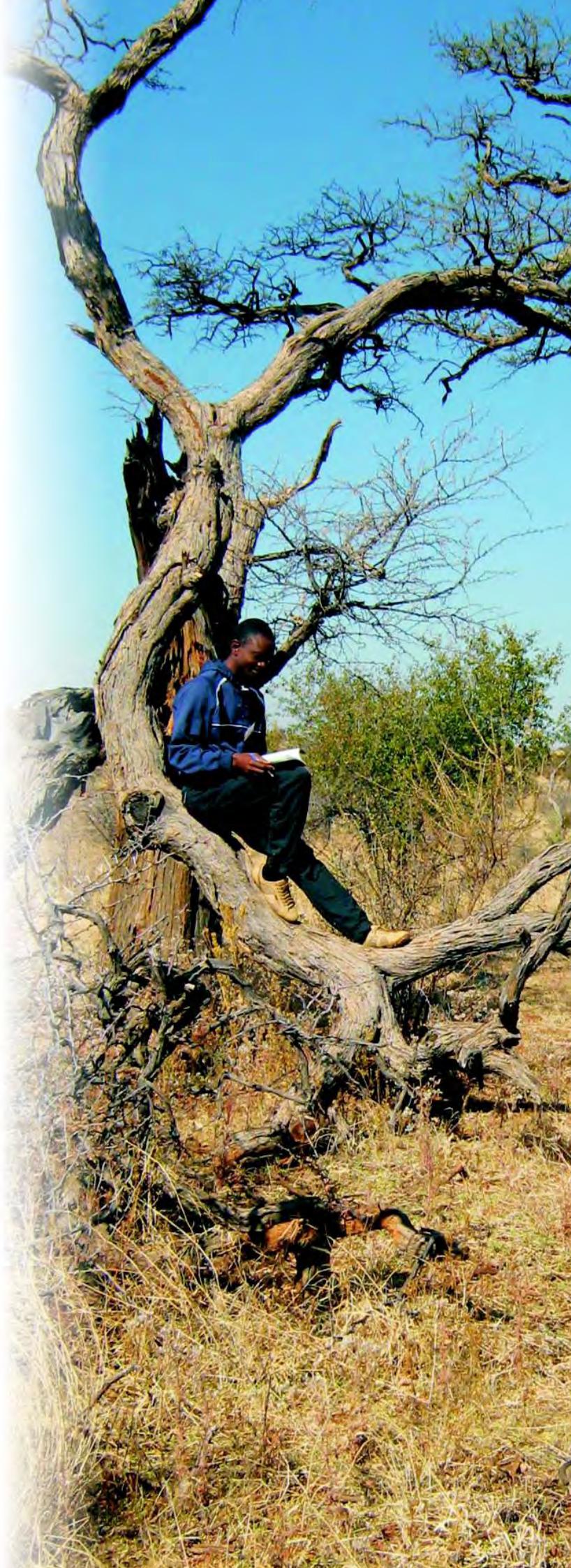
Avant le commencement de l'atelier et durant les mois qui ont suivi l'atelier, les membres d'IPACC au Kenya et au Niger se sont davantage penchés sur les questions soulevées durant l'atelier, grâce à une subvention de coopération de la division culturelle de l'UNESCO, gracieusement mis à disposition par la portion des fonds japonais à la Fondation pour l'Education au Développement Durable (EDD).

L'événement a été conjointement organisé, facilité et appuyé par le Comité de Coordination des Peuples Autochtones d'Afrique (IPACC), le groupe de travail des Minorités Autochtones d'Afrique australe, SHALIN ry (Finlande), Melca (Ethiopie), le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED, Cameroun), la Fondation pour l'Initiative pour la Protection de la Culture et le Développement Okavango (TOCaDI , Botswana), le programme Cartographie de Recherche Environnementale et d'Information en Afrique (ERMIS Africa, Kenya), Conservation Internationale, l'Organisation des Familles Kuru (Botswana) et la Fondation Rainforest UK. Un soutien technique et logistique a été fourni par WWF Namibie et le programme Développement Rural Intégré et Conservation de la Nature (IRDNC – Namibie).

Le Centre technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA, une agence de l'UE et des pays ACP, basée à Wageningen, aux Pays-Bas) était le plus bailleur principal de l'événement. Le mandat de CTA est d'aider les communautés rurales à préserver leurs ressources naturelles, à faire de la sensibilisation sur le réchauffement climatique et à renforcer leurs capacités de plaidoyer à travers l'utilisation de formations et des nouvelles technologies. La Fondation Rainforest UK et Norwegian Church Aid (NCA) ont apporté des financements supplémentaires.

A gauche : Les participants de l'atelier TIG/CET Durant une présentation filmée par One Time Films

A droite : Benoit Nziengui (Gabon) fait une pause lecture durant l'atelier de Windhoek.



Questions

L'atelier TIC/TIG d'IPACC à Windhoek, en Namibie, s'est penché sur les questions suivantes:

- Est-ce que les Technologies de l'Information Géospatiale (TIG ; incluant la cartographie, les technologies SIG et GPS et le Cybertracker) aident les peuples autochtones dans leur quête de conservation de leurs territoires, de leur héritage intangible, de leurs systèmes de savoir et de leurs droits en tant qu'Hommes et citoyens ?
- Quelles opportunités la TIG offre aux communautés souhaitant prendre activement part à la conservation de la diversité biologique et jouant un rôle positif dans l'adaptation et l'atténuation du changement climatique ?
- Parmi toutes les méthodologies TIG présentées durant les études de cas, quelles sont celles qui apportent le plus grand bénéfice au transfert intergénérationnel de savoirs et qui contribuent à l'affirmation de l'intégrité et du rôle d' « agence » des communautés ?
- Dans quelle mesure les TIG / TICs créent-elles des opportunités permettant aux peuples autochtones de plaidoyer de manière plus effective en devenant aptes à représenter leurs patrimoines oraux immatériels et savoirs écologiques traditionnels à travers les médias, de manière à les rendre plus accessibles par les personnes d'influence et les décideurs ?
- Comment les applications participatives des TIG ont-elles été utilisées par rapport aux Aires Protégées d'Afrique ?
- Comment les technologies GPS interagissent-elles avec les systèmes de savoir existants et la cartographie ?
- Dans quelle mesure le Cybertracker renforce-t-il la consignation, l'évaluation et la transmission des savoirs traditionnels écologiques détenus seulement par quelques aînés ?
- Existe-t-il des plateformes Internet Web2 capables d'aider à renforcer la visibilité et le rôle d'agents des peuples autochtones d'Afrique ?
- Existe-t-il un lien entre la technologie Web2 et la TIG ?



Observations

Les observations faites durant la conférence de Windhoek peuvent être considérées comme parallèles aux résultats des projets d'EDD.

Observations sur les CET

1. Les peuples autochtones d'Afrique sont les détenteurs d'un système de savoir riche et complexe sur la diversité biologique, les ressources naturelles et les écosystèmes de leurs territoires ;
2. Les CET sont souvent considérées à travers leurs liens avec les paysages, la densité et les changements de la diversité biologique, ainsi qu'à travers leurs liens avec les comportements, la localisation et les mouvements de la diversité biologique dans un écosystème ou un paysage ;
3. Les peuples qui sont mobiles survivent en gérant les ressources naturelles de leurs territoires de manière à conserver un équilibre de la diversité biologique, et ce même lorsque le climat fonctionne de manière déséquilibrée. L'expression ultime de cette sagesse et de cette approche sont les migrations nomades à travers le territoire (des migrations entre différents espaces, entre différentes zones de précipitations ou entre des zones d'altitudes différentes) afin d'assurer la restauration totale des services et de la diversité biologique des écosystèmes sous-jacents ;
4. Les Connaissances Ecologiques Traditionnelles (CETs) sont le produit d'une utilisation durable des ressources naturelles, ce qui inclut la chasse, la cueillette de nourriture et de médecine sauvages, le gardiennage de troupeaux, l'élevage d'animaux domestiques et la gestion de l'eau, et ce surtout dans les zones arides ou sub-humides ;
5. Les CET sont une science dynamique enseignée à travers un apprentissage didactique, l'apprentissage expérimental, ainsi qu'à travers des pratiques culturelles telles que les chansons, les tabous, les mythes, les histoires et les rêves ;
6. Les CET sont régies par des aspects éthiques, moraux et spirituels, qui sont exprimées à travers des tabous, des interdictions, des droits et des responsabilités communautaires, des systèmes de croyance ou religieux, des interactions avec le monde spirituel des ancêtres et des obligations qui se passent de générations éteintes à des générations qui ne sont pas encore nées ;
7. Les connaissances, telles qu'elles sont transmises de manière traditionnelle, sont inséparables de normes, de valeurs, de coutumes, de pratiques et de croyances. Les connaissances qui ne sont pas appuyées de sagesse et de respect ou d'une adhérence à des normes et à des pratiques culturelles déstabilisent à la fois la culture humaine et les systèmes naturels. L'objectif du travail réalisé en faveur de la conservation des CET ne consiste pas seulement à documenter ou à transférer des connaissances (ou à les échanger et à les commercialiser) mais aussi à assurer le transfert des valeurs, de l'éthique et de la sagesse se rapportant à la notion de durabilité. L'intégrité culturelle, les rapports sociaux et l'auto-détermination sont les fondements du transfert des CET ;
8. Les Connaissances Ecologiques Traditionnelles et leur cadre culturel et normatif sont menacés par des changements au niveau des économies locales, l'aliénation des terres, l'invasion par des voisins exerçant des activités agricoles, les invasions et les impacts néfastes d'industries d'extraction, la dégradation des terres, des forêts et de la diversité biologique (et ce surtout en raison d'activités humaines mais aussi en raison de l'instabilité climatique). Dans certaines communautés, il existe une scission très nette entre les connaissances et la culture détenue par les aînés et les jeunes générations qui ne sont pas aptes à maintenir un équilibre sur leurs territoires ;
9. Il n'y avait aucun exemple de gouvernements nationaux reconnaissant de manière active l'importance de la conservation de la diversité biologique ou soutenant son maintien et sa mise en œuvre – la GCRN en Afrique Australe est plus progressiste que dans d'autres parties de l'Afrique mais ses agents ont toujours tendance à prendre des décisions par le haut et à opérer de manière bureaucratique ;

*A gauche : Oom Jan van der Westhuizen,
médecin, Tsumkwe, Namibie.*



Observations sur la TIG/les TIC

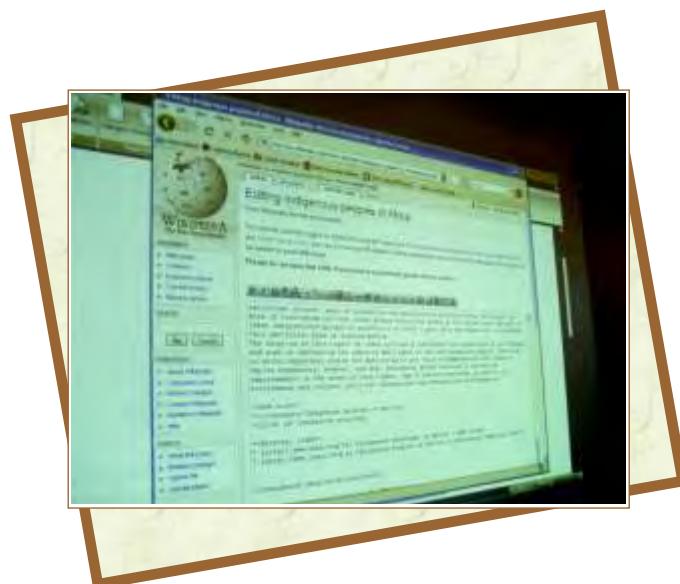
10. Les cartes et autres Technologies d'Information Géospatiale (TIG) sont des outils puissants permettant de valoriser la complexité et les fonctions des connaissances écologiques traditionnelles ;
11. Les TIG participatives aident les communautés à se rendre compte de la valeur de leur savoir et à réaffirmer leur engagement pour la gestion et la conservation de leur héritage naturel et culturel. Elles créent une plateforme solide établissant un dialogue entre les peuples locaux et autochtones et ceux qui ont le pouvoir de concevoir des politiques et de prendre des décisions ;
12. La cartographie permet d'établir un dialogue entre les communautés autochtones, et d'affirmer des valeurs et des savoirs perdus, ce qui peut contribuer à allier développement et solidarité entre les communautés rurales ;
13. La capacité des TIG à représenter des espaces et des territoires dans un format géo-référencé inspiré des connaissances locales, peut être facilement compris à la fois par les aînés et par les jeunes, quel que soit leur niveau d'alphabétisation. La TIG participatives constitue un atout dans le dialogue et la compréhension intergénérationnelle ;
14. Toutes les communautés engagées dans les applications participatives des TIG ont ressenti que faire la cartographie de leur territoire leur avait apporté des bénéfices substantiels en matière de plaidoyer pour leurs droits fonciers, pour opposer une résistance aux invasions des terres, pour œuvrer à l'intégration des intérêts de conservation et à la résistance à l'extraction des ressources qui doivent être préservées, pour l'assertion de leur culture, de leurs systèmes de connaissances, de valeurs, d'héritage, d'histoire, de pratiques traditionnelles et linguistiques, et de leurs ancêtres qui sont les gardiens de leur culture ;
15. Les délégués ayant participé à la conférence de Windhoek ont conclu que les techniques ouvertes et intégralement participatives de la cartographie, conduites en langues locales et inclusives des aînés et des jeunes, des hommes et des femmes, à des fins définies par la communauté (plutôt que par des agences externes) permettaient de donner une représentation plus vaste et plus nuancée du patrimoine et de la culture immatériels, qui contribuent, de manière générale, à un développement plus important des capacités des communautés ;
16. Les exercices de cartographie à but unique, tels que les exercices de délimitation des forêts communautaires ou des droits d'utilisation des ressources, bien qu'utiles et pratiques, ont tendance à exprimer une vision étrangère des terres, des droits et des territoires, et il est dès lors plus difficile pour les aînés de se les « approprier » et de les transmettre ;
17. Des approches telles que le développement de modèles tridimensionnels participatifs (modélisation participative de cartes en 3D) présentent l'avantage de mettre les jeunes d'avantage sous la tutelle des aînés, créant ainsi un mode de fonctionnement permettant un apprentissage continu et un dialogue entre les générations ainsi qu'avec des agences et des parties prenantes externes ;



A gauche : Personne saisissant des données dans le Cybertracker

En haut à droite : Les plateformes donnent aux peuples autochtones la possibilité de communiquer avec d'autres communautés sur toute la planète.

18. Les peuples nomades ont exprimé leurs préoccupations quant au logiciel de modélisation participative de cartes en 3D, une méthodologie convenant particulièrement à des petits territoires avec un relief marqué, mais ils souhaiteraient que des méthodes similaires soient adaptées aux vastes territoires aplanis caractéristiques du Sahara et du Sahel ;
19. Les délégués ont été impressionnés par la technologie du Cybertracker, qui a été jugé comme étant un outil puissant permettant de créer une interface entre le pistage traditionnel de tradition orale et les connaissances sur la diversité biologique, ainsi qu'avec la création de données pertinentes à la fois pour les exercices de cartographie et pour le contrôle quantitatif des ressources naturelles ;
20. Les points forts du Cybertracker résident dans la consignation et l'application de connaissances géoréférencées des aînés et des pisteurs talentueux et il serait intéressant de lier davantage cet outil à la production de cartes. Cette technique cartographique a été développée avec des dispositifs Helveta portables de poche, qui demeurent dans l'ensemble moins sophistiqués que le Cybertracker ;
21. Les délégués ont fait part de leur admiration pour les différents projets en cours à travers l'Afrique. Il a été ressenti de manière générale que la formation et la fourniture de matériaux pédagogiques pour les aspects participatifs des TIG devraient recevoir une plus grande attention, permettant ainsi le développement des capacités d'intermédiaires ainsi que l'amélioration directe des compétences communautaires ;
22. On note un manque de matériaux pédagogiques ou d'informations disponibles en Français sur la cartographie participative et les technologies qui y sont liées.



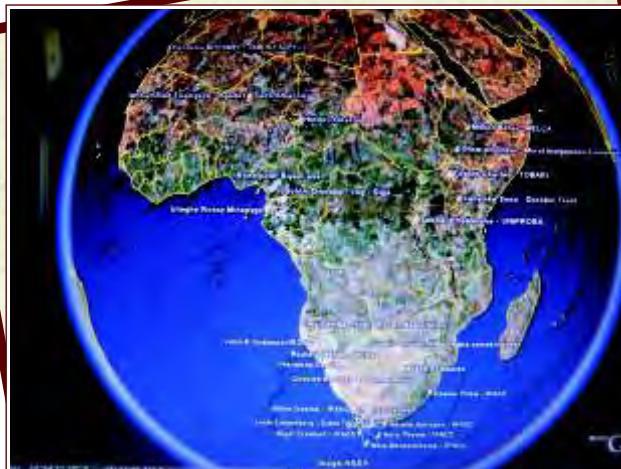
Observations sur le Web2

25. Les plateformes Web2 sont une nouveauté relative pour les militants autochtones d'Afrique. Les délégués ont exprimé un vif intérêt pour les blogs, les blogs avec vidéos, l'utilité des listes d'Emails et l'utilisation de Google Earth et des cartes sur Google. Les délégués ont indiqué que d'avantage de formations sur ces applications en ligne leur seraient bénéfiques ;
26. Les délégués venant de zones de conflits où la sécurité personnelle est menacée, ont trouvé que Google Earth était un outil utile pour la cartographie participative et pour préparer des légendes qui peuvent être utilisées plus tard lors d'exercices de cartographie communautaires ;
27. Les délégués avaient l'impression que les technologies TIG et Web2 étaient partiales et du ressort exclusif des hommes. Les femmes ont besoin d'accéder à ces technologies de manière égale.



Recommendations

- Les délégués devraient bénéficier davantage de formations sur les applications Web2 telles que les connaissances de bases sur les applications Google, le blogs et l'utilisation de vidéos pour les blogs, et sur Google Earth ;
 - les délégués ont recommandé que davantage de formations soient organisées sur l'utilisation d'instruments multilatéraux liés aux ressources naturelles, à l'environnement et au changement climatique ;
 - La relation entre la cartographie et les principaux traités Internationaux sur l'environnement et les droits environnementaux doit être renforcée (les Conventions CCNUCC, CDB CLD de « Rio ») – en d'autres termes, il faut enseigner comment utiliser ces cartes de manière efficace dans le contexte des opportunités politiques présentées par les articles 8j / 10C de la CDB ou les Plans d'action nationaux sur la sécheresse et la désertification sous la CLD ;
 - Un apprentissage et un échange interafricain plus important sur les TIG, TEK, la gestion environnementale et les activités de plaidoyer en faveur de l'environnement seraient également précieux ;
 - Les bonnes pratiques quant à la cartographie participative, en particulier la démonstration de différentes méthodes pour différents contextes devraient faire l'objet d'échanges plus importants ;
 - IPACC devrait traduire ou promouvoir les matériaux d'apprentissage en Français ;
 - Davantage de formations et de soutien à l'utilisation de la technologie Cybertracker ;
 - Davantage de tutorat sur le travail de militantisme, particulièrement sur la marche à suivre pour établir le lien entre divers besoins locaux et les politiques nationales et les instruments, les normes et les standards multilatéraux ;
 - IPACC et ses membres devraient s'engager à renforcer le développement d'alliances et de réseaux de formation dans les zones rurales africaines ;
 - IPACC, ses partenaires et ses alliés devraient faire pression sur les grandes ONG impliquées dans la Conservation en vue d'adopter des approches participatives à la représentation cartographique et de créer des normes quant à la consultation et au consentement. Les ONG devraient être encouragées à ne pas avoir recours à la cartographie « extractive », qui utilise les connaissances locales d'une manière qui peut être néfaste aux communautés autochtones et locales ;
 - Davantage de supports de formation sur la représentation cartographique participative devrait être développés et partagés avec les organisations autochtones, les communautés et les ONG techniques ;
 - Davantage d'exercices et d'échanges sur la modélisation participative en 3D entre les parties ayant travaillé avec le logiciel de modélisation sont encouragés ;
 - Les cartes de modélisation participatives en 3D existantes devraient être de nouveau consultées afin de voir comment il serait possible de les utiliser dans les préparatifs associés au climat, systèmes d'alerte précoces, prévention des catastrophes et activités de plaidoyer ;
 - La méthodologie de modélisation participative en 3D doit être appliquée pour les gardiens de troupeaux arpentant de grandes zones de transhumance ;
 - IPACC, ses partenaires et ses membres devraient militer en faveur d'une représentation et d'une intégration plus importante des femmes dans les TIG, le travail associé au climat et activités de plaidoyer.



A gauche : Fond d'écran des villages des participants à l'atelier de Windhoek, telle qu'il apparaît sur Google Earth

En haut à droite : Les Participants à l'atelier de Windhoek vont sur le terrain pour apprendre à se servir du Cybertracker

En bas à droite : Des anciens Ogiek avec des participants Nessuit durant l'exercice de cartographie et la carte 3D de l'escarpement de Mau, Nessuit, Kenya



Plan d'Action Stratégique

Les considérations stratégiques et les recommandations qui suivent sont le produit des études de cas, des groupes de travail, des sessions plénières, des réunions-débats et du mur de la démocratie.

Résumé récapitulatif

La cartographie participative est un outil permettant le développement des capacités et pouvant être utilisée par les peuples autochtones dans l'affirmation de leur culture, de leurs systèmes de savoir et de valeurs. Cet outil qui permet de construire le consensus entre les communautés; cela constitue aussi une source d'inspiration pour l'apprentissage intergénérationnel et la revitalisation des connaissances écologiques qui sont menacées. Les TIG participatives ont le potentiel de démanteler les stéréotypes véhiculés sur les peuples autochtones et de créer de nouveaux types de relations avec les communautés dominantes, les scientifiques œuvrant à la conservation et avec les services publics. Les TIG jouent un rôle particulièrement important dans le contexte de l'instabilité climatique.

L'utilisation de cartes et de technologies affiliées dans la conception une approche stratégique qui soit globale et qui incorpore des paysages/écosystèmes, en vue de la protection des services rendus par les écosystèmes et de la maximisation du rôle de gardiens joué par les communautés, déterminera dans quelle mesure les Africains vivant dans les zones rurales survivront les décennies à venir. Ces principes sont reconnus par les Conventions de Rio et relèvent du bon sens. Ces principes doivent être mis en œuvre par les gouvernements africains et à travers la législation.

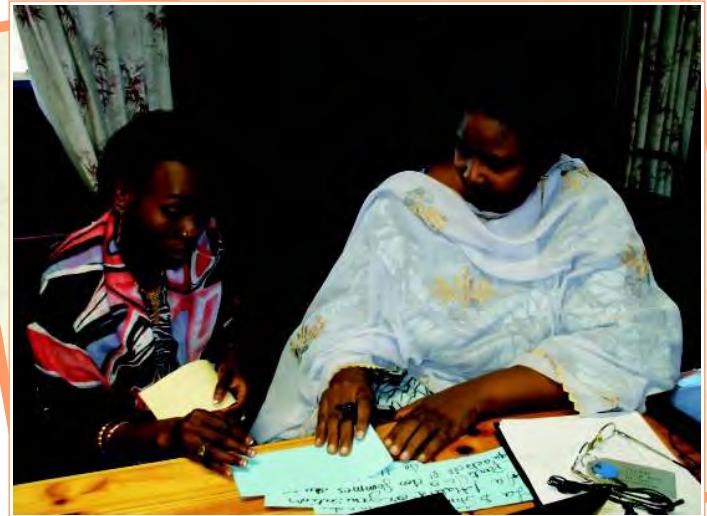
Au sujet de la participation cartographique

- **A l'échelle de l'Afrique :** Davantage d'échanges sur les expériences en matière de cartographie participative devraient être organisés, avec un intérêt particulier pour l'étude de différentes méthodes dans différents contextes, lesquels devraient être partagées plus largement ;
- IPACC, ses partenaires et ses alliés devraient faire pression sur les grandes ONG impliquées dans la Conservation en vue d'adopter des approches *participatives* à la représentation cartographique et de créer des normes quant à la consultation et au consentement. Les ONG devraient être encouragées à ne pas avoir recours à la cartographie « extractive » qui utilise les connaissances locales d'une manière qui peut être néfaste aux communautés autochtones et locales ;
- La technologie Cybertracker pourrait jouer un rôle important pour une reconnaissance accrue des CET – IPACC devrait poursuivre son partenariat avec Cybertracker Conservation et continuer à promouvoir la formation et la sensibilisation sur cette technologie ;
- Davantage de supports pédagogiques sur la cartographie participative devraient être développés et partagés avec des organisations, communautés et ONG techniques autochtones ;
 - La cartographie doit être documentée pour contribuer au partage des bonnes pratiques et de l'apprentissage. Des supports tels que la vidéo, les films, les applications Web2 applications peuvent être des outils utiles ;
 - Les cartes de modélisation participatives en 3D existantes devraient être de nouveau consultées afin de voir comment il serait possible de les utiliser dans les préparatifs associés au climat, systèmes d'alerte précoce, prévention des catastrophes et activités de plaidoyer ;



- **Afrique centrale** : IPACC devrait coopérer avec les organisations autochtones la Fondation Rainforest pour la mise en œuvre d'au moins deux exercices de modélisation participative en 3D dans le Bassin du Congo Basin et dans la région des Grands Lacs respectivement. IPACC devrait coopérer avec la Fondation Rainforest dans le cadre de son programme de développement des capacités en matière de cartographie participative dans le Bassin du Congo ;
- **Corne du Sahara et du Sahel** : IPACC devrait rechercher des partenaires techniques capables de réaliser des exercices de cartographie participative dans les espaces de nomadisme et de pastoralisme, tout en préservant les bénéfices du contrôle communautaire et de l'affirmation culturelle et linguistique. Le Programme d'IPACC sur le Cybertracker pourrait aussi être appliqué à la région du Sahara – Sahel où les nomades ont de grands talents de pisteurs. Les forums et le militantisme se rapportant au développement d'instruments mesurant la désertification devraient bénéficier d'une plus grande attention ;
- **Afrique orientale** : La méthodologie de modélisation participative en 3D devrait être partagée avec l'Ouganda et la Tanzanie. Le lien entre cartographie et problèmes climatiques (adaptation et atténuation) devrait bénéficier d'une plus grande attention. Les cartes devraient être promues dans le contexte de l'Education pour un développement durable et la planification de la participation publique. Le développement des capacités techniques des autochtones est important pour le développement local. Le lien existant entre le Cybertracker et les compétences en matière de pistage traditionnel devrait être étendu à l'Afrique de l'Est (à partir des programmes d'IPACC en Afrique australe) ;
- **Afrique australie** : La promotion de la cartographie pour la GCRN et les droits fonciers devrait être poursuivie. Le développement des compétences et l'intégration de la cartographie à des objectifs spécifiques du militantisme devrait être accentué. Ceci inclurait le contrôle du changement climatique, l'inventaire des espèces végétales menacées, la visibilité des problèmes du braconnage et l'utilisation excessive des ressources ainsi que la recherche scientifique quantitative conduite par les autochtones eux-mêmes. Les cartes peuvent aussi être promues dans le contexte de l'Education pour un développement durable. Des activités de lobbying doivent encore être réalisées auprès des ONG pour qu'elles comprennent la valeur ajoutée de la cartographie comme outil stratégique de développement global des capacités et de préservation du patrimoine. Les peuples autochtones ont besoin de sessions de contact bien plus régulières avec les points focaux de leurs gouvernements sur le climat et la diversité biologique. Le travail de TIG pourrait être étendu au-delà du pistage de la vie sauvage vers d'autres aires telles que le savoir traditionnel et la cueillette durable des plantes médicinales ;
- **Afrique du Nord** : Incluez-nous au processus ! La cartographie de l'héritage culturel intangible, l'impact du tourisme, l'utilisation des ressources naturelles, les sites archéologiques et montrer les systèmes de gouvernance autour des ressources naturelles traditionnelles seraient tous de éléments très utiles au travail de militantisme. De nombreux Imazighen sont en train d'oublier les systèmes de gestion collective des ressources et la cartographie peut les aider à revitaliser cela et à octroyer de nouveau un rôle important à la mémoire dans les pratiques culturelles.

A droite : Hindou Oumarou Ibrahim et Sada Albachir écrivent leurs contributions sur le mur de la démocratie.



Web2

- Les délégués apprécieraient davantage de formations sur les applications Web2, ce qui inclut : connaissances de base sur les applications Google (comme par exemple la recherche sur Internet, l'utilisation de gmail, fils RSS), les blogs et l'utilisation de vidéos sur blog ;
- IPACC devrait organiser une deuxième session de formation sur les applications Web2 avant la conférence de Marrakech sur l'adaptation et l'atténuation (Novembre 2008) ;
- Des formations d'un niveau plus avancé sur l'utilisation de Google Earth seraient utiles, surtout dans les régions de conflits et pour les nomades parcourant de vastes territoires ;
- IPACC devrait se concentrer davantage sur l'assistance à apporter aux sous-régions dans la création de leurs propres listes de distribution d'emails, la gestion de leurs bases de données et la capacité documentaire ;
- Le développement des capacités des femmes en matière de nouvelles technologies devrait recevoir plus d'attention.

Activités de Plaidoyer

- Les délégués recommandent plus de formations sur les instruments multilatéraux liés au changement climatique (adaptation et atténuation), la diversité biologique, la législation et les normes de gestion des aires protégées et de désertification ;
- Le lien entre la cartographie et les principaux traités internationaux sur l'environnement et les droits environnementaux (les Conventions de « Rio »: CCCC, CDB et CLD) - en d'autres termes, il faut enseigner aux peuples autochtones à utiliser ces cartes de manière efficace dans le contexte des opportunités politiques présentées par les articles 8j / 10C de la CDB ou les Plans d'Action nationaux sur la sécheresse et la désertification sous la CLD ;
- Davantage d'opportunités d'apprentissage et d'échanges interafricains sur les TIG, les CET, la gouvernance et le militantisme environnementaux seraient utiles ;
- IPACC devrait traduire ou promouvoir les matériaux d'apprentissage en Français, le Cybertracker et l'utilisation des plateformes Web2 pour la plaidoirie ;
- Davantage de tutorat sur le travail de militantisme, particulièrement sur la manière d'établir le lien entre divers besoins locaux et les politiques nationales et les instruments, les normes et les standards multilatéraux ;
- IPACC et ses membres devraient s'engager à renforcer le développement d'alliances et de réseaux de formation dans les zones rurales africaines ;
- IPACC, ses partenaires et ses membres devraient militer en faveur d'une plus grande représentation et inclusion des femmes dans l'utilisation des TIG et dans le travail lié au climat et au militantisme ;
- Le lien entre peuples autochtones et les ONG de conservation internationale (BINGO) devrait recevoir une plus grande attention. La création d'une alliance entre ces groupes d'intérêt serait bénéfique à l'Afrique. IPACC devrait explorer les opportunités de dialogue entre ces BINGO et les peuples autochtones sur le thème des aires protégées et de l'utilisation des ressources naturelles.

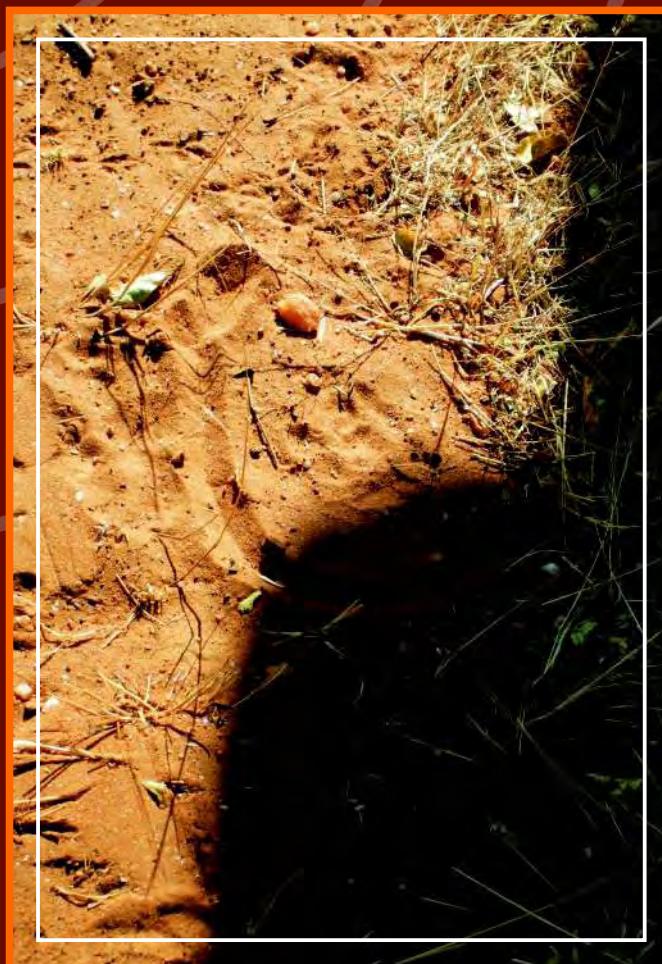
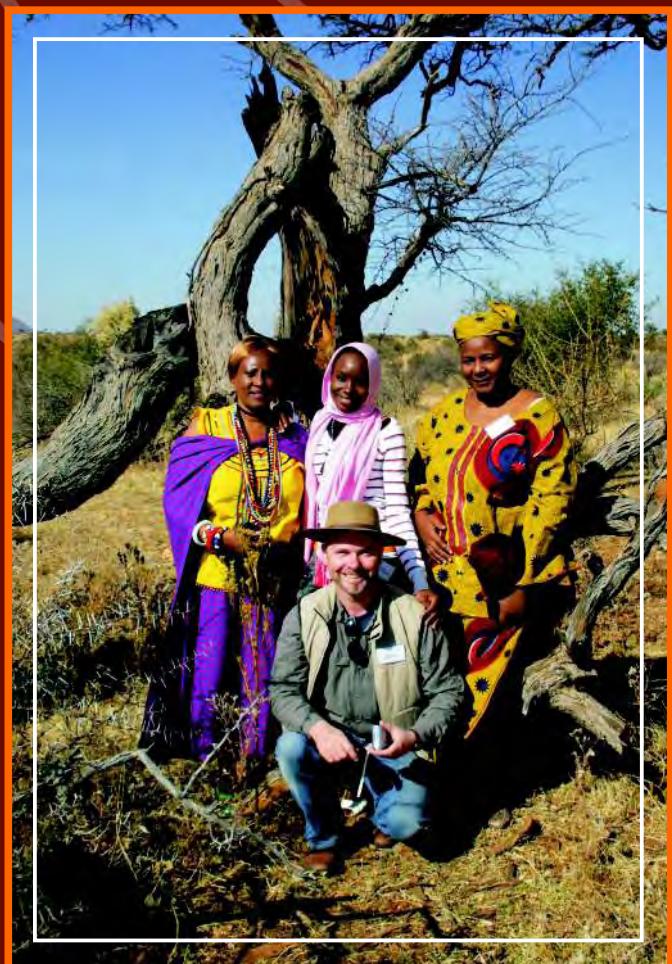


A gauche : Julius Githinji Muchemi (Kenya)
et Giacomo Rambaldi (CTA – Pays Bas)

En haut à droite : Gazelle Springbok au Namibie

En bas à droite : Une pause photo rapide durant la démonstration sur le Cybertracker. En commençant à l'arrière sur la gauche : Mary Simat (Kenya), Hindou Oumarou Ibrahim (Tchad), Sada Albachir (Niger)
Devant: Nigel Crawhall (AFRIQUE DU SUD)

En bas tout à droite: Empreinte de Chacal à dos noir



Appendice 1:

Programme de l'Atelier

Un atelier sur la cartographie culturelle et ses utilisations possibles par les Peuples Autochtones

Durée	Type d'activité	Personnes ressources	Titre	
Journée 0 : 25 août 2008		SEANCE 0 : Arrivée & Présentations		
18h00-20h00	Session plénière/Dîner	Nigel, Peter, Julius, Giacomo, Dillon, Richard	Présentation des participants & des facilitateurs ; Lancement de l'atelier ; Vidéo + Mur de la Démocratie	
18h00-21h00	Activité en ligne	Dillon, Mohamed, Sada, Giacomo	Localiser des lieux sur Google Earth (petites équipes en langue anglaise et en langue française) + Quiz	
Journée 1 : 26 août 2008		SEANCE 1 : Technologie de l'Information Géospatiale – Etudes de cas		
08h30-09h15	Session plénière	Mary & Vital, Julius, Kanyinke	Bienvenue + Protocole + le Plan d'Action de Bujumbura & la cartographie CCCC & des peuples autochtones en Afrique	
09h15-09h45	21' Multimedia	Giacomo Rambaldi	Donner la parole au non-dit + CTA	
09h45-10h30	Etude de Cas 1	Julius, Kakwetin, Jeniffer & Peter	Modélisation participative en 3D au Kenya : 3 études de cas	
10h30-11h00	Pause Café			
11h00-12h00	Session plénière		Discussion	
12h00-12h45	Etude de Cas 2	CED / Thierry	Cartographie Forestière dans le Bassin du Congo (Cameroun, RDC, Rep. Congo, Gabon)	
12h45-13h15	Session plénière		Discussion	
13h15-14h15	Pause déjeuner			
14h15-15h00	Etude de Cas 3	Nataniel, Cgara, Annetta, Victoria	La cartographie San (Botswana, Namibie, Afrique du Sud)	
15h00-15h30	Session plénière		Discussion	
15h30-15h45	Pause Café			
15h45-16h15	Discussion	Julius, Nat, Jeniffer	Les Méthodologies de développement des capacités	
16h15-16h45	4 x Petits groupes de travail	Facilitateurs	Leçons apprises – les bonnes pratiques et le développement des capacités	
16h45-17h00	Session plénière		Discussion	
17h00-17h10	Presentation	Giulia & Giacomo & Julius	Les Communautés et leurs partenaires techniques: manuel d'apprentissage de CTA / IFAD	
17h10-17h30	Session plénière		Discussion	
18h00	Réception de l'atelier & événement culturel			
Journée 2 : 27 août 2008		SEANCE 2 : Pistage et les TIG		
08h00-10:30	Travail sur le terrain (en extérieur)	Louis	Le Cybertracker en action : les connaissances de la diversité biologique et les TIG	
10h30-11h00	Pause Café			
11h00-11h30	Presentation	Louis	La certification Cybertracking, la gestion intergénérationnelle des connivences – rapport d'activité sur Tsumkwe	
11h30-12h00	Session plénière		Rapports Régionaux sur la Certification des pisteurs	
12h00-12h30	Presentation	CED / Thierry	La technologie CED / Basin du Congo en comparaison	
12h30 - 13h00	4 x petits groupes de travail	Hitous, Thierry, Kanyinke, Cgara	Observations Régionales sur les TIG, la cartographie et les CET	
13h00-14h15	Pause déjeuner			



Durée	Type d'activité	Personnes ressources	Titre
Journée 2 : 27 août 2008		SEANCE 3 : Web2 & Capacités Internet	
14h15-14h45	Présentation	Dillon & Peter	Web2 : Qu'est que c'est ? Quelles sont les opportunités ?
14h45-15h15	Démonstration & petits groupes de travail	Dillon & Giacomo & Peter	Google Earth pour la cartographie, la contre-cartographie et le militantisme
15h15-15h30	Session plénière		Discussion
15h30-15h45	Pause Café		
15h45-16h15	Présentation & Démonstration	Peter & Dillon	Blogs & sites Internet pour le réseautage, le militantisme & la Communication
16h15-17h00	Présentation PPT	Giacomo, Nigel, Julius	Les légendes CET & les bases de données (L'inventaire de l'EDD de UNESCO au Niger)
17h00-17h30	Session plénière		Discussion
19h30	Film evening: My Land is My Dignity		
Journée 3 : 28 août 2008		SEANCE 3 : Activités de plaidoyer : Technologies, communication et opportunités	
08h30-09h30	Présentation	Facilitateurs	Les CET, le changement climatique & le militantisme (état des lieux sur les leçons de l'atelier ; Passage en revue des instruments et des forums des Nations Unies)
09h30-10h15	Présentation	Invité Namibien & MET	Le cadre légal namibien pour la conservation et les moyens de subsistance – opportunités de plaidoirie pour les peuples
10h15-10h30	Pause Café		
10h30-11h30	Panel	IRDNC, WWF LIFE, Conservation Internationale	Les ONG et les peuples autochtones : est ce que les TIG et le militantisme peuvent apporter les changements désirés ?
11h30-12h30	Panel	Intervenants autochtones	Kenya, Niger, Botswana, Namibie, Cameroun : Faire la cartographie des CET et sécuriser ses droits
12h30-13h00	Session plénière		
13h00-14h00	Pause déjeuner		
14h00-15h00	Petits groupes de travail	Facilitateurs	Plans de travail régionaux : CET, IIG et le militantisme
15h00-15h45	Session plénière		
15h45-16h00	Pause Café		
16h00-16h30	Clôture	Mary & Vital & délégué Namibien	Les peuples autochtones, le militantisme et le changement climatique

Au verso:

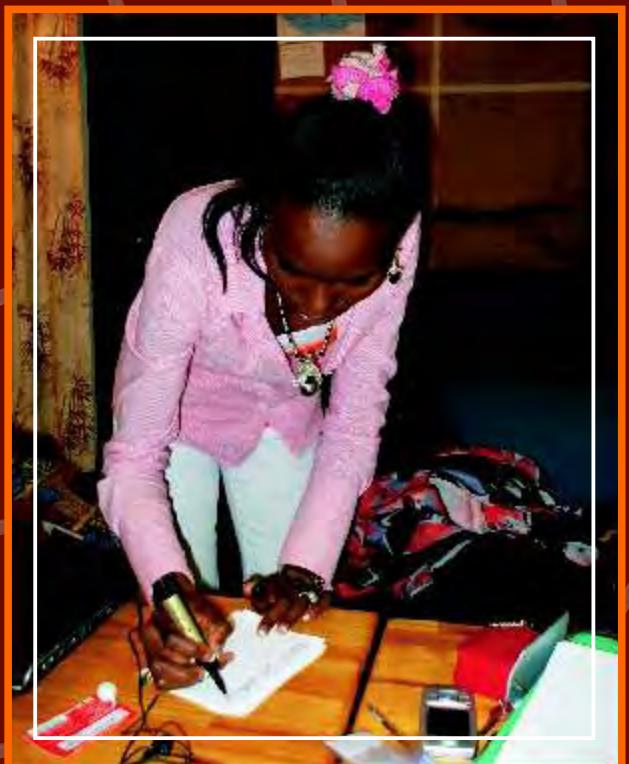
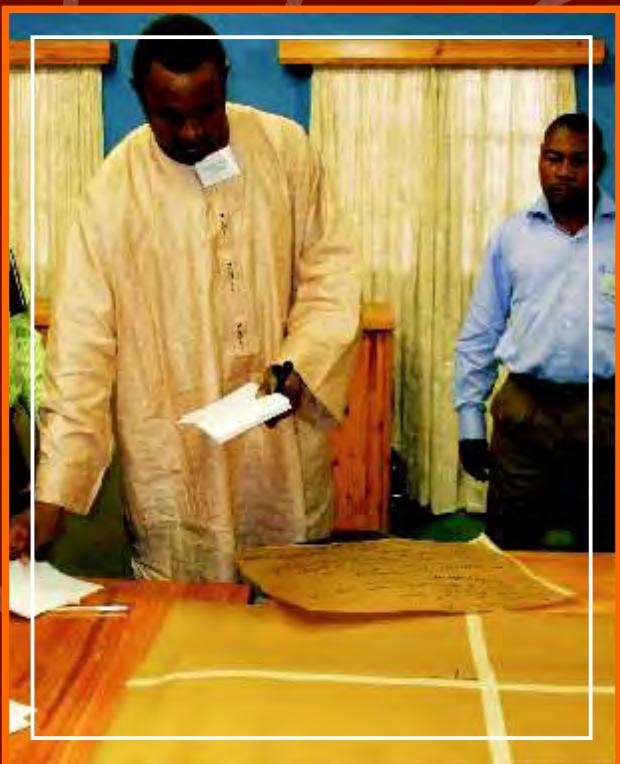
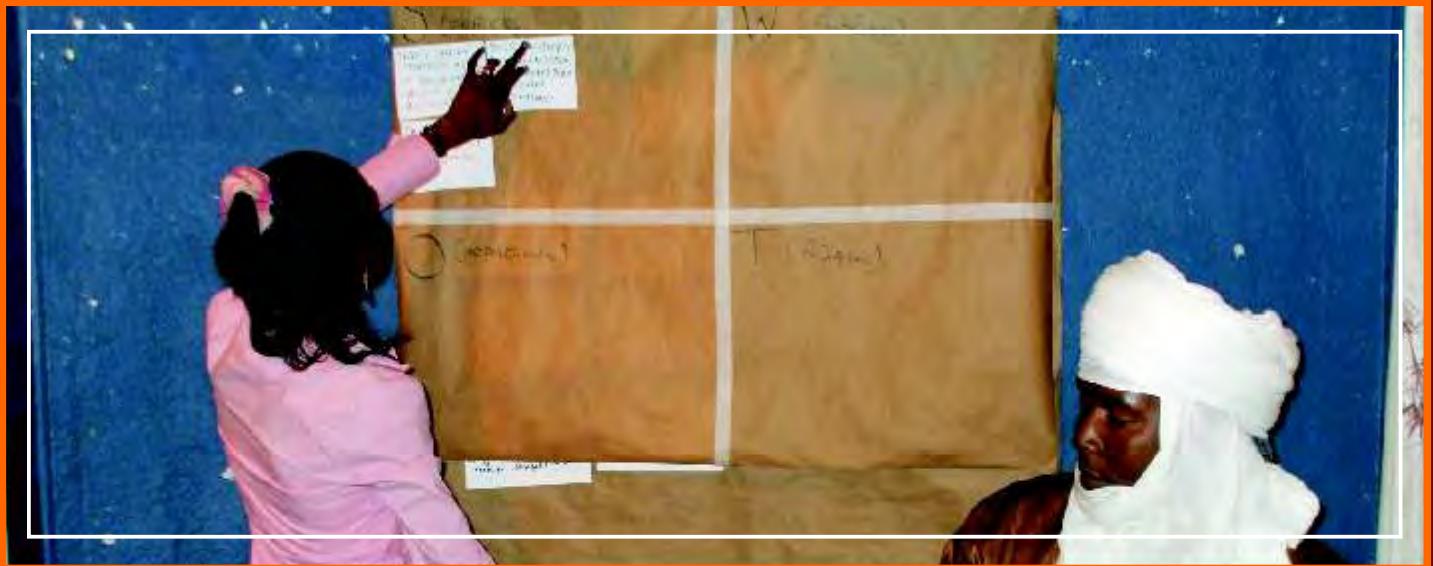
En haut à gauche : Hindou Oumarou Ibrahim (Tchad) et Mohamed Ewangaye (Niger) mettent des idées sur le mur d'analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces)

A gauche : Des participants travaillant ensemble à la création d'un tableau d'analyse SWOT

En haut à droite : Hindou Oumarou Ibrahim (Tchad) et Sada Albachir (Niger) donnent leurs idées sur l'analyse SWOT durant l'atelier à Windhoek

En bas à droite : Nataniel Nuulimba épingle une idée sur le tableau de compte-rendu durant l'atelier SWOT au Botswana







Appendice 2:

Liste des Participants

Atelier ITG/CET de Windhoek: 26 – 28 août 2008
Harmony Centre Séminaire, Windhoek, Namibie



Nom : Anna Ais
Organisation : Hailjom Youth Organisation
Groupe de travail pour les minorités autochtones d'Afrique
Australe (WIMSA)
Adresse : N° 8, Bach Street, Windhoek, NAMIBIE
Tél : 00 264 81 3987215 (Portable)
Email : ais.anna@gmail.com



Nom : Sada Albachir
Représentant Député Régional de l'Afrique Occidental pour
IPACC; Communauté Touareg – Niger
Organisation : Association Tunfa
Adresse : BP 225, Agadez, NIGER
Tél : 00 227 96983071
Email : sadaalbachir@yahoo.fr



Nom : Million Belay
Director, Melca Mahiber
Coordinateur, Réseau pour la Diversité Biologique
Thème de la Diversité Culturelle
Organisation : Melca Mahiber
Adresse : P.O. Box 1507, Addis Ababa, 1250, ETHIOPIE
Tél : +251 115 507172/36; +251 911402403;
Fax : +251 115 507949
Email : melca@ethionet.et ;
millionbelay@yahoo.com



Nom : Muda Bidimari
Représentant de Mursi – Ethiopie
Organisation : Mursi Indigenous Community Association (MICA)
Adresse : P.O BOX 34, South Omo Jinka, 1250, Addis Ababa, ETHIOPIE
Tél : 00 251 9168 73012;
00 251 913875527
Email : olisarali.olibui1@gmail.com;
olimoto@yahoo.co.uk



Nom : Rossy Biteghe
Facilitateur pour la jeunesse Bakoya et la traduction
Coordinateur, Réseau pour la Diversité Biologique
Thème de la Diversité Culturelle
Organisation : MINAPYGA
Adresse : BP 16504, Libreville, GABON
Tél : 00 241 0785 45 57;
00 241 0620 97 45
Email : biteghebbr@yahoo.fr



Nom : Barthélémy Boika
Organisation : Cercle pour la Défense de l'Environnement CEDEN
Adresse : 45, Avenue Lisala, Commune de Kasa-Vubu, Kinshasa,
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Tél : 00 243 81 247 9434
Email : barthboika@yahoo.fr



Nom : Annetta Bok
Organisation : L'Institut Sud-Africain San (SASI)
Adresse : 1 Suurlemoen Road, Extension 12, Upington, 8800,
AFRIQUE DU SUD
Tél : +27 76 829 1079 (Portable)
Email : annetta.bok@gmail.com



Nom : Nigel Crawhall
Organisation : Comité de Coordination des Peuples Autochtones d'Afrique [IPACC] - Directeur du Secrétariat
Adresse : P.O. Box 106, Newlands, Le Cap, 7725, AFRIQUE DU SUD
Tél : +27 21 686 0193
Fax : +27 21 686 0193
Email : ipacc@iafrica.com
ipacc.africa@gmail.com
Website : www.ipacc.org.za



Nom : Harald Ekker
Organisation : Hipo Organisation, représentant d'Himba, Bemba, Tjimba,
Ouatwa en Namibie et en Angola
Adresse : P.O.Box 185, Opuwo, NAMIBIE
Tél : 00 264 65 273362
00 264 81 4010013 (Portable)
Email : harald_ekker@yahoo.no



Nom : Mohammed Ewangaye
Organisation : PRODECAP - SADAD (Secrétaire Exécutif)
Adresse : BP 10981, Niamey, NIGER
Tél : 00 227 983 353
00 227 969 83353 (Portable)
Email : mohammed_ewangaye@yahoo.fr



Nom : Satau Gakemotho
Organisation : CED
Adresse : P.O.Box 472, Shakawe, BOTSWANA
Tél : 00 267 6875284
Email : gsatau@gmail.com



Nom : Joachim Gwodog
Organisation : CED
Adresse : BP 3430, Yaoundé, CAMEROUN
Tél : 00 222 238 576
Email : jgwodog@yahoo.fr



Nom : Leonard Habimana
Organisation : UNIPROBA
Adresse : BP 5207, Mutanga 1, Bujumbura, BURUNDI
Tél : 00 257 7993 70 40
Email : lhabimana2002@yahoo.fr



Nom : Mohammed Handaine
Organisation : Tamunt n'Iffuz
Adresse : B.P 3635, Talborjt, Agadir, 8000, MAROC
Tél : +212 7078 9000
Email : anroz1@menara.ma



Nom : Padeiro Haneb
Organisation : WIMSA
Adresse : No. 8, Bach Street, Windhoek, NAMIBIE
Tél : 00 264 81 398 7215
Email : padeiro@gmail.com



Nom : Georges Thierry Handja
Organisation : CED
Adresse : BP 3430, Yaoundé, CAMEROUN
Tél : 00 237 22 22 3857
Email : handjagt@gmail.com



Nom : Hindou Oumarou Ibrahim
Organisation : Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad
Adresse : BP 58, s/c de Salaheddine, Ndjamena, TCHAD
Tél : 00 235 629 2579
Email : hindououmarou@yahoo.fr



Nom : Hitous Abdellah
Organisation : Association Tamaynut
Adresse : 12 bis RUE OUED SOUS AGDAL, Rabat, 10000, MAROC
Tél : 00 212 61 69 54 70
Email : abdamazigh@hotmail.com



Nom : Francis Kakwetin
Représentant Ogiek – Représentant Régional du Kenya
Régional – Afrique du Nord pour IPACC

Organisation : Ermis Africa
Adresse : Box 17347, Nakuru, 20100, KENYA
Tél : +254 51 221 33 23
Email : 00 254 7283 472 40 (Portable)
kakwetin@ermisafrica.org

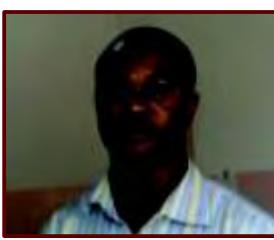


Nom : Liep Kamba
Représentant San – Namibie

Organisation : IRDNC - Développement Rural Intégré et la Conservation
Naturelle

Adresse : 2nd Floor, Kenya House, Robert Mugabe Avenue, Windhoek,
9000, NAMIBIE

Tél : 00 264 8128 493 24
Email : irdnc@africa.com.na



Nom : John Katanga
Représentant Batwa/Pygmée – République Démocratique du
Congo

Organisation : Fonds Mondial pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

Adresse : P.O. Box 30470, 00100, Nairobi, KENYA

Tél : 00 24399 7117 606
Email : johnkat@yahoo.fr



Nom : Jennifer Koinante
Organisation : Association des peuples Yiaku
Adresse : P.O. Box 947, Nanyuki, 10400, KENYA
Tél : 00 254 722 733412
Email : koinante6@yahoo.com



Nom : Peter Kuria
Facilitateur durant l'atelier TIG/CET à Windhoek
Coordinateur de Project pour la Fondation Siemenpuu

Organisation : SHALIN Suomi ry – Finlande (Directeur)

Adresse : Asemamiehenkatu 4B, 00520, Helsinki, FINLANDE

Tél : +358 40 768 3440
Email : pgkuria@gmail.com
Site Web : www.shalinry.org



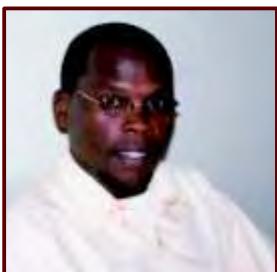
Nom : Louis Mr Liebenberg
Facilitateur durant l'atelier TIG/CET à Windhoek – Formation
Cybertracker

Organisation : Cybertracker Conservation, Le Cap (Directeur)

Adresse : PO Box 1211, Noordhoek, 7985, Le Cap, AFRIQUE DU SUD
Tél : +27 21 789 2884
Email : louis@cybertracker.co.za



Nom : Wynard Morris
Représentant, San Botswana
Organisation : Fondation Kuru D'Kar
Adresse : PO Box 219, Ghanzi, BOTSWANA
Tél : 00 267 7259 5634
Email : wynard.morris@gmail.com



Nom : Julius Githinji Muchemi
Organisation : Recherche cartographique Environnementale des systèmes d'information en Afrique (ERMIS Afrique)
Adresse : P.O Box 12327, Nakuru, 20100, KENYA
Tél : 00 254 51 2213323
00 254 720 703 606 (Portable)
Email : julius@ermisafrica.org
Website : www.ermisafrica.org



Nom : Kamira Nait Sid
Représentante des Femmes pour IPACC Afrique du Nord
Organisation : Collectif de Femmes de Kabylie
Adresse : 17, rue Bouffarache, Porte Numero 7, Bouzidi Tizi-Ouzou, ALGERIE
Tél : 00 213 772 837 167
00 213 73 04 89 14
Email : kamira_ber@yahoo.fr



Nom : Nathanael Nuulimba
Conseiller GCRN et cartographie
Organisation : Letloa Trust
Adresse : P.O.Box 472, Shakawe, BOTSWANA
Tél : +267 6875284;
Fax : +267 6875084;
Cell : +267 71668230
Email : nat@kuru.co.bw
Website : www.kuru.co.bw



Nom : Benoit Nziengui
Représentant tsogho t – Gabon
Organisation : Parc National de Waka (Conservateur)
Adresse : BP 7847, Libreville, GABON
Tél : + 291 0737 0535
Email : benziengui@caramail.com



Nom : Adam Ole Mwaruba
Représentant Parakuiyo Maasai, – Tanzanie
Organisation : PIACODEO (Organisation pour le Développement des peuples autochtones nomades Parakuiyo)
Adresse : PO BOX 894, Morogoro, TANZANIE
Tél : 00 255 756 3161 84
Email : olpurkani@yahoo.co.uk



Nom : Olisarali Olibui
Représentant Mursi – Ethiopie
Organisation : Association des peuples autochtones Mursi (MICA)
Adresse : P.O BOX 34, South Omo Jinka, 1250, Addis Ababa, ETHIOPIE
Tél : 00 251 916 873 012
Email : olisarali.olibui1@gmail.com



Nom : Giulia Pedone
Organisation : CTA - stagiaire
Adresse : P.O. Box 380, 6700 AJ Wageningen, PAYS BAS
Tél : +31 681188 198 (Italie)
+39 3200 77 6080 (Pays Bas)
Email : giuliapedone@yahoo.it



Nom : Giacomo Rambaldi
Coordinateur Régional du Département des Programmes de Communication et des Services (CCSD)
Organisation : Centre Technique pour la coopération agricole et rurale (CTA)
Adresse : P.O. Box 380, 6700 AJ Wageningen, PAYS BAS
Tél : +31 (0) 317 467174;
Fax : +31 (0) 317 460067
Email : rambaldi@cta.int
grambaldi@iapad.org
Website : <http://www.cta.int>



Nom : Lucrezia Reiker
Représentant Himba – Namibie
Organisation : Hipo - Organisation des peuples autochtones Hizetwa
Adresse : P.O.Box 185, Opuwo, NAMIBIE
Tél : 00 264 81 279 2005
Email : hipo@iway.na



Nom : Charles Rhoman
Organisation : Forum des nations premières Nama – Namibie
Adresse : PO Box 1871, Keetmanshoop, 9000, NAMIBIE
Tél : 00 264 63 22 55 33
00 264 81 27 39355 (Portable)
Email : myself@switched.com



Nom : Moses Selebatso
Gérant de la diversité biologique
Projet de couloir dans le Kgalagadi Ouest
Organisation : Conservation Internationale, Botswana – Pisteur San
Adresse : Conservation International, Private Bag 00149, Suite 230,
Kgale Postnet, Gaborone, BOTSWANA
Tél : 00 267 3952 453
00 267 7163 9370
Email : mselebatso@conservation.org



Nom : Paul Kanyinke Sena
Organisation : Représentant Régional pour l'Afrique de l'Est – IPACC
Fondation Dorobo
Adresse : P.O. Box 59, Ololulunga, Narok, KENYA
Tél : +254 725 288402
Email : kanyinke@yahoo.com



Nom : Mary Simat
Organisation : Chaire – Comité Exécutif d'IPACC
Chaire – Comité Exécutif - Masaai Maweed
Masaai Maweed
Adresse : P.O. Box 711, Narok, KENYA
Tél : 00 254 50 228 99
00 254 722 85 77 (Portable)
Email : simatmary@yahoo.co.uk



Nom : Nicodemus Tjimungua
Organisation : Représentant !Kung – Namibie
Conservation N#aJaqna
Adresse : PO Box 1049, Grootfontein, NAMIBIE
Tél : 00 264 672 45047
Email : ntjimungua@gmail.com



Nom : Lucas Tjoola
Organisation : Représentant Himba – Namibie
Hipo - Organisation des peuples autochtones Hizetwa
Adresse : P.O. Box 185, Opuwo, NAMIBIE
Tél : 00 264 81 33 51 550
Email : hipo@iway.na



Nom : Charles Topoth
Organisation : Représentant Karamoja – Ouganda
Reseau des nomades Tobari / Tekwip
Adresse : P.O.Box 58, Moroto, OUGANDA
Tél : 00 256 78 212 4242 / 00 256 75 212 4242
Email : topoth_c@yahoo.co.uk



Nom : Chris Weaver
Organisation : WWF/LIFE Programme – Chef de Parti
Adresse : PO Box 9681, Windhoek, 9000, NAMIBIE
Tél : +264 61 239945
+264 61 239799
Email : cweaver@wwflife.org

*Ci-contre: Participants durant l'atelier
TIG/CET à Windhoek*



Appendice 3: Commentaires d'Arthur Albertson's sur la cartographie participative

Atelier en Namibie, août 2008
Email 24 Juillet 2008

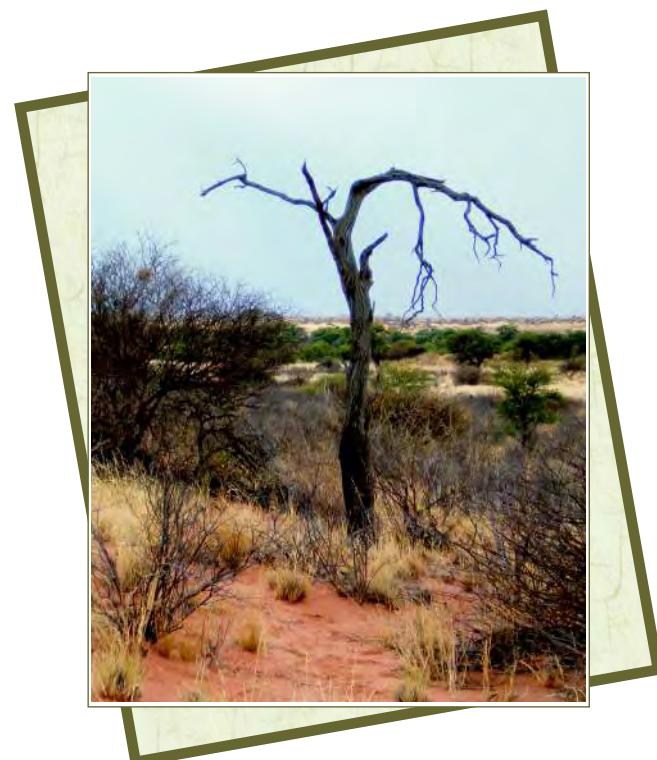
Arthur Albertson est un écologiste qui a pris part à la plupart des premiers exercices de cartographie participative avec les communautés San au Botswana. Il n'a pas été à même de participer à la conférence de Windhoek mais nous a généreusement fait part de son opinion à travers l'email reproduit ci-après.

Ayant cartographié des territoires recouvrant une surface de près de 48 000 kilomètres carré, allant du désert aux forêts tropicales (Botswana & Ethiopie), j'ai une bonne idée des faiblesses existantes en matière de cartographie participative, les contraintes pratiques qui s'y rapportent et sur où et comment la méthodologie – en matière de transfert des connaissances/ des processus de plaidoirie en général – peut être améliorée.

J'ai résumé certains de ces points comme suit :

1. L'utilisation de technologies avancées est aliénante pour la majeure partie des gens au niveau communautaire ; il est plus judicieux de sacrifier la complexité technologique (soit rendre ces procédés de transfert aussi simples que possibles) afin de servir l'objectif de voir une plus grande proportion de chaque communauté participer à ces processus de développement des capacités.
2. La quantité et le temps de traitement de l'information brute recueillie loin – et hors du champ de vue - des aires communautaires des bénéficiaires doivent être limitées. Seulement un faible pourcentage de chaque communauté peut espérer avoir le bénéfice d'une éducation formelle, sans compter les formations sophistiquées qui requièrent des apports continus de l'extérieur et le traitement de données dans des points centraux qui sont loin des lieux de résidence de ces bénéficiaires. Le traitement des données et des cartes doit être faits sur le terrain, avec les communautés. Il ne faut jamais perdre de vue comment cet exercice peut être perçu par ceux qui vivent et respirent – jour après jour – les connaissances que nous sommes, en tant que spécialistes externes, en train d'essayer de « capturer » pour leur bénéfice.
3. Les gens ont souvent l'impression que le développement des compétences d'une minorité élue – bien souvent des individus plus jeunes qui ont eu le bénéfice de recevoir une éducation conventionnelle - bénéficiera au développement économique de la « majorité ». Mais dans quelle mesure est-ce que la majorité des gens qui ne pourront jamais quitter leur territoire pour participer à des ateliers organisés par des ONG ou à des rencontres en ville bénéficierait-elle de ce développement des compétences ?

Les aînés expriment souvent leur frustration envers les jeunes gens qui sont formés et leurs homologues au sein des ONG : « Mais quand vont-ils rentrer ? Qu'ont-ils fait de tout ce qu'on leur a dit ? Comment ces cartes seront-elles utilisées pour parler de notre terre avec le gouvernement ? » etc.



4. Nous devons nous montrer plus astucieux dans la manière dont nous employons les technologies utilisées. Les manières dont nous enregistrons les connaissances intangibles doivent être simples et pratiques. Ces processus devraient inclure autant de monde que possible – *in situ* - c'est-à-dire sur le territoire où les gens vivent. Notre approche doit consister à minimiser la dépendance envers les ONG qui ont souvent elles aussi leurs propres goulets d'étranglement qui ralentissent de manière irrémédiable les projets qui leur sont associés. Ce que nous avons besoin de voir, ce sont des représentations (des cartes étanches et impossible à déchirer par exemple) – une dans chaque foyer – possédées par chaque personne vivant là et utilisées avec confiance lors des discussions en interne et avec d'autres parties (comme par exemple les autorités locales venant les rencontrer).
5. Je trouve que nous sommes en perte de vitesse dans la course contre la montre pour le transfert de ces systèmes de connaissances, avant qu'ils ne soient perdus à tout jamais. Nous avons besoin d'améliorer les méthodes non au niveau du traitement d'informations ou de la présentation, mais au niveau de la planification et de la mise en œuvre dans son ensemble : comment pouvons-nous exploiter les rares ressources que nous avons à notre disposition pour cartographier ces territoires plus rapidement, d'une manière qui ait le plus grand sens possible pour les bénéficiaires mais sans sacrifier leur précision et leur fiabilité ? Le plus important est ce qui se passe en amont du traitement des informations « SIG absolues » : l'efficacité, la fiabilité et la justesse avec lesquelles le transfert des connaissances intangibles complexes et portant souvent à confusion en « valeur absolues » qui soient « visibles », requiert bien plus de compétences et de concentration.

Les praticiens inexpérimentés n'ont pas nécessairement conscience des erreurs qu'ils commettent dans l'interprétation de ce qu'on leur montre et dit. J'ai moi-même souvent été victime de mes propres erreurs et je m'attends à en commettre de nouvelles – mais avec de l'expérience je suis plus capable de reconnaître les pièges avant de tomber dedans. Un certain nombre de variables ont une incidence là-dessus, parmi lesquelles :

- L'inaccessibilité du site (relativement peu de sites physiques peuvent être visités de manière pratique, le reste des sites doivent être localisés en ayant recours à d'autres méthodes) ;
- Les connaissances des guides sont fondamentales. Ceux qui sont détenteurs de connaissances générales de vastes territoires ont souvent compromis les informations fournies par des guides plus fiables ayant des connaissances détaillées de sites spécifiques localisés après coup. L'exercice doit alors être répété sur des territoires entiers. (Combien de praticiens en cartographie ont même conscience que leurs cartes peuvent être des représentations horriblement peu fiables du paysage réel ?)
- Rappels de mémoire: la fiabilité des rappels de mémoire est inconsistante, des erreurs sont souvent commises et les informations doivent être vérifiées de nouveau.
- La mauvaise interprétation des hiérarchies des structures territoriales : les jeunes se trompent souvent sur les structures spatiales complexes qui leur sont décrites et leurs explications abrégées adressées à des chercheurs voulant impatiemment saisir des données mènent souvent à des erreurs et des incohérences se manifestent plus tard.

D'un point de vue légal, nous risquons de détruire la crédibilité future de la cartographie participative. Si nos opposants devaient prouver les inconsistances des informations devant une cour légale, ceci serait un préalable dangereux qui affaiblirait l'application des représentations des connaissances autochtones comme outil légal. Ainsi, tel est le train de la cartographie participative : le plus souvent, les praticiens mal formés et inexpérimentés qui se précipitent autour d'autant de points d'information que possible pour recueillir des informations, avec peu de considération pour les personnes sélectionnées pour leur servir de guides, et la manière dont ils interprètent ce que on leur dit, tout cela m'inquiète énormément. Tandis que nos cartes ont l'air impressionnantes du point de vue académique – dans quelle mesure sont-elles vraiment de bonnes cartes ?



A gauche : Paysage Botswanais

Au verso: Zèbres, autruches, gazelles gemsbok et springbok se rassemblant autour d'un point d'eau dans la cuvette d'Etosha , Namibie



L'Atelier des Peuples Autochtones Africains sur la bonne utilisation des Technologies de l'Information et des Communications (TIC) dans les activités de plaidoyer en faveur de l'environnement a été généreusement financé par le Centre Technique pour la Coopération Agricole et Rurale (CTA), la Fondation Rainforest (UK), Norwegian Church Aid (NCA) et le Réseau Africain de la Diversité Biologique.

L'événement a été conjointement organisé, facilité et appuyé par le Comité de Coordination des Peuples Autochtones d'Afrique (IPACC), le groupe de travail des Minorités Autochtones d'Afrique Australe, SHALIN ry (Finlande), Melca (Ethiopie), le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED, Cameroun), la Fondation pour l'Initiative pour la Protection de la Culture et le Développement Okavango (TOCaDI, Botswana), le programme Cartographie de Recherche Environnementale et d'Information en Afrique (ERMIS Africa, Kenya), Conservation Internationale, l'Organisation des Familles Kuru (Botswana) et la Fondation Rainforest UK. Un soutien technique et logistique fut fourni par WWF Namibie et le programme Développement Rural Intégré et Conservation de la Nature (IRDNC – Namibie).

IPACC remercie également les donateurs, les communautés, les anciens et les partenaires.

ISBN : 978-0-9802799-9-3

Ce rapport est également disponible en anglais

Conception et Production : *StudentWorx.co.za*

Comité de Coordination des Peuples Autochtones d'Afrique (IPACC)

PO Box 106, Newlands, 7725,
South Africa / Afrique du Sud
Tél : +27 21 674 3260
Fax : +27 21 674 3262
Email : ipacc@iafrica.com

www.ipacc.org.za

